

Instantanés octobre 2024

Dossier de la rédaction de H2o
October 2024

Monde  
  
  

PAUVRETÉ

Plus d'un siècle pour sortir la moitié du monde de la pauvreté

Au rythme actuel, il faudrait plus d'un siècle pour sortir de la pauvreté la moitié de la population mondiale, qui vit avec moins de 6,85 dollars par jour. Tel est le constat du   Poverty, Prosperity, and Planet Report, une nouvelle publication de la Banque mondiale qui dresse le premier bilan post-COVID des progrès réalisés dans l'éradication de la pauvreté et la promotion d'une prospérité partagée sur une planète vivable.

Banque mondiale

  

CLIMAT  

Les politiques actuelles entraîneront une augmentation des températures pouvant atteindre 3,1   C

Les nations doivent s'engager collectivement à réduire de 42 % les émissions annuelles de gaz à effet de serre d'ici 2030 et de 57 % d'ici 2035 dans la prochaine série de Contributions Déterminées au niveau National (CDN) - et soutenir ces engagements par des actions rapides - faute de quoi l'objectif de 1,5   C de l'Accord de Paris sera hors de portée dans quelques années, selon un nouveau rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Les CDN actualisées doivent être soumises au début de l'année prochaine, avant les discussions sur le climat de la COP30 au Brésil. Le Rapport 2024 sur l'écart des émissions du PNUE, intitulé Arrêtons les paroles en l'air qui brûlent notre avenir, s'il vous pl  t ! révèle qu'un manque d'ambition dans ces nouvelles CDN et l'absence d'une action immédiate mettraient le monde sur la voie d'une augmentation des températures de 2,6 à 3,1   C au cours de ce siècle.à

PNUE   - communiqué

Rapport 2024 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des   missions   (en anglais)

Extreme Weather

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) fait un point sur les phénomènes météorologiques extrêmes.

OMM

RESSOURCES EN EAU

État des ressources mondiales en eau 2023

Le rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sur l'état des ressources mondiales en eau met en évidence les graves tensions qui pèsent sur l'approvisionnement en eau de la planète, à l'issue de 5 années consécutives de débits fluviaux et d'apports en eau des réservoirs inférieurs à la normale. Cette pénurie affecte les communautés, l'agriculture et les écosystèmes. En outre, les glaciers ont connu leur plus grande perte de masse au cours des 50 dernières années, 2023 marquant la deuxième année de perte de glace globale à l'échelle mondiale.

Le rapport souligne également que 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, marquée par des sécheresses prolongées et des inondations généralisées, dues à la fois à la transition de La Niña à El Niño et au changement climatique induit par l'homme. Le rapport présente une évaluation mondiale des ressources en eau, fondée sur les données des services météorologiques et hydrologiques, afin d'informer les décideurs dans les secteurs sensibles à l'eau et dans la gestion des risques de catastrophe. Il complète la série "État du climat mondial" de l'OMM. Cette édition, qui en est à sa troisième année, est la plus complète et comprend de nouvelles données sur les lacs, les réservoirs, l'humidité des sols et les glaciers. L'objectif est de constituer un ensemble de données mondiales sur les variables hydrologiques afin de soutenir les systèmes d'alerte précoce pour les risques liés à l'eau d'ici à 2027. Avec 3,6 milliards de personnes actuellement confrontées à des pénuries d'eau, qui devraient dépasser les 5 milliards d'ici 2050, le rapport souligne l'urgence d'agir pour atteindre l'Objectif de développement durable 6 relatif à l'eau et à l'assainissement.

OMM

Le GIEC de l'eau alerte sur la catastrophe en cours

À l'issue de deux ans de travaux, la Commission mondiale sur l'économie de l'eau publie son rapport "The Economics of Water, Valuing the Hydrological Cycle as a Global Common Good" et alerte : "Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le cycle de l'eau est déséquilibré, ce qui compromet un avenir équitable et durable pour tous". Sans action, la part des États et de la communauté internationale, cette crise mettra en péril plus de la moitié de la production alimentaire mondiale d'ici à 2050. Elle menacera également d'entraîner une perte de 8 % du PIB dans les pays du monde entier en moyenne d'ici à 2050. La perte pourrait même atteindre 15 % dans les pays pauvres.

Pour répondre à ces défis, la Commission donne cinq "missions" à la communauté internationale : 1. Lancer une révolution dans les systèmes alimentaires, afin de mieux utiliser l'eau ; 2. Conserver et restaurer les écosystèmes ; 3. Mettre en place une économie circulaire de l'eau, avec un focus sur les processus industriels ; 4. Développer les énergies propres et l'intelligence artificielle, de manière à réduire la consommation en eau ; 5. Veiller à ce qu'aucun enfant ne meure à cause d'une eau insalubre d'ici à 2030, en garantissant l'approvisionnement fiable en eau potable et l'assainissement pour les communautés mal desservies.

The Economics of Water

À

COP16 BIODIVERSITÉ

Comment la protection des écosystèmes d'eau douce peut aider les pays à atteindre leurs objectifs en matière de biodiversité

La restauration et la protection des écosystèmes d'eau douce constituent un élément clé du cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal, un accord à l'échelle de la planète visant à stopper et à inverser la perte de la nature, rappelle le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Ce cadre contient 23 objectifs visant à sauvegarder le monde naturel et dont l'achèvement est fixé à 2030.

UNEP

Un nouvel indice pour mesurer la menace des invasions biologiques sur la biodiversité et établir des priorités de conservation

Les espèces exotiques envahissantes constituent une menace majeure pour la biodiversité, notamment en raison du déclin des populations indigènes qu'elles entraînent à travers le monde. Une équipe scientifique du Laboratoire d'écologie - Systématique - Évolution (ESE - Université Paris-Saclay/CNRS/AgroParisTech) et du Centre d'écologie et des Sciences de la Conservation (CESCO) du Muséum national d'Histoire naturelle viennent de mettre au point un indice qui permet de mesurer ce degré de menace. Leurs travaux viennent d'être publiés dans la revue Conservation Biology.

CNRS

Aires protégées : Des rares opportunités cartographiées à l'échelle globale

Alors que le cadre mondial pour la biodiversité, adopté lors de la COP15 en décembre 2023, ambitionne de protéger 30 % des terres et des océans d'ici 2030, une étude publiée dans Nature Communications le 18 octobre dévoile une nouvelle carte globale des zones à haut potentiel de protection et celles qui posent des contraintes. Un consortium international, regroupant 20 chercheurs de 5 pays, montre dans cette étude comment les facteurs socio-économiques et environnementaux expliquent la présence mais également l'absence des aires protégées au niveau global. Ils identifient des zones à fort enjeu de conservation pour les vertébrés qui sont potentiellement faciles à protéger ou au contraire qui présentent des facteurs qui complexifient leur protection, ces dernières étant bien plus nombreuses notamment dans l'océan.

CNRS

Plus la biodiversité est grande, plus les nutriments sont abondants

Les insectes et les araignées jouent un rôle important dans les réseaux trophiques des cours d'eau et des écosystèmes terrestres. Non seulement leur rareté réduit l'offre alimentaire pour les oiseaux, les poissons, les reptiles, les amphibiens et les petits mammifères, mais elle l'appauvrit aussi en acides gras essentiels, comme l'a rapporté dans la revue Science une équipe internationale menée par des scientifiques de l'EAWAG et du WSL, ayant associé en France l'Université de Brest (UBO).

EAWAG

L'utilisation des terres influence les êtres vivants dans le sous-sol dans un large rayon

Les chercheurs de l'EAWAG ont réuni et évalué une banque de données unique au monde sur la présence de divers amphipodes dans les eaux souterraines. Ils ont aussi montré que l'utilisation des terres a un impact sur ces animaux sensibles dans un rayon pouvant aller jusqu'à un kilomètre du captage de l'eau. Cela pourrait indiquer que les zones de protection des eaux souterraines actuelles ne sont pas assez grandes.

EAWAG

Biodiversité : Que faire avec les 70 % des territoires non protégés ?

Le fait de porter toute l'attention sur la protection de 30 % des terres et des mers de la planète pourrait faire oublier l'importance de se soucier des zones qui ne sont pas protégées.

En signant l'accord mondial sur la biodiversité à Montréal en 2022, les pays de la planète se sont engagés à protéger moins 30 % des terres et des eaux intérieures, ainsi que 30 % des zones marines et côtières. C'est un défi monumental, considérant ce que nous avons réussi à protéger jusqu'à maintenant. Les derniers chiffres sortis durant la conférence des Nations unies sur la biodiversité à Cali, la COP16, nous rappellent tout le travail qui reste à faire. Selon le rapport *Protected Planet*, publié le 28 octobre par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), il faut redoubler d'efforts : la superficie des aires protégées doit doubler sur terre et tripler en mer d'ici cinq ans. Pour donner un ordre de grandeur, il faudrait encore protéger l'équivalent de la superficie de la Russie pour les terres et l'équivalent de l'océan Indien pour les zones maritimes. En effet, à peine 17,6 % des terres et 8,4 % des mers sont désormais protégées à l'échelle planétaire. On le voit, il y a loin de la coupe aux lèvres.

Étienne Leblanc - À Radio-Canada

À

RECHERCHE

30 ans de déclin du volume de la banquise arctique, vus par satellites

La banquise, formée par gel d'eau de mer, couvrait l'essentiel du bassin Arctique l'essentiel de l'année jusqu'au début de ce siècle. Cependant, depuis la fin des années 1970, la banquise arctique fond progressivement, surtout l'été, comme l'ont révélé des mesures satellites du couvert de glace par microondes passives. Ces observations montrent une réduction de plus de 10 % par décennie de la surface estivale de la banquise, équivalente à plus de cinq fois la surface de la France depuis 1979. Cette fonte, reproduite par les modèles du climat, est attribuée aux émissions de CO₂ issues des activités humaines. Toutefois, la mesure du couvert ne dit rien de l'épaisseur de la glace, qui permettrait une meilleure compréhension de la fonte, et surtout la détermination du volume de la banquise. Des estimations de l'épaisseur de la glace de mer sont obtenues depuis l'espace par altimètres (LiDAR et radar), mais ces observations ne sont pas disponibles en continu sur des périodes longues, et jusqu'à présent seules les simulations numériques issues des modèles physiques estiment le volume de la banquise arctique, avec une incertitude de l'ordre de 50 %. Une étude dans laquelle est impliqué le CNRS Terre & Univers montre le potentiel des observations microondes passives depuis les satellites pour estimer l'épaisseur et le volume hivernal de la glace de mer arctique. La méthode se base sur un algorithme d'intelligence artificielle, entraîné sur des données LiDAR d'épaisseur de la glace, et tire avantage de la longueur des séries temporelles des observations microondes.

CNRS - En direct des labos

Saisonnalité des changements de la banquise antarctique post-2016

Après plus de 35 ans de légère augmentation, l'étendue de la banquise antarctique a subi une réduction brutale en 2016 et on parle de changement de régime et toujours à l'œuvre aujourd'hui. Cette réduction serait-elle liée au changement climatique, à l'image de ce qui se passe en Arctique ? Difficile de dire à ce stade. Pour progresser, il faut mieux

comprendre les mécanismes à l'origine de la réduction de la banquise antarctique. Dans un article publié par le Journal of Geophysical Research, des scientifiques du CNRS Terre & Univers dressent un tableau saisonnier des changements qu'ont subi la banquise et l'océan de surface depuis 2016, à partir d'observations satellites. Ce tableau révèle des changements sans précédent : une glace plus mince en hiver, un retrait des glaces plus précoce au printemps, une température de surface de l'océan plus élevée en été et un englacement plus tardif à l'automne. Cette analyse confirme que le retrait plus précoce est dû à la fonte devenue plus rapide plutôt qu'à des changements liés aux vents, comme c'était le cas de l'augmentation de la banquise jusque 2016. La réaction d'albedo amplifie la réduction initiale du couvert de banquise par un surplus d'absorption de l'énergie solaire par l'océan, ce qui semble être le moteur principal de la fonte. Depuis 2016, la glace plus fine a favorisé cette réaction, accélérant la fonte et avançant le retrait printanier de la banquise. Dès lors l'été, l'océan absorbe davantage d'énergie solaire, sa température a augmenté, et le refroidissement et le regel automnal ont été retardés. La distribution géographique des changements indique que la probable cause principale de ces changements dans l'évolution saisonnière de la banquise se trouverait dans l'océan, dont les apports de chaleur à la banquise pourraient bien avoir augmenté.

CNRS

Lutter plus efficacement contre les incendies de forêt depuis les airs

Que ce soit au Canada, en Californie ou sur le pourtour méditerranéen, les incendies de forêt sont de plus en plus fréquents et, surtout, de plus en plus graves. Les chercheurs du Fraunhofer Institute for High-Speed Dynamics, Ernst-Mach-Institut (EMI) et de la startup CAURUS Technologies GmbH sont en train de mettre au point une méthode d'extinction innovante qui peut être utilisée pour lutter plus efficacement contre les incendies de grande ampleur depuis les airs. La nouvelle technologie met en œuvre l'aérosolisation de l'eau, déjà utilisée par les pompiers au sol dans les buses de dispersion à haute pression par les pompiers au sol, cependant en l'appliquant pour la première fois dans l'air. Sur la base de leurs études, les partenaires du projet s'attendent à ce que l'effet d'extinction soit 5 à 10 fois supérieur à celui des systèmes actuels. "Pour chaque litre d'eau utilisé, la nouvelle méthode est capable d'éteindre un incendie 5 à 10 fois plus important", explique le Dr Schaffner, soulignant ainsi un avantage clé de la technologie.

Fraunhofer

Un économiste démontre le lien entre déclin des chauves-souris et hausse de la mortalité infantile

Les liens sont évidents, mais la conclusion est choquante. Les chauves-souris se nourrissent d'insectes. Lorsqu'elles sont frappées par une épidémie mortelle et se retrouvent en nombre insuffisant pour limiter la propagation des insectes, les agriculteurs sont conduits à utiliser davantage de pesticides pour protéger leurs cultures. Ce qui, selon une étude publiée le 6 septembre dans la revue Science, entraîne une augmentation de la mortalité infantile.

Menée par l'économiste de l'environnement Eyal Frank, de l'Université de Chicago, cette étude montre que dans les comtés où les populations de chauves-souris se sont effondrées, les agriculteurs ont accru leur utilisation d'insecticides de 31 %. Dans les mêmes régions, la mortalité infantile a augmenté d'environ 8 %. "Ce travail est d'une importance capitale", commente Carmen Messerlian, épidémiologiste à l'Université Harvard, qui n'a pas participé aux recherches. Spécialiste des répercussions de l'environnement sur la fertilité, la grossesse et la santé des enfants, Carmen Messerlian souligne que de plus en plus de recherches montrent que les substances chimiques présentes dans notre environnement ont des conséquences néfastes sur la santé. Les scientifiques peinent encore à déterminer exactement les relations de cause à effet. "En réduisant l'exposition de la population à ces substances, nous sauverions des vies. C'est aussi simple que cela."

L'étude menée par Eyal Frank est la dernière en date à montrer l'effet catastrophique pour les humains du déséquilibre des écosystèmes. Des recherches précédentes lui avaient permis d'établir que la quasi-extinction des vautours en Inde avait causé la mort de 500 000 personnes : comme les carcasses de bétail n'étaient plus nettoyées par les rapaces, elles avaient pollué les cours d'eau et entraîné la prolifération des chiens errants, ce qui avait favorisé la transmission de maladies hydriques et de la rage. Comme le souligne Eyal Frank : "Nous nous précipitons beaucoup des extinctions massives, c'est-à-dire lorsqu'une espèce disparaît complètement. Mais les dégâts apparaissent bien avant cela." Le chercheur a analysé pour chaque comté les données concernant la présence du "syndrome du nez blanc" (une infection fongique qui tue les chauves-souris) et l'utilisation de pesticides par les agriculteurs, ainsi que plusieurs indicateurs de santé, dont le taux de mortalité infantile. Selon ses estimations, dans les 245 comtés touchés par le syndrome du nez blanc entre 2006 et 2017, 1 334 nourrissons seraient morts des conséquences de la disparition des chauves-souris.

Surprising New Research Links Infant Mortality to Crashing Bat Populations - The New York Times

Déclin des insectes : Il est urgent d'améliorer la qualité des données

Face à la crise écologique, les bases de données se multiplient pour mesurer les tendances de la biodiversité, mais elles ne sont pas soumises à une évaluation systématique. Deux chercheuses françaises du CNRS et de l'INRAE ont examiné la base de données mondiale InsectChange, qui compile des séries temporelles sur les insectes. Leur analyse approfondie révèle plus de 500 erreurs et problèmes qui remettent en question les résultats obtenus à partir de ces données, tout en fournissant des éléments essentiels pour améliorer InsectChange. Publié dans *Peer Community Journal*, cette étude met en lumière les problèmes de qualité des grosses bases de données sur lesquelles se basent les méta-analyses pour évaluer les tendances de la biodiversité. Elle ouvre des pistes méthodologiques et appelle les revues scientifiques à mettre en place des mesures de protection, afin d'éviter des effets néfastes pour la science et par conséquent pour la qualité du débat et de l'action publics.

INRAE

Les coquillages émettent du CO2

Des scientifiques révèlent, dans un article publié dans *Reviews in Aquaculture*, que l'idée selon laquelle les élevages de coquillages captent du dioxyde de carbone atmosphérique est erronée. En réalité, les coquillages émettent du CO2 en fabriquant leur coquille. Remettre à l'eau les coquilles après consommation de la chair, ou cultiver des algues avec les coquillages seraient d'ailleurs des pistes prometteuses pour diminuer les émissions de CO2 de la conchyliculture.

CNRS

Des pneus qui tuent les poissons

Un composé chimique utilisé dans la fabrication de pneus en caoutchouc est nocif pour certaines espèces de poissons. Il causerait entre autres le déclin de populations de saumon en raison de sa toxicité.

Le 6PPD-quinone était inconnu il y a quelques années à peine. Or, aujourd'hui, des scientifiques de partout dans le monde s'en inquiètent. Ce composé chimique a été découvert en 2020 par des chercheurs de l'État de Washington. Ils tentaient de comprendre pourquoi les saumons cohoya mouraient par milliers en remontant les cours d'eau du Nord-Ouest américain, surtout après des pluies abondantes. Ingénieur de l'environnement à l'Université de l'État de Washington à Tacoma, Edward Kolodziej s'est intéressé à la proximité des routes et des cours d'eau pour essayer d'élucider ce phénomène. Ses collègues et lui-même ont découvert un composé chimique inconnu dérivé du 6PPD, un agent de conservation utilisé pour ralentir la dégradation des pneus en caoutchouc. Le composé chimique en question, le 6PPD-quinone, reste sur les routes et est emporté par l'eau de pluie jusque dans les cours d'eau, où il s'incruste dans l'environnement.

Radio-Canada

Pesticide naturel pour la production de microalgues riches en protéines

À l'ère d'une époque de crise climatique et de pénurie alimentaire, la culture de microalgues est prometteuse et pourrait bouleverser les méthodes de production de la nourriture animale, du bioplastique ou du biocarburant. Cet énorme potentiel est toutefois encore peu utilisé, car les méthodes sont encore inabouties. L'un des défis consiste notamment à protéger les cultures des prédateurs. Une nouvelle publication de l'EAWAG montre que les co-cultures de plusieurs espèces de microalgues sont plus résistantes contre les nuisibles que les monocultures.

EAWAG

À

TECHNOLOGIES

A3P : Outils numériques pour une irrigation ajustée

L'INRAE, l'Université Gustave Eiffel et les entreprises Aquasys et MEOSS annoncent le lancement du projet collaboratif A3P "Anticipation, planification et pilotage des pratiques agricoles". Ce projet est destiné à accompagner l'adaptation des systèmes agricoles irrigués au changement climatique, grâce à un service numérique d'aide à la décision innovant. Il permettra une adaptation dynamique des stratégies collectives d'irrigation aux besoins réels des cultures et à la disponibilité des ressources en eau. A3P repose sur une double modélisation agronomique et hydrologique, sur l'intelligence artificielle et l'imagerie satellite, afin d'anticiper l'évolution des ressources hydriques disponibles et des besoins d'irrigation des cultures sur un territoire défini. Le projet vise à favoriser un mode de concertation renouvelé, basé sur une évaluation objective des besoins des cultures et de l'état des ressources en eau. A3P vise à produire un outil de référence pour la gestion collective de l'irrigation, en fournissant aux multiples parties prenantes (irrigants, organismes de gestion collective des ressources hydriques, commissions locales de l'eau...) le moyen de prendre des décisions éclairées pour réussir le difficile compromis entre une agriculture irriguée durable et la protection de l'environnement.

Doté d'un budget de 4,5 millions d'euros sur 5 ans, A3P est l'aboutissement de l'appel à projets Réussir les transitions agricole et alimentaire lancé dans le cadre de France 2030, et opérationnel pour le compte de l'État par Bpifrance. Il sera expérimenté dans les régions Pays de la Loire et Nouvelle-Aquitaine.

INRAE

Décentraliser l'AEP et les EU pour renforcer la résilience et la durabilité des villes

L'impératif de rendre la consommation d'énergie et de ressources plus durable incite à un examen critique de toutes les activités humaines. Dans le cadre de la gestion des eaux urbaines, la volonté d'améliorer la durabilité repose sur la reconnaissance du fait que les services d'eau consomment une quantité substantielle d'énergie et que les eaux usées contiennent des ressources précieuses, notamment de l'eau, de la chaleur, de la matière organique et des nutriments essentiels pour les plantes. Pour rendre les systèmes d'eau urbains plus durables, un changement de paradigme est nécessaire. Parmi les stratégies proposées, la comparaison à la source associée à la codigestion anaérobie semble être un moyen efficace de récupérer l'énergie, l'eau et les nutriments. Étant donné qu'il est difficile de modifier les infrastructures centralisées existantes qui desservent des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes, et que les technologies nécessaires à la mise en œuvre de cette stratégie sont difficiles à appliquer dans les maisons individuelles, une équipe internationale de recherche s'est positionnée à l'échelle d'un pâté de maisons. À l'aide d'un modèle quantitatif de processus unitaires simulant les flux d'énergie, d'eau et de nutriments, les chercheurs étudient la faisabilité technique et économique d'un système décentralisé représentatif, ainsi que son impact sur l'environnement. Pour réaliser les synergies potentielles associées à l'utilisation locale des ressources récupérées, ils complètent le système d'eau décentralisé avec la collecte des eaux de pluie, une agriculture verticale et une production d'énergie photovoltaïque. Leur analyse suggère que les systèmes d'eau décentralisés peuvent être la pierre angulaire des efforts visant à renforcer l'efficacité des ressources et à améliorer la résilience des collectivités locales.

Using water and wastewater decentralization to enhance the resilience and sustainability of cities, Manel Garrido-Baserba et al. - Nature Water

Expérimenter des solutions non destructives de détection de fuites

La gestion efficiente des réseaux d'eau devient un enjeu primordial. En France, au moins 20 % de l'eau potable [NDLR. En réalité même, bien plus !] est perdue chaque année à cause notamment d'un réseau vieillissant, ce qui correspond environ à la consommation annuelle de 18 millions de Français. Cette situation est d'autant plus préoccupante à l'heure où l'eau devient une ressource rare. Le développement de méthodes et d'outils innovants pour la détection de fuites

est donc un enjeu majeur. Actuellement, il existe différentes méthodes, mais toutes ont leurs limites en fonction des matériaux composant les canalisations, de leur profondeur, et de la nature des sols environnants. L'utilisation conjointe du radar impulsif (GPR) et des images infrarouges (IR) peut être une alternative intéressante pour résoudre ce problème.

Lancé en 2023 de l'appel à projets Infrastructures et gestion des eaux de la Fondation FEREC (Fondation d'entreprise Recherche collective pour la construction et les infrastructures), le projet RADIR (RADar et IRfrarouge) 2023-2024 est porté par l'équipe ENDSUM du CEREMA en collaboration avec le Laboratoire de Mécanique Paris-Saclay (Centrale/Supélec), Grenoble Génie Électrique Laboratoire (Université Grenoble Alpes) et Altereo Normandie. Ce projet vise à détecter les fuites dans les canalisations souterraines à partir d'images radar et infrarouges thermiques. Les chercheurs se concentrent sur l'étude des propriétés électriques et thermiques des sols selon leur taux d'humidité. Ils modélisent les effets d'une fuite sur le champ électromagnétique et la diffusion thermique. Cette approche innovante, couplant deux technologies (radar géophysique et caméra infrarouge), permettra de développer des modèles réalistes pour valider ces simulations, offrant ainsi des perspectives prometteuses pour améliorer la détection des fuites d'eau dans les réseaux.

CEREMA

Le papier plastifié, alternative au plastique pour l'industrie de l'emballage

Les emballages génèrent des volumes de déchets particulièrement élevés. Les revêtements à base de plantes pour emballages en papier pourraient constituer une alternative durable. Dans le cadre du projet BioPlas4Paper, des chercheurs du Fraunhofer Institute for Surface Engineering and Thin Films IST associés à plusieurs partenaires ont utilisé un procédé de polymérisation par plasma pour créer des revêtements hydrofuges et barrières à base de plantes, améliorant ainsi la résistance du papier aux effets du temps.

Fraunhofer

À

POLITIQUES

BATModel : Nouveaux outils pour éclaircir les politiques commerciales internationales dans les secteurs agricoles et alimentaires

En Europe, les politiques commerciales internationales appliquées aux secteurs agricoles et alimentaires font face à des enjeux complexes, entre régulation des échanges, sécurité alimentaire et exigences croissantes en matière d'impact environnemental et social. De 2020 à 2024, 16 organismes de recherche de 11 pays européens, ont collaboré au sein du projet BATModel, coordonné par l'INRAE, pour développer une nouvelle génération de modèles commerciaux. En combinant approches théoriques et empiriques dans un cadre conceptuel renouvelé, ces outils visent à aider la Commission européenne, les décideurs politiques et les parties prenantes à évaluer et concevoir des politiques et accords commerciaux mieux adaptés aux défis actuels.

INRAE

À

DISTINCTIONS

Trophées de l'Innovation Hydro

Hydro 21 organisait les 8 et 9 octobre dernier sa 9^{ème} édition de l'Événement Business Hydro, à Grenoble (Alpexpo), centrée sur le sujet "Hydroélectricité & modernisation", en pleine congruence avec l'actualité du développement et de l'intégration des énergies renouvelables intermittentes et de la sécurité du réseau électrique. L'événement a rappelé les atouts de l'hydroélectricité - et de la filiale Hydro alpine, en mettant à l'honneur l'innovation avec la cérémonie de remise des Trophées de l'Innovation Hydro.

Le Trophée Étudiants a été décerné à Jack Laly pour son travail sur la caractérisation, la modélisation dynamique et le suivi de la dégradation des infrastructures de production hydroélectrique. Le Trophée Doctorants a été décerné à I. de La Candelaria pour sa recherche sur le fonctionnement global des réseaux de distribution, soutenu par des centrales photovoltaïques. Le Trophée Entreprises a été décerné à AXS Ingénierie pour la détection et le suivi d'évolutions de fissures sur les structures métalliques. Le jury a accordé son Coup de cœur à Ingénierie Red Fox pour sa méthode de maintenance et partage de la connaissance des installations techniques et industrielles distantes.

Le Prix jeune chercheur 2024 de la SFE décerné à Jeremy Borderieux

La Société Française d'écologie et d'évolution (SFE) a décerné son Prix Jeune chercheur 2024 à Jeremy Borderieux, doctorant évoluant au sein de l'UMR Silva (Université de Lorraine, INRAE, AgroParisTech).

Encadré par Jean-Claude Gauthier et José Maria Serra-Diaz, le doctorant a été récompensé pour la publication en 2023 de son article "Extinction drives recent thermophilization but does not trigger homogenization in forest understorey" dans la revue Nature Ecology & Evolution, synthèse de travaux qui présentent un intérêt majeur pour la compréhension et la conservation de la biodiversité végétale sous l'effet du réchauffement climatique.

INRAE

À

PLAIDOYERS

Climat, biodiversité, déforestation, 3 COP aux enjeux liés

Cette fin d'année marque la tenue des Conférences des parties (COP) aux trois grandes Conventions internationales adoptées il y a plus de 30 ans au Sommet de la Terre : Climat, Biodiversité, Lutte contre la déforestation. L'occasion d'une meilleure compréhension des interdépendances de ces enjeux ?

Le réchauffement climatique d'origine humaine s'accroît, atteignant près de 1,2°C de hausse au cours de la décennie 2014-2023. Plus d'un milliard de personnes vivent dans des zones dégradées et menacées par la sécheresse, 75 % des milieux terrestres et 50% des écosystèmes d'eau douce sont altérés, 66 % des milieux marins dégradés. L'approche par les droits humains, par l'égalité femmes-hommes, les droits de la nature, fera-t-elle contrepoids au modèle économique fondé sur la marchandisation du vivant ? Les analyses de l'association Adéquations qui agit depuis 20 ans en matière d'information, formation, plaidoyer et études, en croisant la transition écologique, la solidarité internationale, l'égalité femmes-hommes et les droits humains. À

Ouverture de la Conférence des parties à la Convention Biodiversité

COP29 sur le Climat

COP16 de la Convention sur la lutte contre la désertification

Documentation sur les droits de la nature et des animaux

Santé, genre et crise écologique : croiser les approches

Soutien à Paul Watson

Une pétition en soutien à l'asile politique de Paul Watson en France est en passe de recueillir 50 000 signatures sur Change.org. Elle a été lancée par un citoyen engagé, Brice Boutin, qui compte adresser une lettre à Emmanuel Macron, Jean-Noël Barrot et Agnès Pannier-Runacher. La pétition vise à montrer que les Français sont favorables à l'idée de soutenir le militant écologiste. À l'âge aujourd'hui de 73 ans, Paul Watson a consacré sa vie entière à la défense des océans, et en particulier des baleines. Vous êtes les seuls, Mesdames et Messieurs les grands décideurs, en mesure d'empêcher son extradition vers le Japon, où il encourt une peine de 15 ans d'emprisonnement", explique Brice Boutin, pour qui il s'agit de la toute première pétition de sa vie. À

Pétition

À

REPORTAGE

Restaurer l'Indus, artère vitale du Pakistan

L'Indus et ses affluents ont nourri la civilisation du sous-continent indien depuis l'âge du bronze. Plusieurs millions plus tard, le Pakistan dépend encore largement du fleuve pour son eau, sa nourriture, ses emplois et même son identité. Mais l'Indus et les vastes glaciers de l'Himalaya qui l'alimentent représentent désormais une menace de plus en plus imprévisible : des inondations meurtrières, exacerbées par le changement climatique, ont frappé le bassin fluvial à plusieurs reprises ces dernières années. Ces catastrophes, ainsi que les préoccupations croissantes concernant la dégradation de l'environnement, ont rendu plus urgente l'initiative Living Indus. Les mesures de restauration sont très variées : elles vont de la culture de mangroves dans le delta du fleuve à la greffe de glaciers en altitude. L'initiative, conduite par le gouvernement pakistanais, a été reconnue en tant qu'UN World Restoration Flagship. Ce label s'inscrit dans le cadre de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes et récompense les initiatives qui contribuent à la protection et à la revitalisation du monde naturel. À ce jour, l'initiative Living Indus a permis de restaurer plus d'un million d'hectares, et il est prévu d'en restaurer 25 millions d'ici à 2030.

Le reportage du PNUE - images de Todd Brown

Pour en savoir plus sur la "culture" des glaciers - À Altitude News

À

PETITE VIDÉO CAUSTIQUE

Meet the super pollutants!

Ils polluent l'air, ils réchauffent la planète, ils empêchent les cultures de pousser : les super "pollutants" constituent un groupe de composés chimiques assez nauséabonds - et malheureusement, qui sont partout autour de nous. Une petite vidéo du Programme des Nations unies pour l'environnement présente quelques-unes de ces "créatures" les plus problématiques, parmi lesquelles le noir de carbone, responsable de 4 millions de décès par an, et le méthane, qui réchauffe la planète 86 fois plus vite que le dioxyde de carbone.

UNEP

À

Quelle musique fait le changement climatique ?

Certains scientifiques mettent des mots sur ce qu'ils constatent ; d'autres mettent des notes sur ce qu'ils projettent. Éric Sauquet, hydrologue de l'unité RiverLy a collaboré avec Ivan Horner (ihdev.fr) pour mettre en musique le changement climatique. Pour cela, ils se sont appuyés sur les données de simulations de débit de 26 rivières françaises pour le XXI^e siècle obtenues dans le cadre du projet Explore2 conduit par l'INRAE et l'Office international de l'eau.

INRAE - illustration Firefly

À

APPEL À CONTRIBUTIONS

Exposition photographique "Saisir l'eau dans la ville"

Après le succès de ses trois expositions photographiques - la première sur le cycle hydrosocial en 2014, la deuxième sur les techniques de pompage et les pratiques sociales liées à l'eau en 2017, la troisième consacrée à la diversité des pratiques de pêche en 2020 - l'association R&S-EAUX a le plaisir de lancer une nouvelle édition sous l'intitulé "Saisir l'eau dans la ville".

La ville peut être envisagée comme un environnement hybride, ni naturel ni artificiel mais produit par l'imbrication de processus biophysiques et sociaux (Gandy, 2004). Dans la majorité des cas, c'est en s'attachant à proximité de sources d'approvisionnement en eau que les communautés humaines ont constitué ces lieux particuliers où s'agglomèrent et circulent les personnes, la matière, le capital, les savoirs et le pouvoir. En effet, le processus d'urbanisation est intimement lié à la maîtrise, voire la "conquête" de l'eau (Goubert, 1986), "une composante nécessaire de l'extension et de la croissance urbaine" (Swyngedouw, 1997). La ville offre des activités, des services, des équipements qui ont pour une large part à voir avec l'eau. Elle se donne également à voir et à vivre comme paysage et lieu d'attachement. Selon les périodes et les contextes géographiques, cette dimension visible de l'eau est plus ou moins affirmée. Dans les sociétés marquées par les courants hygiénistes du XIX^e siècle, les flux d'eau ont été largement canalisés et/ou enfouis pour des raisons de santé publique, modifiant radicalement le paysage urbain (Guillerme, 1983 ; Barles, 1999 ; Carré, 2011). La relation des habitants à l'eau dans l'espace extérieur et public s'est affaiblie à mesure que l'eau propre et domestiquée se diffusait dans l'espace privé (Bouleau et al., 2024). D'ailleurs, les chemins de l'eau en ville sont avant tout souterrains et contrôlés par une infrastructure technique complexe, dont la maintenance est devenue cruciale pour limiter le risque d'inondation par ruissellement. Dans les villes des Suds, la configuration infrastructurelle liée à l'eau est beaucoup plus contrastée. Dans les zones sous-dotées en équipements d'approvisionnement ou d'évacuation, l'eau est une préoccupation constante et bien visible, entraînant la mise en place de pratiques individuelles ou collectives pour l'accéder à une ressource salubre et la prévention du risque lié aux fortes pluies. Ces pratiques impriment également leur marque sur l'espace urbain (Maazaz, 2021). Tour à tour mise en scène ou cachée, parfois brusquement révélatrice, indéniable, vaine, crainte ou espérée, l'eau est omniprésente en ville. Tout comme Goethe (1810) qui voyait en "un universel non encore fixé", les organisateurs vous invitent à mettre vos regards en quête des lieux, des êtres et des objets qui nous relient à l'eau et à saisir sa présence dans le corps vivant et agissant de la ville.

Cet appel s'adresse aux chercheurs et aux étudiants qui travaillent en sciences sociales sur les thématiques en lien avec l'eau dans la ville, toutes disciplines confondues ; aux acteurs associatifs, aux gestionnaires, ou encore aux habitants. Tous sont invités à partager leur expérience et leur regard scientifique, artistique, documentaire ou sensible, aux quatre coins du globe. Les contributions sont invitées à explorer un ou plusieurs des axes suivants, sans nécessairement s'y restreindre : Axe 1. Capturer et révéler l'omniprésence discrète de l'eau en ville ; Axe 2. Le métabolisme urbain : flux et médiateurs ; Axe 3. Les pratiques liées à l'eau en ville : quelles connexions entre humains et non humains ?

Les photographies (5 maximum par candidat) doivent être accompagnées d'un texte court présentant le contexte, l'élément ou la personne représentés et explicitant les enjeux techniques, sociaux et/ou environnementaux associés.

Date limite - 20 décembre 2024

R&S-EAUX Paris Nanterre - email : reseaup10@gmail.com

À

Europe
top

La résilience des ressources en eau menacée

Selon une large étude consacrée à l'état des masses d'eau européennes et publiée le 15 octobre par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), l'Europe est encore loin d'atteindre les objectifs de bon état des eaux qu'elle s'est fixés en vertu de la réglementation de l'UE.

D'après le rapport de l'AEE intitulé "Europe's state of water 2024: the need for improved water resilience" (L'état de l'eau en Europe en 2024 : Nécessité d'une meilleure résilience de l'eau), c'est l'agriculture qui exerce la pression la plus importante, avec une incidence à la fois sur les eaux de surface et les eaux souterraines. Selon les contraires réalisés par les États membres, cela s'explique par l'utilisation de l'eau et la pollution résultant de l'utilisation intensive de nutriments et de pesticides. Le rapport de l'AEE montre également que, si certains progrès ont été réalisés, les eaux et les écosystèmes aquatiques d'Europe restent gravement touchés par les produits chimiques, principalement par la pollution atmosphérique due à la production d'énergie à partir du charbon. La dégradation des habitats est également grave.

D'après les données communiquées par les États membres de l'UE, 37 % seulement des masses d'eau de surface européennes sont en "bon" ou en "très bon" état écologique selon une mesure de la santé des écosystèmes aquatiques en vertu de la directive-cadre sur l'eau de l'UE ; et 29 % seulement ont atteint un "bon" état chimique au cours de la période 2015-2021. Les mesures adoptées par les États membres ont permis d'éviter que l'état des eaux de l'UE ne détériore davantage en luttant contre une partie de la pollution chimique et en améliorant les perspectives de certaines espèces, telles que les moules et les crustacés. Cependant, aucune amélioration globale n'a été constatée depuis le dernier cycle de surveillance. Les eaux souterraines se portent mieux que les eaux de surface : 77 % d'entre elles présentent un bon état chimique et, sur le plan de l'approvisionnement, 91 % seraient en bon état quantitatif. Des problèmes subsistent néanmoins en matière de pollution par les pesticides et les nutriments. Selon la directive-cadre sur l'eau (DCE) de l'UE, le délai fixé pour parvenir à un bon état des eaux de surface et souterraines avait été fixé en 2015 et, au plus tard, en 2027. Au rythme des progrès actuels, cet objectif ne sera pas atteint.

La résilience de l'eau en Europe peut être améliorée. La réduction de la consommation d'eau et une utilisation rationnelle constituent deux mesures essentielles pour lutter contre le stress hydrique dans l'agriculture, dans l'industrie et au niveau domestique. La définition d'objectifs axés sur les économies d'eau ou la réduction de la demande pourrait contribuer à stimuler l'action et à faciliter le suivi des progrès accomplis en matière de résilience hydrique. L'amélioration de la gestion de l'eau requiert également des informations actualisées et plus opportunes sur la quantité et la qualité de l'eau.

Le rapport de l'AEE représente la plus grande étude consacrée à la qualité des masses d'eau européennes. En effet, celle-ci porte sur plus de 120 000 masses d'eau de surface et 3,8 millions de km² de masses d'eau souterraines dans l'UE et en Norvège. Ce rapport se fonde sur les données transmises par 19 États membres de l'UE. Il concerne 85 % des masses d'eau de surface et 87 % des masses d'eau souterraines dans l'UE-27. L'ensemble des principaux résultats et des données transmises sur les États membres de l'UE et la Norvège peuvent être consultés dans le système européen d'information sur l'eau WISE. Le rapport de l'AEE vient également compléter l'évaluation à venir par la Commission européenne des 3e plans de gestion de bassins hydrographiques et des 2e plans de gestion des risques d'inondation, qui fera le point sur la progression de la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau et de la directive Inondations.

Europe's state of water 2024: the need for improved water resilience

WISE Freshwater

Données sur les rivières et fleuves d'Europe

Un nouveau catalogue et une banque de données sur plus de 17 000 bassins versants de rivières et fleuves européens facilitent le travail des scientifiques dans le secteur de l'hydrologie. Nommé EStreams, ce projet réalisé à l'EAWAG fournit des données hydrologiques et météorologiques ainsi que des informations sur le paysage des régions fluviales concernées. Les enregistrements remontent jusqu'à 120 ans.

EStreams contient pour chaque région des informations sur le climat, la géologie, la topographie, l'utilisation des terres et la couverture végétale ainsi que la composition des sols et la végétation. Ces informations sont issues de diverses banques de données publiques et peuvent être téléchargées directement par les utilisatrices et utilisateurs et exploitées pour la recherche. EStreams peut principalement être utilisé pour l'élaboration de modèles hydrologiques, y compris ceux de la prochaine génération reposant sur l'apprentissage automatique qui nécessitent de grandes quantités de données. Autant donné que la banque de données s'étend sur une longue période, il est possible d'estimer par exemple le risque de crues ou de sécheresses. Dans un projet récent, les chercheurs ont utilisé EStreams pour effectuer une analyse complète des inondations historiques en Europe. Dans son travail de doctorat, Thiago Nascimento analyse pourquoi certains bassins versants fluviaux réagissent plus sensiblement que d'autres aux changements environnementaux et climatiques.

Le minutieux travail de recueil a été réalisé par Thiago Nascimento, de l'EAWAG, et Julia Rudlang, de l'Université technique de Delft.

EAWAG

SUISSE

Intérêt pour la REUT

Souvent qualifiée de "château d'eau" de l'Europe, la Suisse s'intéresse à la réutilisation des eaux usées traitées. Mandatée par L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et plusieurs cantons, l'EAWAG engage une étude sur la question.

EAWAG

FRANCE

3^eme Plan national d'adaptation au changement climatique - PNACC-3

Le Premier ministre Michel Barnier et Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition écologique, de l'énergie, du Climat et de la Prévention des risques, ont présenté le troisième Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC-3).

Le nouveau plan repose, pour la première fois, sur une Trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique (TRACC), construite sur le scénario tendanciel des données du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), soit une hausse des températures moyennes de 2  C en 2030, de 2,7  C en 2050 et de 4  C en 2100 par rapport à l'ère préindustrielle (  noter que ce scénario prend en compte les politiques mondiales d'atténuation en place et les engagements supplémentaires des  tats tels qu'exprimés dans leurs contributions nationales demandées par l'Accord de Paris).

Le plan retient 51 mesures, dont 14 mesures principales :

- (Mesure 1) Renforcer le fonds Barnier ; 
- (Mesure 2) Instaurer un dispositif afin d'inciter les assureurs à maintenir une offre assurantielle abordable et disponible sur tout le territoire et à ne pas délaisser les zones les plus à risques ;à
- (Mesures 3 et 7)  tablir une cartographie nationale d'exposition aux risques naturels ;à
- (Mesure 25) Déployer un guichet unique de l'adaptation pour accompagner les collectivitt s ;
- (Mesure 9) Faire évoluer les règles et programmes de rénovation énergétique afin qu'ils intègrent le confort d'été
- (Mesure 21) Réaliser une étude spécifique sur les vulnérabilités de l'approvisionnement en eau potable dans les départements et régions d'Outre-mer ;à
- (Mesure 11) Renforcer les mesures de prévention mises en place par les employeurs pour assurer la sécurité des travailleurs en périodes de fortes chaleurs ;à
- (Mesure 43) Mettre en place un panel de sites patrimoniaux qui seront accompagnés pour étudier leur vulnérabilité au changement climatique et tester des solutions d'adaptation ;
- (Mesure 23) Intégrer la TRACC dans tous les documents de planification publique ;
- (Mesure 16) Engager une étude sur les conséquences du changement climatique sur notre système de santé et les moyens pour l'adapter et assurer la continuit  de l'offre de soin sur l'ensemble du territoire ;
- (Mesure 30) Adapter les transports aux effets du changement climatique ;
- (Mesure 33) Adapter les opérateurs d'importance vitale avec en première étape la réalisation d'une étude des vulnérabilités ;à
- (Mesure 12) Adapter les conditions de travail des agents publics ;
- (Mesure 37) Réaliser un diagnostic d'évaluation de la résilience des exploitations agricoles.

Une plateforme de consultation en ligne (accessible à tous) est ouverte pour une durée de 2 mois, jusqu'au 25 décembre 2024. Cette consultation a pour objectif d'informer les citoyens sur les enjeux de l'adaptation au changement climatique et de recueillir leur avis sur les grandes orientations de la politique d'adaptation au changement climatique. La consultation porte sur 5 axes déclinés en 20 questions (Axe 1. Protéger la population des effets du changement climatique ; Axe 2. Assurer la résilience des territoires, des infrastructures et des services essentiels ; Axe 3. Adapter les activitt s humaines : assurer la souveraineté alimentaire, économique et énergétique de notre pays à +4  C ; Axe 4. Protéger notre patrimoine naturel et culturel ; Axe 5. Mobiliser les forces vives de la Nation pour réussir l'adaptation au changement climatique). Un espace d'expression libre est laissé pour chaque question.

Dossier de presse

Plateforme de consultation

COP16 Biodiversité

Le service presse du ministère de la Transition Écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques transmet les ambitions défendues par Agnès Pannier-Runacher à la COP16 Biodiversité (Cali, Colombie, 21 octobre-1er novembre).

Dossier de presse

À

Toutes les régions impactées par le changement climatique

Le panorama réalisé par le Réseau Action Climat, en partenariat avec l'ADEME, offre une réflexion sur la diversité des impacts dans chacune des régions françaises, et leurs implications pour notre qualité de vie et nos manières de vivre. Il s'appuie sur des projections basées sur les scénarios du GIEC.

Réseau Action Climat

À

Métabolites de pesticides

Générations Futures révèle, dans un rapport exclusif publié le 15 octobre, une surveillance de l'eau triviale insuffisante et une sous-estimation importante de la pollution des eaux en France.

D'après les analyses officielles menées par les agences françaises, les métabolites, produits de dégradation des substances actives pesticides dans l'environnement, contaminent davantage les eaux potables que les substances elles-mêmes. Pourtant, bien que les autorités publiques soulignent fréquemment que "l'eau du robinet est l'un des aliments les plus contrôlés en France", l'ONG constate qu'en réalité peu de métabolites de pesticides sont intégrés dans la surveillance de l'eau potable au regard du nombre très importants de métabolites existants. De plus, lorsque cette surveillance est instaurée, elle intervient souvent tardivement, parfois après l'interdiction des substances actives. Générations Futures a aussi investigué pour savoir s'il existe d'autres métabolites de pesticides susceptibles de contaminer les eaux souterraines et l'eau potable mais qui ne sont pas encore recherchés.

L'étude s'est concentrée sur 88 substances pesticides autorisées ou ayant été autorisées en France depuis 2011 et le risque de générer des métabolites mobiles. En se basant sur les dossiers d'évaluation des pesticides de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) pour ces 88 substances, Générations Futures a établi une liste des métabolites à risque de contaminer les eaux souterraines et de dépasser la norme de 0,1 µg/l pour l'eau potable. Pour déterminer si ces métabolites identifiés comme à risque sont effectivement recherchés ou non, elle a listé tous les métabolites ayant été analysés au moins une fois dans les eaux souterraines et/ou potables ces deux dernières années par les agences. En résultat : des dizaines de métabolites problématiques sont passés sous silence. Sur les 88 substances actives étudiées, 39 substances ont été identifiées, générant 79 métabolites risquant de contaminer les eaux souterraines françaises à des concentrations supérieures à 0.1 µg/L d'après l'ANSES. Les ventes en France de ces 39 substances à risque s'élevaient à 8 330 tonnes en 2021. 23 métabolites sur les 79 identifiés ont fait l'objet d'un suivi dans les eaux en 2022/2023 et 56 métabolites à risque de dépasser la norme pour l'eau potable n'ont fait l'objet d'aucun suivi dans les eaux souterraines ou l'eau potable. La pollution des eaux françaises par les métabolites de pesticides est donc potentiellement très sous-estimée, en conclut Générations Futures qui

précise que 12 de ces métabolites sont particulièrement à risque, parmi lesquels le TFA (métabolite commun à de nombreux pesticides fluorés présents dans la majorité de l'eau potable en Europe et considéré par l'Allemagne comme toxique pour la reproduction probable) et également le DIPA, métabolite persistant de l'herbicide tri-allate jugé potentiellement génotoxique et dont certains usages conduisent à des concentrations dans les eaux souterraines 420 fois au-dessus de la norme pour l'eau potable.

Pourquoi ces métabolites ne sont-ils pas suivis ? Pour Générations Futures il y aurait plusieurs raisons possibles : la méthodologie utilisée pour sélectionner les métabolites à suivre n'est pas pertinente. Entre autres, les propriétés intrinsèques des métabolites concernant leur capacité à persister dans les sols et à lessiver vers les eaux souterraines ne sont pas prises en compte. S'y ajoute probablement un manque de communication entre les services de l'ANSES, qui sont au courant des risques avant même la mise sur le marché des produits, et les services de la direction générale de la santé du ministère de la Santé et des agences régionales de santé chargées du contrôle sanitaire de l'eau potable. Enfin, la non mise à disposition par les industriels d'atolons analytiques pour de nombreux métabolites freine l'élargissement nécessaire des recherches des métabolites de pesticides dans l'eau.

Face à ces résultats, Générations Futures d'agir immédiatement en améliorant drastiquement la surveillance des métabolites dans l'eau, en sélectionnant mieux les substances à suivre et en obligeant les industriels à fournir tous les atolons analytiques nécessaires. Afin de préserver la ressource, l'usage des pesticides dans les aires d'alimentation de captages doit être interdit rapidement. Il est nécessaire de soutenir financièrement les agriculteurs dans leur conversion vers des systèmes moins dépendants des pesticides.

Communiqué (avec tous les liens) - Rapport

À

Planification marine

Les principales orientations suite au débat public "La mer en débat"

Les ministres Agnès Pannier-Runacher, Fabrice Loher et Olga Givernet ont présenté le 18 octobre les suites données par l'État au débat public "La mer en débat". Cette réponse prend la forme d'une décision ministérielle et d'un rapport détaillé de réponse adressé par le gouvernement et RTE (Réseau de Transport d'Électricité) à la Commission nationale débat public (CNDP), qui répond aux recommandations et questions et détaille les enseignements que l'État et RTE tireront du débat. Ces documents sont accessibles sur le site internet du Ministère chargé de la mer et de la pêche. Les liens et les données géographiques issues de la décision sont disponibles sur le portail GéoLittoral.

GéoLittoral

À

RECHERCHE & ÉTUDES

Écologie en mer : Études d'impact

Cinq nouveaux lauréats pour la seconde relève de l'appel à projets de recherche lancé par l'OFB dans le cadre de l'Observatoire national de l'Écologie en mer. Ces projets, déployés sur toutes les façades maritimes de métropole, vont permettre de poursuivre le travail sur l'approfondissement de la connaissance et de la réduction des impacts de l'Écologie en mer sur la biodiversité, que ce soit les mammifères, les oiseaux marins, les écosystèmes pélagiques ou encore l'impact sur les fonds marins.

Depuis sa mise en place en 2022, l'Observatoire a permis le financement de projets comme le lancement d'une expertise scientifique collective sur les impacts des Écologies en mer sur la biodiversité et les écosystèmes marins et côtiers (ESCO pilote par IFREMER-CNRS). Celle-ci livrera une analyse critique de la littérature scientifique

internationale avec plus de 1 500 références fin 2025. Une synthèse des retours d'expérience des impacts de l'écologie en mer à l'étranger, lancée par l'OFB, et pilotée par Biotopie, devrait également être bientôt disponible.

OFB

Artificialisation des sols : Les déterminants de la consommation d'espace de 2009 à 2023

Dans le cadre de l'observatoire de l'artificialisation, le CEREMA a produit un rapport analysant les chiffres de l'artificialisation des sols à un niveau national et local, en mettant en avant plusieurs éléments permettant de mieux comprendre ce phénomène pour mieux le limiter. Les données et analyses pour la période 2009-2022 sont disponibles.

CEREMA

Ombrage et la désimperméabilisation des parkings

Le CEREMA met à disposition un questionnaire pour identifier les pratiques

Dans le cadre d'un benchmark sur les pratiques alternatives en matière de stationnement en extérieur, le CEREMA propose aux collectivités et aux autres acteurs concernés de répondre à un rapide questionnaire sur leurs pratiques en matière d'ombrage et de gestion des eaux pluviales.

CEREMA

Le biomimétisme : Une approche innovante pour des territoires résilients

Le CEREMA a engagé en 2020 une démarche axée sur la mise en œuvre de l'intelligence collective, à travers un projet de recherche-action collaboratif consacré au biomimétisme territorial. L'ambition : faire de ce courant qui s'inspire du Vivant un nouvel art de concevoir les projets pour des territoires résilients. Cette recherche-action s'inscrit dans un moment historique où les enjeux liés au dérèglement climatique et à l'effondrement de la biodiversité nous font prendre conscience de l'atteinte des limites physiques, naturelles et biologiques, avec la dégradation irréversible des ressources. Le séminaire de clôture du projet a eu lieu le 23 mai 2023 et les livrables sont disponibles.

CEREMA

À

PUBLICATIONS

Économie et partage des ressources en eau : Série de fiches du CEREMA

Les quatre premières fiches de cette série sont parues. Elles portent sur la réutilisation des eaux usées traitées en agriculture pour préserver le milieu récepteur, avec une expérience menée à Château-Renault par deux agriculteurs, sur des économies de l'eau dans les espaces verts et les bâtiments communaux à Mâcon et sur l'optimisation de l'arrosage des espaces verts.

Six autres fiches sont à paraître : L'essentiel sur les économies et le partage des ressources en eau ; Optimiser la gestion de l'eau dans les jardins collectifs ; L'expérience de Perpignan pour économiser l'eau dans son patrimoine ; Arroser les espaces verts avec des eaux usées traitées : le cas du SIVOM des Maures ; Irriguer des cultures avec les eaux usées traitées : le cas de Clermont-Ferrand ; Réutiliser les eaux usées traitées : le panorama français.

CEREMA

Guide pour la réalisation du diagnostic territorial sur l'accès à l'eau

La Coalition Eau publie un guide méthodologique pour accompagner la réalisation de diagnostics territoriaux sur l'accès à l'eau, désormais obligatoires pour identifier les personnes en situation de non accès - ou de mal accès - à l'eau sur un territoire. Ce guide s'adresse aux collectivités compétentes en matière de distribution d'eau potable, aux élus locaux et aux associations de collectivités et d'élus et à tout acteur impliqué dans la mise en œuvre de l'ordonnance du 22 décembre 2022 (n° 2022-1611 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine) et du décret d'application du 29 décembre 2022 (n° 2022-1721 relatif à l'amélioration des conditions d'accès de tous à l'eau destinée à la consommation humaine). Ces deux textes ont modifié le Code général des collectivités territoriales qui prévoit désormais la réalisation obligatoire d'un diagnostic territorial sur l'accès à l'eau par les collectivités compétentes sur la distribution d'eau potable.

Ce guide a pour objectifs de : faire connaître les nouvelles réglementations issues de l'ordonnance et du décret relatifs à l'accès à l'eau destinée à la consommation humaine et la nouvelle responsabilité des collectivités au titre de la compétence eau potable ; identifier les publics concernés par la réglementation et le diagnostic territorial ; accompagner méthodologiquement les collectivités et les acteurs mobilisés dans la mise en œuvre de ces réglementations et les mesures à prendre. La méthodologie proposée met à disposition des premiers outils de travail.

Coalition Eau - Guide

À

OUTILS

Nouvelles données sur la surchauffe urbaine

Le CEREMA et le ministère de la Transition écologique, de l'énergie, du Climat et de la Prévention des risques publient une cartographie nationale des zones climatiques locales (LCZ) pour aider les collectivités dans leur diagnostic de la surchauffe urbaine. Ces données sont mises à disposition gratuitement du public et des territoires pour les aires urbaines de plus de 50 000 habitants de l'Hexagone.

CEREMA

Niveaux d'eau extrêmes sur le littoral métropolitain

Mieux les connaître pour mieux caractériser et anticiper le risque de submersion marine

Le CEREMA et le SHOM ont effectué une analyse statistique des valeurs extrêmes de niveau d'eau le long du littoral métropolitain jusqu'à la période de retour de 1 000 ans. Ces données permettent aux collectivités de préparer la gestion des risques dans un contexte de changement climatique et de réaliser des cartes de submersions.

Au cours de l'hiver 2023-2024, ces événements ont entraîné plus de 50 demandes de reconnaissance en état de catastrophe naturelle.

CEREMA

AgiRisk du CEREMA

Au service du diagnostic de vulnérabilité du territoire aux inondations

Lancé par le CEREMA en 2022, l'outil AgiRisk qui permet aux acteurs locaux de réaliser facilement un premier diagnostic territorial de vulnérabilité aux inondations est régulièrement amélioré pour répondre aux besoins des utilisateurs. Le plug-in Qgis est disponible en ligne sur le site AgiRisk, que ce soit en autonomie ou en partenariat avec le CEREMA.

CEREMA

À

OUVRAGE

L'écologie est-elle rentrée dans le quotidien des Français ?

Dans l'ouvrage La Conversion écologique des Français. Contradictions et clivages, Ivaylo Petev, Philippe Coulangen, Yoan Demoli et Maël Ginsburger analysent le rapport des Français au dérèglement climatique, leur conscience des enjeux écologiques et leurs pratiques quotidiennes. Le but étant de comprendre si les Français sont prêts à agir et les actions mises en place pour protéger l'environnement.

Polytechnique Insights

À

ACTEURS

Estelle Grelier, directrice générale de FP2E

Estelle Grelier, directrice générale de Saur France, a été désignée directrice générale de la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E). Elle succède à Arnaud Bazire, au terme de son mandat. Elle a rejoint le Groupe Saur en 2018, en qualité de directrice Stratégie, Développement et Marketing, avant d'être nommée directrice générale de Saur France en 2024. Diplômée de l'IEP de Grenoble et titulaire d'un DESS en relations franco-allemandes de l'Université de Strasbourg III, Estelle Grelier est membre du bureau de la FP2E depuis 2019.

Contribution des ONG à la coopération internationale pour l'eau et l'assainissement

La Coalition Eau publie une nouvelle étude sur la contribution des ONG françaises à la coopération internationale pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Cette étude dresse un panorama global de l'action des ONG françaises dans le secteur Eau-Assainissement-Hygiène (EAH) sur la période 2020-2022. Cet état des lieux présente la diversité des ONG composant le secteur, leurs domaines d'expertise, les projets qu'elles mènent, leurs terrains d'intervention, ou encore, leurs sources de financements. Compte tenu de la période couverte par cette édition, l'étude revient également sur les effets de la pandémie du COVID-19 et la crise diplomatique au Sahel.

Coalition Eau - principaux constats et actions de l'étude

À

INTERVIEW

MÃ©gabassines, barrages... Le prix Ã payer, c'est un effondrement de nos Ã©cosystÃ©mes

Pour Julie Trottier, directrice de recherche au CNRS et spÃ©cialiste de l'irrigation, les infrastructures d'irrigation sont une "maladaptation" au changement climatique :Ã "Il faut sortir de cet imaginaire sociotechnique qui est porteur de sa propre perte."

ReporterreÃ

Ã

OCCITANIE

SÃ©cheresse : Carole Delga et les agriculteurs lancent l'Appel de Bages

Ã l'initiative de Carole Delga, prÃ©sidente de la RÃ©gion Occitanie, une rÃ©union consacrant Ã l'eau Ã©tait organisÃ©e Ã Bages (Aude) le 23 octobre. La prÃ©sidente de RÃ©gion a pu Ã©changer avec les 150 participants prÃ©sents - Ã©lus, reprÃ©sentants des filiÃ©res viticoles, arboricoles, des entreprises, acteurs de l'eau de l'Aude et des PyrÃ©nÃ©es-Orientales - autour de la question de l'accÃ©s Ã la ressource, au cÅur des prÃ©occupations de la population de ces territoires et de toute une profession. Depuis Bages, Carole Delga, les prÃ©sidentes des dÃ©partements de l'Aude, HÃ©rault, et des PyrÃ©nÃ©es-Orientales, Hermeline Malherbe, et les prÃ©sidents des intercommunalitÃ©s ont lancÃ© un appel collectif Ã l'adresse du gouvernement et Ã la Commission europÃ©enne pour que des dÃ©cisions rÃ©glementaires et financiÃ©res soient prises en urgence afin de rÃ©pondre Ã la sÃ©cheresse subie par ces territoires.

Nous lanÃ§ons aujourd'hui collectivement l'Appel de Bages, depuis ce territoire rural de l'Aude touchÃ©, tout comme les PyrÃ©nÃ©es-Orientales, par une sÃ©cheresse inÃ©dite depuis plus de trois ans. RÃ©unis aujourd'hui avec l'ensemble des acteurs concernÃ©s par la gestion de l'eau, reprÃ©sentants de la profession agricole, Ã©lus locaux et chefs d'entreprises, nous demandons au PrÃ©sident de la RÃ©publique, au Premier ministre et Ã la Commission europÃ©enne, de prendre des dÃ©cisions rÃ©glementaires et budgÃ©taires en urgence pour faire face Ã une sÃ©cheresse inÃ©dite et durable.

Pour dÃ©velopper et sÃ©curiser la ressource et malgrÃ© les contraintes budgÃ©taires, nous, collectivitÃ©s locales, avons pris nos responsabilitÃ©s. C'est pourquoi, nous travaillons quotidiennement pour dÃ©ployer des solutions diverses et complÃ©mentaires, Ã court terme, incluant la rÃ©utilisation des eaux usÃ©es, un maillage efficace du rÃ©seau d'approvisionnement la crÃ©ation de petites retenues collinaires, des forages quand c'est possible. Les Ã©tudes sont lancÃ©es pour un transfert de l'eau du RhÃ´ne via le projet Aqua Domitia 2.

Cependant, certains projets n'ont pu aboutir faute de dispositions rÃ©glementaires adaptÃ©es et de financements suffisants. L'Ã©tat doit aujourd'hui nous aider Ã agir. Nous n'avons pas de temps Ã perdre pour trouver des solutions face au dÃ©rÃ©glement climatique, prÃ©server notre terre nourriciÃ©re, nos activitÃ©s Ã©conomiques et permettre Ã nos agriculteurs, plongÃ©s dans une dÃ©tresse morale et financiÃ©re, de vivre dignement. J'ai donc aujourd'hui proposÃ© de rÃ©diger un cahier de dolÃ©ances collectif, Ã l'attention du gouvernement, rÃ©pertoriant tous les projets rÃ©alisÃ©s et ceux qui n'ont pu aboutir en raison de contraintes rÃ©glementaires.

LOIRE-BRETAGNE

RETEX sur les Analyses Hydrologie, milieux, usages, climat dans le bassin

Un appel à manifestations d'intérêt pour la réalisation d'analyses Hydrologie, milieux, usages, climat (HMUC), a été lancé en avril 2022 par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne dans le cadre du plan de relance. Les analyses HMUC réalisées ou en cours de réalisation couvrent ainsi près de 85 % de la superficie du bassin. La conduite de ces analyses soulève de nombreuses questions et interrogations.

Les analyses HMUC ont pour principal objectif de définir les volumes prélevables en période de basses eaux. Cette notion de volume prélevable existe depuis près de vingt ans. Les analyses HMUC du bassin Loire-Bretagne sont similaires aux études de volumes prélevables qui ont pu être conduites dans d'autres bassins (Rhône-Méditerranée et Adour-Garonne). La réalisation d'une analyse HMUC met souvent en lumière l'étendue du déséquilibre entre la ressource disponible et les usages. Les difficultés rencontrées pour mener à bien une analyse HMUC sont en partie liées à l'effet de surprise qu'entraînent les conclusions relatives aux volumes prélevables. La mission conduite par l'IGEDD et le CGAAER a identifié des facteurs favorables à l'émergence d'un consensus concernant la détermination des volumes prélevables et leur répartition entre usages. Il convient d'accorder une grande attention à la qualité de la concertation entre toutes les parties prenantes, avant, pendant et après l'analyse HMUC. Il est nécessaire de clarifier dès le départ ce qui est attendu d'une démarche HMUC - ce que l'analyse HMUC fera et ce qu'elle ne fera pas - et les décisions qui seront prises à partir de ses résultats. Un accord préalable sur la nature des décisions à prendre, sur la manière dont elles seront prises et sur la manière dont elles pourront, si nécessaire, être amendées au fil du temps est un gage de réussite. Par ailleurs, une analyse HMUC ne doit pas rester sans suite. Étant donné les enjeux, tant environnementaux qu'économiques, sa réalisation doit être inscrite, dès le départ, dans une démarche plus globale devant aboutir à des actions concrètes. Il revient dès lors aux acteurs locaux de s'en emparer, de travailler ensemble, de prendre conscience du caractère limité de la ressource en eau et de l'impérieuse nécessité de convenir de son partage.

Rapport IGEDD-CGAAER

ÎLE-DE-FRANCE

La Ville de Paris s'associe à l'action contre le projet de forages pétroliers

La Ville de Paris a formé une intervention volontaire devant le tribunal administratif de Melun, au soutien du recours engagé par Eau de Paris visant à annuler l'autorisation de créer deux nouveaux forages de pétrole sur la concession de Nonville (Val-de-Marne), accordée par l'État. Ces forages représentent une menace grave pour la qualité et la sécurité des captages d'eau qui alimentent en eau potable 180 000 habitants de Paris et de plusieurs communes de Seine-et-Marne. Le projet, autorisé par le Gouvernement et la Préfecture de Seine-et-Marne, prévoit l'extension d'une exploitation pétrolière à proximité immédiate des captages d'Eau de Paris de Villeron et de Villemer, essentiels pour l'approvisionnement en eau de près de 180 000 habitants. La Ville de Paris a déposé un mémoire en intervention volontaire en pointant notamment les lacunes graves de l'étude d'impact environnemental sur la base de laquelle ces autorisations ont été accordées. Elle relève que les risques de pollution aux hydrocarbures des ressources en eau y sont clairement sous-estimés. Une contamination des nappes phréatiques et de la rivière du Lunain, qui s'écoule à proximité du site pétrolier, pourrait entraîner des conséquences irréversibles sur la qualité de l'eau captée dans ce zone.

La Ville de Paris se joint de la mobilisation conjointe des collectivités (Nonville, La Genevraye, Villemer, Moret-Loing-et-Orvanne, Lorrez Le Bocage Preaux), des syndicats des eaux (SIAEP du Bocage et SIDAUE Moret Seine et Loing), et d'importantes associations environnementales (Notre Affaire à Tous, Les Amis de la Terre, France Nature Environnement, Réseau Action Climat et Reclaim Finance) qui ont également déposé des interventions volontaires pour demander l'annulation des autorisations de forage.

Antony : La station de pompage refaite à neuf

Le SEDIF a inauguré ce 17 octobre la nouvelle station de pompage d'Antony (Hauts-de-Seine). Celle-ci a été intégralement reconstruite, pour un investissement de 10 millions d'euros, afin de sécuriser l'approvisionnement en eau potable du plateau de Clamart et répondre aux nouveaux besoins. La station d'Antony joue un rôle particulièrement stratégique dans la gestion de l'eau potable en Île-de-France : elle appartient à un ensemble hydraulique qui dessert le plateau de Clamart et représente près d'un quart de la demande en eau du secteur Seine. Directement alimentée depuis l'usine de production de Choisy-le-Roi, elle permet de relever l'eau vers le réservoir de Clamart La Plaine (10 000 m³), distribuant près de 50 000 habitants. Ce territoire fait l'objet de nombreuses opérations de requalification et d'aménagements d'envergure, qui ont conduit le SEDIF à mettre en œuvre ce projet de remplacement de l'ancienne station, qui datait de 1965. Il a ainsi investi près de 10 millions d'euros pour la construction d'une nouvelle station de pompage et bénéficié d'une subvention de plus de 2 millions d'euros de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

D'une capacité de pompage moyenne de 20 000 m³ par jour, la nouvelle station permet un fonctionnement optimisé, au plus près de la demande en eau. Elle est pour le SEDIF la deuxième en termes de puissance de relèvement, après celle de Montreuil. Cet investissement a permis au SEDIF de mettre en œuvre une sécurisation hydraulique, avec l'installation de deux ballons de protection anti-bâilleurs pour préserver le réseau de refoulement des fortes variations de pression et des risques de casse. Il garantit aussi une sécurisation électrique, grâce à la possibilité de raccorder un groupe électrogène pour assurer le fonctionnement des équipements en cas d'arrêt programmé et/ou prolongé de l'alimentation électrique. Le SEDIF a également intégré dans la station de pompage un poste de chloration. Il permet d'ajuster le résiduel de chlore de façon homogène jusqu'à l'extrémité du réseau. À

À

ARTOIS-PICARDIE

Concours Raconte-moi une agriculture durable

L'Agence de l'eau Artois-Picardie lance le concours "Raconte-moi une agriculture durable" en collaboration avec la DRAAF à destination des lycéens et étudiants de l'enseignement agricole et issus d'écoles d'ingénieur en lien avec le domaine agricole.

Départ des candidatures - 29 novembre 2024

À

APPELS À PROJETS DES AGENCES

Rhin-Meuse

La Moselle en commun

La Région Grand Est et l'Agence de l'eau Rhin-Meuse lancent un nouvel appel à projets "La Moselle en commun", en partenariat avec les Conseils départementaux de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Plan Moselle visant dans un premier temps l'émergence d'une gouvernance partagée sur l'ensemble du bassin versant de la Moselle française (hors Sarre). L'objectif est de mettre en cohérence, via la mise en commun, l'échange et la concertation, les grands enjeux identifiés autour de la rive Moselle et ses milieux connexes : enjeux de restauration écologique, d'atténuation du risque inondation, de partage de la ressource en eau mais aussi d'amélioration du cadre de vie pour les habitants du bassin versant ou de développement économique et touristique. Les projets pourront relever d'au moins une des 4 catégories suivantes : écotourisme, culture et patrimoine, économie, cadre de vie, avec pour principaux objectifs la promotion du bassin versant de la Moselle comme élément d'amélioration du cadre de vie, générateur d'opportunités culturelles, touristiques ou ludiques, outil de sensibilisation et d'éducation des publics à la préservation et la restauration des milieux aquatiques ou facteur de développement de nouvelles économies respectueuses de la ressource en eau.

Dépôt des dossiers - 30 novembre 2024

À

À

Afrique
top

MAROC

70 opérations d'ensemencement des nuages réalisées cette année

Quelque 70 opérations d'ensemencement artificiel des nuages ont été réalisées au cours de cette année, dont 30 terrestres et 40 aériennes, a indiqué le ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka.

Dans sa réponse à une question orale à la Chambre des conseillers, M. Baraka a souligné que l'année 2024 a connu une intensification des opérations d'ensemencement artificiel par rapport aux années précédentes, faisant état de 21 opérations réalisées en 2021, 27 en 2022 et 22 en 2023. Le ministre a précisé que les années à venir verront une utilisation plus large de cette technique pour inclure d'autres régions, notant que les opérations d'ensemencement artificiel dans le Royaume sont réparties dans des régions spécifiques, notamment celles d'Azilal, Béni Mellal et El Hajeb et ce, en raison de la disponibilité des infrastructures et d'une flotte d'avions à cet effet. De même, le ministre a fait savoir que l'utilisation de cette méthode nécessite la réunion de certaines conditions, notamment l'utilisation d'équipements spécifiques, l'examen de la charge adéquate des nuages, outre le choix du timing de l'intervention, eu égard au coût élevé de ces opérations. Par ailleurs, M. Baraka a rappelé que le Maroc fait partie des rares pays qui disposent des capacités nécessaires pour procéder à l'ensemencement artificiel et qui possèdent une vaste expérience dans ce domaine, qui a bénéficié de nombreux pays africains amis.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - À l'Afrique

À

Inauguration À Agadir de l'Institut national de recherche en eau

L'Institut national thématique de recherche en eau (INTR-Eau) a été inauguré À Agadir lors d'une cérémonie présidée par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, Abdellatif Miraoui. Cet Institut est le premier d'une série d'Instituts nationaux thématiques conçus dans le but de fédérer les talents et les ressources, afin d'aligner la recherche scientifique sur les grandes priorités nationales. La mise en place de l'INTR-Eau dans la région de Souss-Massa vient enrichir l'écosystème régional marqué par un réseau dense de scientifiques de l'Université Ibn Zohr dans le domaine de l'eau et d'acteurs professionnels locaux, et ce dans le sillage de la mise en service d'une série d'infrastructures techniques de premier plan, telles que la station de dessalement d'eau de mer À Chtouka et les stations de traitement des eaux usées. Le noyau scientifique de l'INTR-Eau est composé de plusieurs structures de recherche universitaires et non universitaires, au regard de leurs productions et leurs réseaux scientifiques. Il compte dans cette phase près de 150 enseignants chercheurs et plus de 250 doctorants. L'INTR a le statut d'un groupement d'intérêt Public (GIP), permettant ainsi une fédération des structures de recherche performante dans le domaine, implantées au sein de leurs institutions, tout en offrant une meilleure gestion administrative et financière.

Le Plan national d'accélération de la transformation de l'écosystème de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation (PACTE ESRI 2030), prévoit la restructuration de la recherche scientifique notamment autour d'Instituts nationaux thématiques de recherche, alignés sur les priorités nationales et ouverts À l'international, avec une focalisation sur les domaines répondant aux enjeux de souveraineté.

La cérémonie d'inauguration de l'INTR-Eau s'est déroulée en présence notamment du directeur des aménagements hydrauliques À la direction générale de l'hydraulique du ministère de l'Équipement et de l'Eau, Abdelkebir El Alouaoui, du directeur général de l'Office national de l'Électricité et de l'eau potable (ONEE), Tarik Hamane, de la directrice générale adjointe en charge du pôle Gouvernance & RSE Groupe chez Bank of Africa, Houada Sbihi et des présidents des 12 universités publiques, ainsi que de nombreuses personnalités représentant notamment les institutions partenaires.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - À l'Afrique

À

Marrakech : Une exposition collective sur la thématique de l'eau À la gare ferroviaire

La 4^{ème} édition des Rencontres de la Photographie de Marrakech a pris fin avec l'organisation d'une exposition artistique collective À la gare ferroviaire de la cité Ocre, axée sur la thématique de la préservation de l'environnement et de la pénurie des ressources en eau. L'exposition présente plus de 150 œuvres photographiques, qui ont été exposées jusqu'À la fin du mois. Dans une déclaration À la MAP, le fondateur et directeur des Rencontres, Abdellah Oustad, a souligné que l'un des objectifs de ce festival consiste À ouvrir les horizons au public marocain pour qu'il découvre différentes œuvres créées par les artistes participant À cette manifestation artistique d'envergure.

Organisée en partenariat avec le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, l'Organisation du monde islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ICESCO) et la commune de Marrakech, cette 4^{ème} édition des Rencontres de la Photographie de Marrakech a été riche en découvertes, échanges et débats, avec un accent particulier mis sur la jeunesse et la créativité. Lancée en 2016 par l'association Voix Plurielles, en partenariat avec Cultures Nomades Production (France), le Conseil régional du tourisme (CRT), ainsi que de nombreux acteurs culturels et économiques de Marrakech, cet événement s'est imposé comme l'un des rendez-vous incontournables de la photographie contemporaine. Cette année, une place spéciale a été accordée aux femmes photographes, avec deux moments forts : des Cartes Blanches dédiées aux femmes afghanes et À la diaspora africaine, mettant en avant leur résilience et leurs espoirs, ainsi que l'exposition "Regard de Femmes" qui présentait le travail de trois photographes de renommée internationale, À savoir Angèle Etoundi Essamba, Cynthia Benjamin, Copper et Mina Kawachy.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - À AllAfrica

À

ALGÉRIE

Le ministre de l'Hydraulique dénonce les pratiques marocaines sur les eaux transfrontalières

Présent à la 10^{ème} session de la Réunion des Parties de la Convention des Nations unies sur l'Eau, s'étant tenue à Ljubljana (Slovénie) du 23 au 25 octobre, le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a affirmé que les eaux de surface transfrontalières dans l'ouest de l'Algérie étaient négativement impactées par les pratiques destructrices du Maroc, ayant provoqué plusieurs catastrophes environnementales. Derbal a précisé que "les régions ouest et sud-ouest de l'Algérie subissent des effets négatifs résultant des pratiques de l'état voisin, le Maroc, obstruant et détruisant les eaux de surface transfrontalières". Le ministre a pris pour exemple la détérioration de la qualité des eaux du barrage Hammam Boughrara dans la wilaya de Tlemcen, à cause de la contamination des eaux entrantes des territoires marocains, et de la forte réduction des eaux de l'oued Ghir, alimentant la retenue du barrage Djorf-Torba, du fait des barrages construits côté marocain de la frontière. Ces mauvaises pratiques, sont à l'origine de l'impact négatif subi par la région de la Saoura dans le sud-ouest de l'Algérie, à savoir l'effondrement des écosystèmes et de la biodiversité dans la région, affectant notamment la faune et la flore, outre les répercussions économiques et sociales graves sur les habitants des régions frontalières algériennes affectées, selon le ministre. En sus de l'aggravation de la sécheresse et la dégradation du couvert végétal du côté algérien, ces dommages ont également entraîné la disparition de 43 espèces d'oiseaux d'animaux rares, ainsi qu'une perturbation des routes migratoires des oiseaux migrateurs. En dépit de l'énorme effort financier consenti par l'Algérie pour parvenir à des solutions alternatives en vue d'approvisionner les habitants de la région en eau potable, elle reste dans un besoin impérieux d'un soutien international pour établir les écosystèmes affectés, affirme M. Derbal.

Face à cette situation, l'Algérie s'efforce de "tenir compte des besoins hydriques des pays voisins et vite, dans l'élaboration de ses politiques, les pratiques d'exploitation qui nuisent aux pays limitrophes, telles que la construction de barrages dans des régions proches des frontières ou encore la déviation des cours d'eaux superficielles". Dans ce cadre, le ministre a rappelé que c'est l'Algérie qui a par ailleurs initié l'accord tripartite entre l'Algérie, la Tunisie et la Libye portant création d'un mécanisme de concertation sur la gestion des eaux souterraines communes dans le Sahara septentrional, signé le 24 avril dernier à Alger, affirmant que cette démarche "est un exemple à suivre en matière de solutions basées sur la coordination entre les États".

La 10^{ème} Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eaux transfrontalières et des lacs internationaux était organisée sous le slogan "Nos eaux, notre avenir : la coopération dans le domaine des eaux transfrontalières pour renforcer la résilience face aux changements climatiques". Bien que l'Algérie ne soit pas partie à la convention mentionnée, elle a tout de même participé à cette réunion de haut niveau pour discuter de la question des transfrontalières, au vu de leur impact majeur sur les écosystèmes et les changements climatiques auxquels est confronté le monde.

Algérie Presse Service (Alger) - À AllAfrica

À

La SEAL prend part à une initiative de sensibilisation des citoyens

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAL) a pris part à une initiative sociale novatrice visant à inculquer la culture de la rationalisation de la consommation d'eau aux citoyens des écoles primaires. Lancée par les associations Chabab el-Kheir et Kouba United, cette initiative a permis l'installation de robinets à boutons pressoirs à l'école primaire Ferhat Daghmoum dans la commune de Magharia (Alger). À travers l'installation de ces robinets, la société veut inculquer à la jeune génération la culture de la rationalisation de la consommation d'eau.

Algérie Presse Service (Alger) - À AllAfrica

À

TUNISIE

Une belle reconnaissance pour la piscine du Belvédère

Une piscine qui a marqué l'histoire de la natation tunisienne. Inaugurée en 1933, la piscine a été la première piscine du pays. Fermée depuis 2004, elle a été rénovée toute cette année en respectant son architecture et ses caractéristiques historiques. En dépit de son fonctionnement quatre à cinq mois par an, une pléiade de jeunes s'y sont formés, certains devenant champions olympiques. Mal entretenue par la municipalité, avec le temps elle était devenue piscine un royaume pour les batraciens pullulant dans le bois voisin. Quasiment entièrement détruite dans les années de plomb, des émirats fortunés du Golfe ont souhaité en faire un hôtel de luxe. La réhabilitation, souhaitée par le Président Kaïs Saïed, a été rendue possible à la faveur d'un partenariat inédit entre le public (notamment le soutien du génie militaire) le privé, en l'occurrence de la Banque internationale arabe de Tunisie (BIAT) ayant assuré son financement (18 millions de dinars).

Doté d'un court de tennis et d'un salon de thé, l'espace a été ouvert le 1er novembre pour abriter des spectacles culturels et artistiques et autres cérémonies. Le bassin de 33 mètres sera lui ouvert à la baignade du 1er mai au 31 octobre.

Kamel Ghattas, La Presse (Tunis) - À AllAfrica

Photo Webdo

À

Sénégal

Un projet de Grand Transfert d'eau

Le projet de "Grand Transfert d'eau" à partir du lac de Guiers a été lancé et l'entreprise en charge des travaux démarre ses opérations, en vue de résoudre définitivement le problème d'approvisionnement en eau du triangle formé par Dakar, Mbour et Thiès, a assuré le leader de la liste de la coalition au pouvoir, Ousmane Sonko. En campagne pour les législatives anticipées du 17 novembre, M. Sonko, président des Patriotes du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (PASTEF) et par ailleurs Premier ministre, a assuré que le grand transfert d'eau sera réalisé au cours du mandat du président Bassirou Diomaye Faye.

Agence de Presse Sénégalaise (Dakar) - À AllAfrica

À

TOGO

Vigilance et résilience

Entre janvier et mai 2024, 14 180 personnes et 2 836 foyers du pays ont été directement touchés par les inondations, a indiqué le PNUD, Programme des Nations unies pour le développement. Les inondations n'ont pas touché uniquement le Togo mais également de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest. La représentante du PNUD à Lomé, Seynabou Diaw Ba, a précisé que le bilan était encore plus lourd en Guinée, au Tchad et au Nigeria avec 900 décès enregistrés.

Togonews (Lomé) - À AllAfrica

À

CONGO-BRAZZAVILLE

Vers une assistance technique du PNUD en matière d'eaux continentales

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) envisage une assistance technique dans la mise en œuvre du plan d'actions du Secrétariat permanent du Comité interministériel de l'action de l'État en mer et dans les eaux continentales avec l'appui de l'Ambassade de la Turquie. Il est notamment question d'un plan d'action englobant les problèmes de la préservation des écosystèmes et de la biodiversité, de la sécurité face aux catastrophes naturelles et de l'économie.

Dominique Makaya, Les Délégués de Brazzaville (Brazzaville) - À AllAfrica

À

CONGO-KINSHASA

La REGIDESO va mettre en chantier une nouvelle usine de traitement d'eau

Le directeur général de la REGIDESO, David Tshilumba, a annoncé, pour l'année prochaine, le début des travaux de construction d'une nouvelle usine de traitement d'eau potable à Kananga sur la rive Lulua. Les travaux bénéficieront de l'appui financier de la Banque mondiale.

Radio Okapi (Kinshasa) - À AllAfrica

À

AFRIQUE DU SUD

La crise de l'eau amplifiée par le délabrement des infrastructures

En Afrique du Sud, la ville de Johannesburg et sa région connaissent régulièrement de sérieuses coupures d'eau. À l'approche de l'été austral, les températures estivales et l'augmentation de la population dans certains quartiers font monter la pression. Mais surtout, les infrastructures n'ont pas été suffisamment modernisées, ces dernières années. Selon Anja du Plessis, professeure de l'Université d'Afrique du Sud (UNISA), "la crise de l'eau actuellement, dans la région du Gauteng est due à une mauvaise gestion humaine. Les infrastructures ont été négligées et environ 47 % de l'eau est perdue, pour diverses raisons. Dans la ville de Johannesburg, on estime que 26 % des pertes sont dues à des fuites ou à des ruptures de canalisations."

En prévision de l'été austral qui approche, la municipalité a déclenché son niveau un de restrictions.

Claire Bargel's, Radio France Internationale -À AllAfrica

À

MADAGASCAR

Vitust des infrastructures : Des pertes évaluées à 40 000 m³

Les infrastructures de distribution d'eau de la JIRAMA sont vétustes. Des projets de remplacement des conduites d'eau sont néanmoins en vue.

Les pertes en eau à Antananarivo sont importantes : 20 % des 200 000 m³ d'eau produite par la centrale de Mandrozeza s'évaporent chaque jour, estime le représentant résident de la Banque mondiale à Madagascar, Atou Seck. La grande majorité des tuyaux date de la société Eau et Électricité de Madagascar. Enfouis sous terre, ils sont rouillés et cassés. Le reconnaît le chef de l'État, Andry Rajoelina. Aussi le gouvernement vient-il de décider de couper la distribution pour transporter directement ces 40 000 m³ d'eau potable par camions-citernes jusqu'aux bonbonnes installées dans les quartiers où l'accès à l'eau est difficile en cette période d'été.

Les besoins d'Antananarivo s'élèvent à 300 000 m³/jour alors que la centrale de Mandrozeza ne produit que 200 000 m³. Les 40 000 m³ de pertes ne font qu'aggraver le problème. À terme, le remplacement de 78 kilomètres de conduites est prévu, sur un financement de la Banque mondiale. Dans le cadre du Projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable de Madagascar (PAAEP) et du projet Tana Water III, dont le début des travaux est prévu pour novembre 2025, plusieurs réalisations sont en vue : notamment l'ouverture de nouveaux forages et la construction d'une station de traitement. "Nous allons travailler jour et nuit pour la réalisation de ces projets. Je promets à la population que la construction de ces stations commencera avant la fin de cette année, pour qu'à l'année prochaine, Antananarivo ne soit plus confrontée à ce problème d'eau", s'est engagé le chef de l'État.

Miangaly Ralitera, L'Express de Madagascar (Antananarivo) -À AllAfrica

Crise d'eau à Antananarivo

La Banque mondiale prête main-forte

Garry Fabrice Ranaivoson, L'Express de Madagascar (Antananarivo) -À AllAfrica

Mise en place d'un Centre de commandement opérationnel

Mis en place le 9 octobre, sur ordre du président de la République Andry Rajoelina, ce Centre de commandement

opérationnel regroupe plusieurs ministères clés : le ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, le ministère du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications, le ministère de la Communication et de la Culture, ainsi que des ministères en charge de la sécurité et de la défense. Cette coopération intergouvernementale mobilise des ressources techniques, humaines et matérielles pour offrir une réponse rapide à la situation critique à laquelle la capitale est confrontée. Une toute première mesure est l'interdiction des utilisations non vitales de l'eau.

Antsa R., Midi Madagasikara (Antananarivo) - À l'Afrique

Les utilisations non vitales de l'eau interdites à Antananarivo

Le gouvernement malgache vient de prendre un arrêté interministériel pour interdire le gaspillage de l'eau dans la capitale et ses environs. Une décision en forme de "mesure d'urgence" alors que la région des Hauts-Plateaux connaît une grave pénurie d'eau. Il s'agit, précise-t-on, de provoquer un changement des mentalités et pousser les plus aisés, en particulier, à restreindre leurs besoins non vitaux pour une répartition plus équitable de la ressource.

Dans la capitale malgache, des habitants qui ne dorment plus la nuit, trop occupés à chercher des bornes-fontaines qui fonctionnent encore pour y remplir quelques bidons d'une eau devenue rare, c'étaient des milliers de 4x4 rutilants malgré la poussière rouge qui recouvre la ville. « Quand des personnes vulnérables sont touchées par le manque d'eau et que d'autres l'utilisent encore pour arroser leur pelouse, remplir leurs piscines ou pour laver leur voiture à gros jet, il y a une forme d'iniquité manifeste », expose Lalaina Andrianamelaso, ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène. Depuis le 9 octobre, date d'entrée en vigueur de l'arrêté, des agents du ministère de l'Eau parcourent donc les quartiers nantis de la capitale pour sensibiliser leurs habitants aux utilisations "non vitales de l'eau" et faire respecter la nouvelle réglementation. « Nos agents peuvent appeler les forces de l'ordre pour faire respecter la loi et verbaliser si besoin », précise le ministre.

Sarah Tchaud, Radio France Internationale - À l'Afrique

À

À

Asie
top

Apparition du Fantôme du Mankong

Après plus de 15 ans sans le moindre signe, l'énigmatique saumon-carpe géant du Mankong, surnommé "le fantôme du

Mekong", refait surface, mettant fin au débat sur son extinction. Une équipe internationale de scientifiques, impliquant Sébastien Brosse, enseignant-chercheur à l'Université Toulouse III - Paul Sabatier au sein du Centre de recherche sur la biodiversité et l'environnement (CRBE - CNRS/IRD/Toulouse INP/UT3), vient de révéler que trois nouveaux individus de cette espèce ont été capturés entre 2020 et 2023. Ces résultats ont été publiés dans *Biological Conservation* le 10 octobre et soulignent la nécessité de s'appuyer sur des méthodes innovantes d'inventaire de biodiversité pour développer des plans de conservation ambitieux.

Comme l'esturgeon, le silure ou l'arapaima, le saumon-carpe géant (*Aptosyax grypus*) fait partie des plus grands poissons d'eau douce du globe, que l'on regroupe sous le terme de mega-poissons. Pourtant, malgré sa grande taille (jusqu'à 1 m 30 et 30 kg) ce poisson, qui n'habite que le fleuve Mekong et ses affluents, est particulièrement rare et insaisissable. Il n'a été scientifiquement nommé qu'en 1991, et en tout et pour tout, moins de 30 individus ont été recensés. De plus, aucun spécimen n'ayant été rencontré depuis 2005, l'espèce était considérée comme probablement éteinte. Cette hypothèse s'est récemment révélée fautive suite à la capture de trois individus adultes entre 2020 et 2023 confirmant donc que ce poisson peuple toujours les eaux du Mekong. Fait surprenant, ces trois spécimens ont été capturés au Cambodge, loin de la zone où l'on pensait que l'espèce se trouvait. Cela laisse penser que l'aire de distribution de ce poisson est plus large que ce que l'on croyait auparavant" estime Sébastien Brosse, qui reste prudent quant au potentiel de survie de l'espèce. Pour mieux connaître cette espèce, les scientifiques proposent de s'appuyer sur des méthodes non-invasives d'inventaires de biodiversité, comme la collecte de l'ADN que libèrent ces animaux dans l'environnement en renouvelant leurs cellules, ainsi que dans leurs excréments, urine ou mucus. Cet ADN environnemental peut être collecté par une simple filtration de quelques dizaines de litres de l'eau du fleuve, permettant ainsi de détecter les organismes vivant dans le milieu. La méthode permettrait de mieux cibler la distribution actuelle du saumon-carpe géant sans nécessité d'observer ou de capturer des spécimens.

En photo, l'un des trois individus de saumon-carpe géant capturés dans le Mekong cambodgien en 2022. Ce poisson, probablement un jeune adulte (88 cm et 6 kg) a été capturé par des pêcheurs locaux qui ont informé les scientifiques de cette capture exceptionnelle. Photo Chheana Chhut.

À

CHINE

Ouverture du Mois franco-chinois de l'environnement

La cérémonie d'ouverture de la 11^{ème} édition du Mois franco-chinois de l'environnement a eu lieu le 10 octobre à Beijing. Le thème de cette édition, "Tous sous le même ciel", vise à souligner l'interconnexion des êtres humains et la nécessité de protéger ensemble la planète.

Dans son discours, Bertrand Lortholary, l'ambassadeur de France en Chine, a rappelé que les deux pays coopèrent dans le domaine de l'environnement depuis plusieurs décennies, et que le Mois franco-chinois de l'environnement est l'un des résultats emblématiques de cette coopération. Dans son intervention, Cui Dandan, la directrice générale adjointe du département de coopération internationale du Ministère chinois de l'Écologie et de l'Environnement, a pour sa part souligné que la France et la Chine ont mené de nombreuses coopérations pragmatiques dans les domaines de l'environnement et du climat. Ces dernières années, elles ont notamment aussi à organiser une série d'événements dans le cadre de l'Année franco-chinoise de l'environnement et ont œuvré à la mise en œuvre de l'Appel de Beijing sur la conservation de la biodiversité et le changement climatique, renforçant ainsi la coopération dans ces domaines stratégiques.

Le Mois franco-chinois de l'environnement propose une riche programmation d'expositions, de conférences et d'ateliers dans tout le pays. Créé en 2014, l'événement vise à sensibiliser le grand public à la protection de l'environnement tout en renforçant et en promouvant la coopération entre la Chine et la France dans ce domaine.

People Daily

À

Xinjiang : Des déserts solés transformés en fermes intelligentes

Dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang (nord-ouest de la Chine), la Société de production et de construction du Xinjiang (organisation gouvernementale économique et semi-militaire spécifique à la région autonome, plus couramment désignée sous l'appellation Bingtuan) œuvre à transformer le désert de Gobi et les sols salins et alcalins pour les convertir en terres agricoles productives.

People Daily

À

Amériques
top

AMAZONIE

Un G9 des peuples autochtones pour défendre leur biodiversité

Des peuples du Brésil, de la Colombie, du Pérou, de la Bolivie, de l'Équateur, du Venezuela, du Guyana, de la Guyane française et du Suriname ont lancé ce G9 de l'Amazonie autochtone dans la ville colombienne de Cali, à l'occasion de la 16^{ème} Conférence des Nations unies sur la biodiversité. La coalition régionale entend préparer un programme commun de mesures pour la nature et le climat à présenter à la COP30 sur le climat qui se déroulera au Brésil fin 2025, ont-ils expliqué dans un communiqué. Les peuples d'Amazonie demandent la conservation de la biodiversité, le respect de leurs droits territoriaux et un financement direct en reconnaissance de leur rôle de gardiens de la nature.

Radio-Canada

À

COLOMBIE

23 ans après la contamination de leur rivière, les communautés attendent réparation

Victimes d'un déversement illégal qui a bouleversé leur mode de vie, des communautés afro-colombiennes espèrent trouver des alliés à la COP16 sur la biodiversité.

"Ses eaux ne grondent plus, ne chantent plus, ne pleurent plus. Cette rivière, autrefois si vigoureuse, est aujourd'hui comme morte." C'est ce que répète Silvano Caicedo, leader communautaire d'Anchicaya, à ceux qui lui demandent comment la rivière aux abords de laquelle il s'est établi a changé depuis l'accident de 2001.

Il y a 23 ans, les habitants afro-descendants des rives de l'Anchicaya ont constaté que la rivière semblait plus trouble qu'à l'habitude. De la boue se mêlait à ses eaux. Consternés, ils ont observé le cours d'eau charrier cette fange des mois durant, racontent-ils. En reprenant par la suite leurs activités quotidiennes, qui gravitent autour de cette même rivière, les signes d'une contamination ont commencé à se manifester. Les enfants, après s'être baignés, revenaient avec des problèmes de peau. Ceux qui naviguaient ou pêchaient à même l'Anchicaya depuis des années développaient soudainement des maladies. Ce n'est que plus tard qu'ils ont appris qu'en amont de la rivière, une compagnie hydroélectrique avait ouvert les valves de son barrage pour évacuer les sédiments qui s'étaient accumulés. Au total, 50 000 mètres cubes de boue contaminée se sont déversés dans l'Anchicaya. Les eaux polluées ont provoqué la disparition d'espèces de poissons et de crustacés que les communautés avaient coutume de consommer. Les fortes pluies ont apporté le coup de grâce en faisant sortir l'Anchicaya de son lit. Les champs inondés, à leur tour contaminés, ont cessé de produire les cultures dont dépendaient les habitants de cette région éloignée. Les déplacements ont quant à eux été compliqués par la boue, dans laquelle les embarcations s'enlisent désormais. Les membres des communautés n'ont souvent d'autre choix que de poursuivre leur chemin à pied.

Après avoir entamé un recours collectif, les communautés afro-descendantes touchées par le déversement ont obtenu en 2009 un premier jugement en leur faveur. L'entreprise, qui a fait appel de cette décision, a de nouveau été reconnue coupable. Mais le processus de réparation s'est par la suite embourbé. Dans une autre sentence, la Cour constitutionnelle de Colombie a exigé que le propriétaire de la centrale hydroélectrique, l'entreprise Celsia, se soumette à une série de mesures pour réparer les dommages causés à la rivière. Des 14 actions, qui comprennent notamment le rétablissement d'espèces disparues et l'introduction de nouvelles cultures, aucune n'a été réalisée à grande échelle.

Le reportage de Valérie Boisclair, photo Celsia - À Radio-Canada

À

À

FLEUVE AMAZONE

Un important affluent du fleuve atteint son niveau le plus bas jamais enregistré

Un des principaux affluents de l'Amazonie a atteint son niveau le plus bas jamais enregistré, a déclaré le service géologique du Brésil, un effet de la grave sécheresse qui a dévasté la forêt amazonienne et d'autres régions du pays. Le niveau du fleuve Negro dans le port de Manaus était de 12,66 mètres début octobre, alors que le niveau normal est d'environ 21 mètres. Le précédent record a été enregistré l'année dernière, mais vers la fin du mois d'octobre.

Les niveaux d'eau de l'Amazonie brésilienne montent et descendent toujours en fonction des saisons des pluies et des

saisons sèches, mais la saison sèche de cette année a été pire que d'habitude. Ainsi, tous les grands fleuves du bassin de l'Amazonie sont à des niveaux critiques, y compris le fleuve Madeira, le plus long affluent de l'Amazonie. Le fleuve Negro draine quant à lui environ 10 % du bassin de l'Amazonie ; il est le sixième plus grand fleuve du monde en matière de volume d'eau. Manaus, la plus grande ville de la forêt tropicale, se situe à l'endroit où le Negro rejoint l'Amazonie.

Les images d'Edmar Barros, Associated Press - Radio-Canada

À

À

À

Économie

À
top

Maroc - Suez renforce sa présence avec quatre nouveaux accords

À l'occasion de la visite du Président Macron à Rabat à l'invitation de SM le Roi Mohammed VI, Suez annonce quatre nouveaux accords pour l'optimisation de la ressource en eau et la gestion durable des déchets.

Dans le domaine de l'eau, le groupe a signé un protocole d'accord avec le groupe marocain Safari, en vue de créer une entreprise commune. Cette entreprise fournira aux sociétés régionales multiservices des solutions innovantes et digitales d'optimisation de la gestion des réseaux d'eau. Le groupe réalisera également, en partenariat avec la Fondation MASCIIR, relevant de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), un programme de recherche portant sur le traitement et la valorisation des matières organiques. Cela s'inscrit dans la continuité de la convention signée par la Fondation MASCIIR et SUEZ en mars 2024 afin d'identifier des solutions innovantes dans le traitement et la valorisation des déchets. Le groupe étendra par ailleurs cette convention au domaine de la gestion de l'eau, et plus particulièrement à celui du dessalement d'eau de mer.

À

Portugal - Aquapor (Groupe Saur) et GS Inima signent la première usine de désalinisation

Un contrat a été signé entre Águas do Algarve et le consortium composé de GS Inima, Aquapor et LusÍgua pour la conception, la construction et l'exploitation de l'usine de désalinisation de l'Algarve, située dans le district de Faro, à Albufeira. Ce projet, d'une grande importance stratégique, garantira l'approvisionnement en eau potable pour des milliers d'habitants et permettra de poursuivre des activités économiques cruciales, favorisant ainsi le développement durable de la région. Avec une capacité de production de 16 millions de m³ d'eau potable lors de la première phase, l'infrastructure est conçue pour atteindre 24 millions de m³ par an. Ce projet, qui utilise un système d'osmose inverse, la technique de désalinisation la plus durable, avancée et largement adoptée, garantira l'approvisionnement en eau potable pour des milliers d'habitants.

Le projet, prévu pour être achevé d'ici la fin de 2026, utilisera des technologies innovantes afin de réduire la consommation d'énergie de l'infrastructure, la rendant ainsi plus durable sur le plan environnemental. Dans ce sens, l'utilisation de sources d'énergie renouvelables sera privilégiée, grâce à l'installation d'une centrale d'autoconsommation équipée de panneaux photovoltaïques occupant environ 4,5 hectares. Avec ces mesures, le consortium vise à réduire les coûts d'exploitation tout en minimisant les impacts environnementaux, en accord avec les objectifs mondiaux de lutte contre le changement climatique.

À

Valenton, France - Veolia et le SIAAP inaugurent une unité de biométhane hors-norme

Le SIAAP (Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne) et Veolia ont inauguré la plus importante unité française de production de biométhane issu de l'assainissement des eaux usées, en présence de François-Marie Didier, président du SIAAP, d'Antoine Frérot, président du Groupe Veolia, d'Anne Le Guennec, directrice de la division Technologies de l'eau mondiales Veolia, de Laurence Poirier-Dietz, directrice générale de GrDF, de Metin Yavuz, maire de Valenton et de Bachir Bakhti, sous-préfet de Nogent-sur-Marne et d'élus locaux.

Fruit de deux ans d'études et de travaux, et implantée sur l'usine de Seine Valenton (Val-de-Marne), cette installation permettra chaque année, à compter de 2025, d'injecter 45 GWh d'énergie d'origine carbonante dans le réseau GrDF, soit l'équivalent de la consommation annuelle de plus de 10 000 foyers. Cette unité est la première en France à atteindre une telle capacité de traitement, avec une capacité maximale d'injection de 1 300 Nm³/h de biométhane (équivalent au traitement d'un maximum de 1 800 Nm³/h de biogaz), soit une puissance installée de l'unité de 11,5 MW. La solution permettant de purifier le biogaz et de produire du biométhane a été développée par Biothane, filiale de Veolia. Une solution numérique Hubgrade optimise en outre la gestion intelligente des flux de biogaz sur le site. S'appuyant sur un investissement de 18,5 millions d'euros sur le site exploité par SIVAL, société d'économie mixte dont Veolia est actionnaire, cette unité de production "hors-norme" a été réalisée par le groupement d'entreprises mené par OTV, filiale de Veolia spécialisée dans la construction d'usines de traitement des eaux et des boues.

Mise en service en 1987, l'usine de Seine Valenton est l'une des six stations d'épuration du SIAAP. Deuxième plus importante usine de traitement en France et en Europe, elle traite les eaux usées d'une grande partie du bassin de l'est et du sud-est parisien, soit l'équivalent de 2,2 millions d'habitants.

À

Métropole de Lille, France - Le conseil métropolitain signe l'extension-reconstruction de sa STEP

L'extension-reconstruction de la station d'épuration de Wattrelos est l'un des plus grands chantiers de modernisation d'une station d'épuration en France pour la prochaine décennie. Les travaux seront réalisés par le groupement Saur pour un montant d'investissement de 200 millions d'euros qui permettront d'augmenter la capacité de la station d'épuration en mettant en œuvre des technologies novatrices pour atteindre des hauts niveaux de performance. Actuellement, la station d'épuration transfrontalière de Wattrelos traite les eaux usées et pluviales de 417 000 équivalents-habitants répartis sur 15 communes de la Métropole européenne de Lille (MEL) et sur la commune de Mouscron en Belgique. Après travaux, la capacité de la station sera portée à 511 500 équivalents-habitants (+20 %), représentant la moitié de la population du territoire métropolitain. Les performances de traitement de la nouvelle station passeront de 3,3 m³/s à 10,3 m³/s et un bassin permettra de stocker 30 000 m³ d'eaux usées lors des fortes pluies pour pouvoir ensuite les restituer en vue de les traiter.

Le marché représente un montant total de 293 millions d'euros, dont 200 millions d'euros d'investissement et 93 millions d'euros au titre de l'exploitation de la station pendant 13 années. La participation prévisionnelle de l'agence de l'eau au projet est attendue à hauteur de 45 millions d'euros de subvention et 30 millions d'euros d'avance remboursable à taux zéro. Une subvention prévisionnelle de 6 millions d'euros est également attendue du FEDER sur le volet énergétique.

À

Danemark - Suez va renforcer la station d'épuration de Hillerød Centralrenseanlæg Syd

Suez annonce l'attribution par Hillerød Forsyning d'un important contrat pour moderniser la station d'épuration HCR Syd, en y améliorant le traitement des résidus pharmaceutiques. Le projet contribuera à la préservation des ressources en eau de la région grâce à l'amélioration de la qualité des eaux usées.

Située dans la ville de Hillerød au nord de Copenhague, la station d'épuration, d'une capacité de 100 000 équivalents-habitants, est le premier projet au Danemark visant à mettre en œuvre un traitement quaternaire dédié au traitement des micropolluants sur une station d'épuration municipale. Il s'agira d'un site de référence dans le pays pour la future mise en œuvre de la nouvelle directive européenne sur le traitement des eaux urbaines résiduaires. Elle requiert un traitement complémentaire des micropolluants pour toutes les stations d'épuration de plus de 150 000 équivalents-habitants d'ici à 2045. Cette modernisation s'effectuera en prévision du raccordement du New Hospital North Zealand (Nyt Hospital Nordsjælland) à la station d'épuration existante. L'hôpital, actuellement en construction, entraînera une augmentation du volume d'eaux usées traitées par la station d'épuration. La région compte par ailleurs d'importantes activités industrielles qui contribuent à la charge globale d'eaux usées industrielles. Le projet, d'une valeur de 4,5 millions d'euros, doit commencer début 2025. Il devrait être achevé et opérationnel mi-2026.

À

Brno, République tchèque - Suez entame l'agrandissement de la STEP à travers une joint-venture

Brno Waterworks and Sewerage Company (BVK), une joint-venture entre la ville de Brno et Suez dans laquelle Suez détient une participation de 46 %, vient de démarrer la construction d'une nouvelle ligne de traitement des boues dans la station d'épuration de Brno-Modřice. Cette station d'épuration, détenue et opérée par BVK, dessert plus de 400 000 habitants de la ville de Brno et des environs. Elle traite 35 millions de m³ d'eaux usées par an. Le projet comprend de nouveaux bâtiments et de nouvelles technologies liées à l'ensemble du processus d'épassement des boues, de digestion anaérobie, de déshydratation et de séchage. Ce nouveau processus de traitement permettra d'exploiter pleinement le potentiel énergétique des boues pour produire du biogaz et le convertir en chaleur et en électricité. Il permettra de couvrir 65 % des besoins énergétiques de l'usine. Des panneaux solaires seront également installés pour couvrir 5 % de la consommation d'énergie de l'usine. Pour améliorer la valorisation des boues issues du traitement des eaux usées, un nouveau processus de séchage sera mis en œuvre. Il permettra de réduire significativement le volume des boues, jusqu'à 60 %. Les boues séchées seront valorisées en énergie pour la production de ciment par les industries locales. Ce traitement des boues sur place permettra par ailleurs, de réduire de 60 % le nombre de trajets en camion

nécessaires pour transporter les boues depuis la station d'épuration.

Le coût total du projet est de 3,5 milliards de couronnes tchèques, soit 140 millions d'euros. Son financement est assuré par des prêts bancaires à long terme de la Banque européenne d'investissement, de la Banque de développement du Conseil de l'Europe et de la Komerční Banka AS. Ces ressources sont complétées par une subvention du Fonds d'État pour la protection de l'environnement et de Suez.

À

H2O Innovation acquiert NextEra Distributed Water

H2O Innovation Inc. a annoncé l'acquisition de NextEra Distributed Water au moyen d'une convention concernant les biens restreints. À l'avenir, NextEra et son portefeuille de projets de traitement et de réutilisation durables des eaux usées seront gérés sous le nom de H2O Innovation en tant que nouveau secteur d'activité Infrastructure et Développement de l'eau.

H2O Innovation fournit et exploite des actifs WaterHub dans le cadre d'un partenariat commercial existant avec l'entreprise depuis plusieurs années. Les WaterHubs sont des installations de traitement et de réutilisation des eaux usées installées dans une grande variété de sites, dont des hôpitaux, des universités et d'autres emplacements commerciaux et industriels. Elles sont livrées sans coûts d'investissement en amont pour la clientèle et exploitées en vertu de contrats à long terme. L'acquisition permet à H2O Innovation de fournir cette capacité de développement et de propriété d'actifs à grande échelle, accélérant ainsi considérablement son projet de bâtir une entreprise de solution premier plan en matière d'infrastructures hydrauliques offrant un nouvel ensemble de solutions à sa clientèle sur tout le territoire nord-américain. L'équipe qui se joint à H2O Innovation possède une vaste expérience de la mise en œuvre de stratégies de gestion de l'eau et de l'énergie éprouvées, y compris le traitement des produits biologiques et le traitement de l'eau, le transfert de chaleur par l'eau et l'exploitation de centrales électriques.

L'équipe continuera d'être dirigée par Casey Allen, qui agira à titre de vice-président de groupe et directeur général d'Infrastructure et Développement de l'eau. Il sera soutenu par la même équipe de direction.

Monde
À
À

PAUVRETÉ

Plus d'un siècle pour sortir la moitié du monde de la pauvreté

Au rythme actuel, il faudrait plus d'un siècle pour sortir de la pauvreté la moitié de la population mondiale, qui vit avec moins de 6,85 dollars par jour. Tel est le constat du Poverty, Prosperity, and Planet Report, une nouvelle publication de la Banque mondiale qui dresse le premier bilan post-COVID des progrès réalisés dans l'éradication de la pauvreté et la promotion d'une prospérité partagée sur une planète vivable.

Banque mondiale

À

CLIMAT

Les politiques actuelles entraîneront une augmentation des températures pouvant atteindre 3,1 °C

Les nations doivent s'engager collectivement à réduire de 42 % les émissions annuelles de gaz à effet de serre d'ici 2030 et de 57 % d'ici 2035 dans la prochaine série de Contributions Déterminées au niveau National (CDN) - et soutenir ces engagements par des actions rapides - faute de quoi l'objectif de 1,5 °C de l'Accord de Paris sera hors de portée dans quelques années, selon un nouveau rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Les CDN actualisées doivent être soumises au début de l'année prochaine, avant les discussions sur le climat de la COP30 au Brésil. Le Rapport 2024 sur l'écart des émissions du PNUE, intitulé Arrêtons les paroles en l'air qui brulent notre avenir, s'il vous plaît ! révèle que'un manque d'ambition dans ces nouvelles CDN et l'absence d'une action immédiate mettraient le monde sur la voie d'une augmentation des températures de 2,6 à 3,1 °C au cours de ce siècle.

PNUE - communiqué

Rapport 2024 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions (en anglais)

Extreme Weather

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) fait un point sur les phénomènes météorologiques extrêmes.

OMM

RESSOURCES EN EAU

État des ressources mondiales en eau 2023

Le rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sur l'état des ressources mondiales en eau met en évidence les graves tensions qui pèsent sur l'approvisionnement en eau de la planète, à l'issue de 5 années consécutives de débits fluviaux et d'apports en eau des réservoirs inférieurs à la normale. Cette pénurie affecte les communautés, l'agriculture et les écosystèmes. En outre, les glaciers ont connu leur plus grande perte de masse au cours des 50 dernières années, 2023 marquant la deuxième année de perte de glace globale à l'échelle mondiale.

Le rapport souligne également que 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, marquée par des sécheresses prolongées et des inondations globales, dues à la fois à la transition de La Niña à El Niño et au changement climatique induit par l'homme. Le rapport présente une évaluation mondiale des ressources en eau, fondée sur les données des services météorologiques et hydrologiques, afin d'informer les décideurs dans les secteurs sensibles à l'eau et dans la gestion des risques de catastrophe. Il complète la série "État du climat mondial" de l'OMM. Cette édition, qui en est à sa troisième année, est la plus complète et comprend de nouvelles données sur les lacs, les réservoirs, l'humidité des sols et les glaciers. L'objectif est de constituer un ensemble de données mondiales sur les variables hydrologiques afin de soutenir les systèmes d'alerte précoce pour les risques liés à l'eau d'ici à 2027. Avec 3,6 milliards de personnes actuellement confrontées à des pénuries d'eau, qui devraient dépasser les 5 milliards d'ici 2050, le rapport souligne l'urgence d'agir pour atteindre l'Objectif de développement durable 6 relatif à l'eau et à l'assainissement.

OMM

Le GIEC de l'eau alerte sur la catastrophe en cours

À l'issue de deux ans de travaux, la Commission mondiale sur l'économie de l'eau publie son rapport "The Economics of Water, Valuing the Hydrological Cycle as a Global Common Good" et alerte : "Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le cycle de l'eau est déséquilibré, ce qui compromet un avenir équitable et durable pour tous". Sans action de la part des États et de la communauté internationale, cette crise mettra en péril plus de la moitié de la production alimentaire mondiale d'ici à 2050. Elle menacera également d'entraîner une perte de 8 % du PIB dans les pays du monde entier en moyenne d'ici à 2050. La perte pourrait même atteindre 15 % dans les pays pauvres.

Pour répondre à ces défis, la Commission donne cinq "missions" à la communauté internationale : 1. Lancer une révolution dans les systèmes alimentaires, afin de mieux utiliser l'eau ; 2. Conserver et restaurer les écosystèmes ; 3. Mettre en place une économie circulaire de l'eau, avec un focus sur les processus industriels ; 4. Développer les énergies propres et l'intelligence artificielle, de manière à réduire la consommation en eau ; 5. Veiller à ce qu'aucun enfant ne meure à cause d'une eau insalubre d'ici à 2030, en garantissant l'approvisionnement fiable en eau potable et l'assainissement pour les communautés mal desservies.

The Economics of Water

À

COP16 BIODIVERSITÉ

Comment la protection des écosystèmes d'eau douce peut aider les pays à atteindre leurs objectifs en matière de biodiversité

La restauration et la protection des écosystèmes d'eau douce constituent un élément clé du cadre mondial pour la

biodiversité Kunming-Montréal, un accord à l'échelle de la planète visant à stopper et à inverser la perte de la nature, rappelle le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Ce cadre contient 23 objectifs visant à sauvegarder le monde naturel et dont l'achèvement est fixé à 2030.

UNEP

Un nouvel indice pour mesurer la menace des invasions biologiques sur la biodiversité et établir des priorités de conservation

Les espèces exotiques envahissantes constituent une menace majeure pour la biodiversité, notamment en raison du déclin des populations indigènes qu'elles entraînent à travers le monde. Une équipe scientifique du Laboratoire Écologie - Systématique - Évolution (ESE - Université Paris-Saclay/CNRS/AgroParisTech) et du Centre d'écologie et des Sciences de la Conservation (CESCO) du Muséum national d'Histoire naturelle viennent de mettre au point un indice qui permet de mesurer ce degré de menace. Leurs travaux viennent d'être publiés dans la revue Conservation Biology.

CNRS

Aires protégées : Des rares opportunités cartographiées à l'échelle globale

Alors que le cadre mondial pour la biodiversité, adopté lors de la COP15 en décembre 2023, ambitionne de protéger 30 % des terres et des océans d'ici 2030, une étude publiée dans Nature Communications le 18 octobre dévoile une nouvelle carte globale des zones à haut potentiel de protection et celles qui posent des contraintes. Un consortium international, regroupant 20 chercheurs de 5 pays, montre dans cette étude comment les facteurs socio-économiques et environnementaux expliquent la présence mais également l'absence des aires protégées au niveau global. Ils identifient des zones à fort enjeu de conservation pour les vertébrés qui sont potentiellement faciles à protéger ou au contraire qui présentent des facteurs qui complexifient leur protection, ces dernières étant bien plus nombreuses notamment dans l'océan.

CNRS

Plus la biodiversité est grande, plus les nutriments sont abondants

Les insectes et les araignées jouent un rôle important dans les réseaux trophiques des cours d'eau et des écosystèmes terrestres. Non seulement leur rarefaction réduit l'offre alimentaire pour les oiseaux, les poissons, les reptiles, les amphibiens et les petits mammifères, mais elle l'appauvrit aussi en acides gras essentiels, comme l'a rapporté dans la revue Science une équipe internationale menée par des scientifiques de l'EAWAG et du WSL, ayant associé en France l'Université de Brest (UBO).

EAWAG

L'utilisation des terres influence les êtres vivants dans le sous-sol dans un large rayon

Les chercheurs de l'EAWAG ont réuni et évalué une banque de données unique au monde sur la présence de divers amphipodes dans les eaux souterraines. Ils ont aussi montré que l'utilisation des terres a un impact sur ces animaux sensibles dans un rayon pouvant aller jusqu'à un kilomètre du captage de l'eau. Cela pourrait indiquer que les zones de protection des eaux souterraines actuelles ne sont pas assez grandes.

EAWAG

Biodiversité : Que faire avec les 70 % des territoires non protégés ?

Le fait de porter toute l'attention sur la protection de 30 % des terres et des mers de la planète pourrait faire oublier l'importance de se soucier des zones qui ne sont pas protégées.

En signant l'accord mondial sur la biodiversité à Montréal en 2022, les pays de la planète se sont engagés à protéger moins 30 % des terres et des eaux intérieures, ainsi que 30 % des zones marines et côtières. C'est un défi monumental, considérant ce que nous avons réussi à protéger jusqu'à maintenant. Les derniers chiffres sortis durant la conférence des Nations unies sur la biodiversité à Cali, la COP16, nous rappellent tout le travail qui reste à faire. Selon le rapport *Protected Planet*, publié le 28 octobre par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), il faut redoubler d'efforts : la superficie des aires protégées doit doubler sur terre et tripler en mer d'ici cinq ans. Pour donner un ordre de grandeur, il faudrait encore protéger l'équivalent de la superficie de la Russie pour les terres et l'équivalent de l'océan Indien pour les zones maritimes. En effet, à peine 17,6 % des terres et 8,4 % des mers sont désormais protégées à l'échelle planétaire. On le voit, il y a loin de la coupe aux lèvres.

Mathieu Leblanc - Radio-Canada

À

RECHERCHE

30 ans de déclin du volume de la banquise arctique, vus par satellites

La banquise, formée par gel d'eau de mer, couvrait l'essentiel du bassin Arctique l'essentiel de l'année jusqu'au début de ce siècle. Cependant, depuis la fin des années 1970, la banquise arctique fond progressivement, surtout l'été, comme l'ont révélé des mesures satellites du couvert de glace par microondes passives. Ces observations montrent une réduction de plus de 10 % par décennie de la surface estivale de la banquise, équivalente à plus de cinq fois la surface de la France depuis 1979. Cette fonte, reproduite par les modèles du climat, est attribuée aux émissions de CO₂ issues des activités humaines. Toutefois, la mesure du couvert ne dit rien de l'épaisseur de la glace, qui permettrait une meilleure compréhension de la fonte, et surtout la détermination du volume de la banquise. Des estimations de l'épaisseur de la glace de mer sont obtenues depuis l'espace par altimètres (LiDAR et radar), mais ces observations ne sont pas disponibles en continu sur des périodes longues, et jusqu'à présent seules les simulations numériques issues des modèles physiques estiment le volume de la banquise arctique, avec une incertitude de l'ordre de 50 %. Une étude dans laquelle est impliqué le CNRS Terre & Univers montre le potentiel des observations microondes passives depuis les satellites pour estimer l'épaisseur et le volume hivernal de la glace de mer arctique. La méthode se base sur un algorithme d'intelligence artificielle, entraîné sur des données LiDAR d'épaisseur de la glace, et tire avantage de la longueur des séries temporelles des observations microondes.

CNRS - En direct des labos

Saisonnalité des changements de la banquise antarctique post-2016

Après plus de 35 ans de légère augmentation, l'étendue de la banquise antarctique a subi une réduction brutale en 2016 – on parle de changement de régime – toujours à l'œuvre aujourd'hui. Cette réduction serait-elle liée au changement climatique, à l'image de ce qui se passe en Arctique ? Difficile de dire à ce stade. Pour progresser, il faut mieux comprendre les mécanismes à l'origine de la réduction de la banquise antarctique. Dans un article publié par le *Journal of Geophysical Research*, des scientifiques du CNRS Terre & Univers dressent un tableau saisonnier des changements qu'ont subi la banquise et l'océan de surface depuis 2016, à partir d'observations satellites. Ce tableau révèle des changements sans précédent : une glace plus mince en hiver, un retrait des glaces plus précoce au printemps, une température de surface de l'océan plus élevée en été et un englacement plus tardif à l'automne. Cette analyse confi

que le retrait plus précoc est dû à la fonte devenue plus rapide plutôt qu'à des changements liés au vents, comme c'était le cas de l'augmentation de la banquise jusque 2016. La réaction d'albedo amplifie la réduction initiale du couvert de banquise par un surplus d'absorption de l'énergie solaire par l'océan, ce qui semble être le moteur principal de la fonte. Depuis 2016, la glace plus fine a favorisé cette réaction, accélérant la fonte et avancé le retrait printanier de la banquise. Dès lors l'été, l'océan a absorbé davantage d'énergie solaire, sa température a augmenté, et le refroidissement et le regel automnal ont été retardés. La distribution géographique des changements indique que la probable cause principale de ces changements dans l'évolution saisonnière de la banquise se trouverait dans l'océan, dont les apports de chaleur à la banquise pourraient bien avoir augmenté.

CNRS

Lutter plus efficacement contre les incendies de forêt depuis les airs

Que ce soit au Canada, en Californie ou sur le pourtour méditerranéen, les incendies de forêt sont de plus en plus fréquents et, surtout, de plus en plus graves. Les chercheurs du Fraunhofer Institute for High-Speed Dynamics, Ernst-Mach-Institut (EMI) et de la startup CAURUS Technologies GmbH sont en train de mettre au point une méthode d'extinction innovante qui peut être utilisée pour lutter plus efficacement contre les incendies de grande ampleur depuis les airs. La nouvelle technologie met en œuvre l'aérosolisation de l'eau, déjà utilisée par les pompiers au sol dans les buses de dispersion à haute pression par les pompiers au sol, cependant en l'appliquant pour la première fois dans l'air. Sur la base de leurs études, les partenaires du projet s'attendent à ce que l'effet d'extinction soit 5 à 10 fois supérieur à celui des systèmes actuels. "Pour chaque litre d'eau utilisé, la nouvelle méthode est capable d'éteindre un incendie 5 à 10 fois plus important", explique le Dr Schaffner, soulignant ainsi un avantage clé de la technologie.

Fraunhofer

Un économiste démontre le lien entre déclin des chauves-souris et hausse de la mortalité infantile

Les liens sont évidents, mais la conclusion est choquante. Les chauves-souris se nourrissent d'insectes. Lorsqu'elles sont frappées par une épidémie mortelle et se retrouvent en nombre insuffisant pour limiter la propagation des insectes, les agriculteurs sont conduits à utiliser davantage de pesticides pour protéger leurs cultures. Ce qui, selon une étude publiée le 6 septembre dans la revue Science, entraîne une augmentation de la mortalité infantile.

Menée par l'économiste de l'environnement Eyal Frank, de l'Université de Chicago, cette étude montre que dans les comtés où les populations de chauves-souris se sont effondrées, les agriculteurs ont accru leur utilisation d'insecticides de 31 %. Dans les mêmes régions, la mortalité infantile a augmenté d'environ 8 %. "Ce travail est d'une importance capitale", commente Carmen Messerlian, épidémiologiste à l'Université Harvard, qui n'a pas participé aux recherches. Spécialiste des repercussions de l'environnement sur la fertilité, la grossesse et la santé des enfants, Carmen Messerlian souligne que de plus en plus de recherches montrent que les substances chimiques présentes dans notre environnement ont des conséquences néfastes sur la santé. Les scientifiques peinent encore à déterminer exactement les relations de cause à effet. "En réduisant l'exposition de la population à ces substances, nous sauverions des vies. C'est aussi simple que cela."

L'étude menée par Eyal Frank est la dernière en date à montrer l'effet catastrophique pour les humains du déséquilibre des écosystèmes. Des recherches précédentes lui avaient permis d'établir que la quasi-extinction des vautours en Inde avait causé la mort de 500 000 personnes : comme les carcasses de bétail n'étaient plus nettoyées par les rapaces, elles avaient pollué les cours d'eau et entraîné la prolifération des chiens errants, ce qui avait favorisé la transmission de maladies hydriques et de la rage. Comme le souligne Eyal Frank : "Nous nous précipitons beaucoup des extinctions massives, c'est-à-dire lorsqu'une espèce disparaît complètement. Mais les dégâts apparaissent bien avant cela." Le chercheur a analysé pour chaque comté les données concernant la présence du "syndrome du nez blanc" (une infection fongique qui tue les chauves-souris) et l'utilisation de pesticides par les agriculteurs, ainsi que plusieurs indicateurs de santé, dont le taux de mortalité infantile. Selon ses estimations, dans les 245 comtés touchés par le syndrome du nez blanc entre 2006 et 2017, 1 334 nourrissons seraient morts des conséquences de la disparition des chauves-souris.

Surprising New Research Links Infant Mortality to Crashing Bat Populations - The New York Times

Déclin des insectes : Il est urgent d'améliorer la qualité des données

Face à la crise écologique, les bases de données se multiplient pour mesurer les tendances de la biodiversité, mais elles ne sont pas soumises à une évaluation systématique. Deux chercheuses françaises du CNRS et de l'INRAE ont examiné la base de données mondiale InsectChange, qui compile des séries temporelles sur les insectes. Leur analyse approfondie révèle le plus de 500 erreurs et problèmes qui remettent en question les résultats obtenus à partir de ces données, tout en fournissant des éléments essentiels pour améliorer InsectChange. Publié dans *Peer Community Journal*, cette étude met en lumière les problèmes de qualité des grosses bases de données sur lesquelles se basent les méta-analyses pour évaluer les tendances de la biodiversité. Elle ouvre des pistes méthodologiques et appelle les revues scientifiques à mettre en place des mesures de protection, afin d'éviter des effets néfastes pour la science et par conséquent pour la qualité du débat et de l'action publics.

INRAE

Les coquillages émettent du CO2

Des scientifiques révèlent, dans un article publié dans *Reviews in Aquaculture*, que l'idée selon laquelle les élevages de coquillages captent du dioxyde de carbone atmosphérique est erronée. En réalité, les coquillages émettent du CO2 en fabriquant leur coquille. Remettre à l'eau les coquilles après consommation de la chair, ou cultiver des algues avec les coquillages seraient d'ailleurs des pistes prometteuses pour diminuer les émissions de CO2 de la conchyliculture.

CNRS

Des pneus qui tuent les poissons

Un composé chimique utilisé dans la fabrication de pneus en caoutchouc est nocif pour certaines espèces de poissons. Il causerait entre autres le déclin de populations de saumon en raison de sa toxicité.

Le 6PPD-quinone était inconnu il y a quelques années à peine. Or, aujourd'hui, des scientifiques de partout dans le monde s'en inquiètent. Ce composé chimique a été découvert en 2020 par des chercheurs de l'État de Washington. Ils tentaient de comprendre pourquoi les saumons coho mouraient par milliers en remontant les cours d'eau du Nord-Ouest américain, surtout après des pluies abondantes. Ingénieur de l'environnement à l'Université de l'État de Washington à Tacoma, Edward Kolodziej s'est intéressé à la proximité des routes et des cours d'eau pour essayer d'élucider ce phénomène. Ses collègues et lui-même ont découvert un composé chimique inconnu dérivé du 6PPD, un agent de conservation utilisé pour ralentir la dégradation des pneus en caoutchouc. Le composé chimique en question, le 6PPD-quinone, reste sur les routes et est emporté par l'eau de pluie jusqu'à dans les cours d'eau, où il s'incruste dans l'environnement.

Radio-Canada

Pesticide naturel pour la production de microalgues riches en protéines

À l'ère d'une époque de crise climatique et de pénurie alimentaire, la culture de microalgues est prometteuse et pourrait bouleverser les méthodes de production de la nourriture animale, du bioplastique ou du biocarburant. Cet énorme potentiel est toutefois encore peu utilisé, car les méthodes sont encore inabouties. L'un des défis consiste notamment à protéger les cultures des prédateurs. Une nouvelle publication de l'EAWAG montre que les co-cultures de plusieurs espèces de microalgues sont plus résistantes contre les nuisibles que les monocultures.

EAWAG

TECHNOLOGIES

A3P : Outils numériques pour une irrigation ajustée

L'INRAE, l'Université Gustave Eiffel et les entreprises Aquasys et MEOSS annoncent le lancement du projet collaboratif A3P "Anticipation, planification et pilotage des paramètres agricoles". Ce projet est destiné à accompagner l'adaptation des systèmes agricoles irrigués au changement climatique, grâce à un service numérique d'aide à la décision innovant. Il permettra une adaptation dynamique des stratégies collectives d'irrigation aux besoins réels des cultures et à la disponibilité des ressources en eau. A3P repose sur une double modélisation agronomique et hydrologique, sur l'intelligence artificielle et l'imagerie satellite, afin d'anticiper l'évolution des ressources hydriques disponibles et des besoins d'irrigation des cultures sur un territoire défini. Le projet vise à favoriser un mode de concertation renouvelé, basé sur une évaluation objective des besoins des cultures et de l'état des ressources en eau. A3P vise à produire un outil de référence pour la gestion collective de l'irrigation, en fournissant aux multiples parties prenantes (irrigants, organismes de gestion collective des ressources hydriques, commissions locales de l'eau...) le moyen de prendre des décisions éclairées pour résoudre le difficile compromis entre une agriculture irriguée durable et la protection de l'environnement.

Doté d'un budget de 4,5 millions d'euros sur 5 ans, A3P est l'aboutissement de l'appel à projets pour résoudre les transitions agricole et alimentaire lancé dans le cadre de France 2030, et opérationnel pour le compte de l'État par Bpifrance. Il sera expérimenté dans les régions Pays de la Loire et Nouvelle-Aquitaine.

INRAE

Décentraliser l'AEP et les EU pour renforcer la résilience et la durabilité des villes

L'impératif de rendre la consommation d'énergie et de ressources plus durable incite à un examen critique de toutes les activités humaines. Dans le cadre de la gestion des eaux urbaines, la volonté d'améliorer la durabilité repose sur la reconnaissance du fait que les services d'eau consomment une quantité substantielle d'énergie et que les eaux usées contiennent des ressources précieuses, notamment de l'eau, de la chaleur, de la matière organique et des nutriments essentiels pour les plantes. Pour rendre les systèmes d'eau urbains plus durables, un changement de paradigme est nécessaire. Parmi les stratégies proposées, la comparaison à la source associée à la codigestion anaérobie semble être un moyen efficace de récupérer l'énergie, l'eau et les nutriments. Étant donné qu'il est difficile de modifier les infrastructures centralisées existantes qui desservent des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes, et que les technologies nécessaires à la mise en œuvre de cette stratégie sont difficiles à appliquer dans les maisons individuelles, une équipe internationale de recherche s'est positionnée à l'échelle d'un pâté de maisons. À l'aide d'un modèle quantitatif de processus unitaires simulant les flux d'énergie, d'eau et de nutriments, les chercheurs étudient la faisabilité technique et économique d'un système décentralisé représentatif, ainsi que son impact sur l'environnement. Pour réaliser les synergies potentielles associées à l'utilisation locale des ressources récupérées, ils complètent le système d'eau décentralisé avec la collecte des eaux de pluie, une agriculture verticale et une production d'énergie photovoltaïque. Leur analyse suggère que les systèmes d'eau décentralisés peuvent être la pierre angulaire des efforts visant à renforcer l'efficacité des ressources et à améliorer la résilience des collectivités locales.

Using water and wastewater decentralization to enhance the resilience and sustainability of cities, Manel Garrido-Baserba et al. - *Nature Water*

Expérimenter des solutions non destructives de détection de fuites

La gestion efficiente des réseaux d'eau devient un enjeu primordial. En France, au moins 20 % de l'eau potable [NDLR. En réalité même, bien plus !] est perdue chaque année à cause notamment d'un réseau vieillissant, ce qui correspond environ à la consommation annuelle de 18 millions de Français. Cette situation est d'autant plus préoccupante à l'heure où l'eau devient une ressource rare. Le développement de méthodes et d'outils innovants pour la détection de fuites est donc un enjeu majeur. Actuellement, il existe différentes méthodes, mais toutes ont leurs limites en fonction des matériaux composant les canalisations, de leur profondeur, et de la nature des sols environnants. L'utilisation conjointe du radar impulsif (GPR) et des images infrarouges (IR) peut être une alternative intéressante pour résoudre ce problème.

Lauréat en 2023 de l'appel à projets Infrastructures et gestion des eaux de la Fondation FEREC (Fondation d'entreprise Recherche collective pour la construction et les infrastructures), le projet RADIR (RADar et IRfrarouge) 2023-2024 est porté par l'équipe ENDSUM du CEREMA en collaboration avec le Laboratoire de Mécanique Paris-Saclay (Centrale/Supélec), Grenoble Génie Électrique Laboratoire (Université Grenoble Alpes) et Altereo Normandie. Ce projet vise à détecter les fuites dans les canalisations souterraines à partir d'images radar et infrarouges thermiques. Les chercheurs se concentrent sur l'étude des propriétés électriques et thermiques des sols selon leur taux d'humidité. Ils modélisent les effets d'une fuite sur le champ électromagnétique et la diffusion thermique. Cette approche innovante, couplant deux technologies (radar géophysique et caméra infrarouge), permettra de développer des modèles réalistes pour valider ces simulations, offrant ainsi des perspectives prometteuses pour améliorer la détection des fuites d'eau dans les réseaux.

CEREMA

Le papier plastifié, alternative au plastique pour l'industrie de l'emballage

Les emballages génèrent des volumes de déchets particulièrement élevés. Les revêtements à base de plantes pour emballages en papier pourraient constituer une alternative durable. Dans le cadre du projet BioPlas4Paper, des chercheurs du Fraunhofer Institute for Surface Engineering and Thin Films IST associés à plusieurs partenaires ont utilisé un procédé de polymérisation par plasma pour créer des revêtements hydrofuges et barrières à base de plantes, améliorant ainsi la résistance du papier aux effets du temps.

Fraunhofer

À

POLITIQUES

BATModel : Nouveaux outils pour éclaircir les politiques commerciales internationales dans les secteurs agricoles et alimentaires

En Europe, les politiques commerciales internationales appliquées aux secteurs agricoles et alimentaires font face à des enjeux complexes, entre régulation des échanges, sécurité alimentaire et exigences croissantes en matière d'impact environnemental et social. De 2020 à 2024, 16 organismes de recherche de 11 pays européens, ont collaboré au sein du projet BATModel, coordonné par l'INRAE, pour développer une nouvelle génération de modèles commerciaux. En combinant approches théoriques et empiriques dans un cadre conceptuel renouvelé, ces outils visent à aider la Commission européenne, les décideurs politiques et les parties prenantes à évaluer et concevoir des politiques et accords commerciaux mieux adaptés aux défis actuels.

INRAE

À

DISTINCTIONS

Trophées de l'Innovation Hydro

Hydro 21 organisait les 8 et 9 octobre dernier sa 9^{ème} édition de l'Événement Business Hydro, à Grenoble (Alpexpo), centrée sur le sujet "Hydroélectricité & modernisation", en pleine congruence avec l'actualité du développement et de l'intégration des énergies renouvelables intermittentes et de la sécurité du réseau électrique. L'Événement a rapp

atouts de l'hydroélectricité - et de la filière Hydro alpine, en mettant à l'honneur l'innovation avec la cérémonie de remise des Trophées de l'Innovation Hydro.

Le Trophée Étudiants a été décerné à Jack Laly pour son travail sur la caractérisation, la modélisation dynamique et le suivi de la dégradation des infrastructures de production hydroélectrique. Le Trophée Doctorants a été décerné à I. de La Candelaria pour sa recherche sur le fonctionnement global des réseaux de distribution, soutenu par des centrales photovoltaïques. Le Trophée Entreprises a été décerné à AXS Ingénierie pour la détection et le suivi d'évolutions et de fissures sur les structures métalliques. Le jury a accordé son Coup de cœur à Ingénierie Red Fox pour sa méthode de maintenance et partage de la connaissance des installations techniques et industrielles distantes.

Le Prix jeune chercheur 2024 de la SFE décerné à Jeremy Borderieux

La Société Française d'écologie et d'évolution (SFE) a décerné son Prix Jeune chercheur 2024 à Jeremy Borderieux, doctorant évoluant au sein de l'UMR Silva (Université de Lorraine, INRAE, AgroParisTech).

Encadré par Jean-Claude Gauthier et José Maria Serra-Diaz, le doctorant a été récompensé pour la publication en 2023 de son article "Extinction drives recent thermophilization but does not trigger homogenization in forest understorey" dans la revue Nature Ecology & Evolution, synthèse de travaux qui présentent un intérêt majeur pour la compréhension et la conservation de la biodiversité végétale sous l'effet du réchauffement climatique.

INRAE

À

PLAIDOYERS

Climat, biodiversité, déforestation, 3 COP aux enjeux liés

Cette fin d'année marque la tenue des Conférences des parties (COP) aux trois grandes Conventions internationales adoptées il y a plus de 30 ans au Sommet de la Terre : Climat, Biodiversité, Lutte contre la déforestation. L'occasion d'une meilleure compréhension des interdépendances de ces enjeux ?

Le réchauffement climatique d'origine humaine s'accroît, atteignant près de 1,2°C de hausse au cours de la décennie 2014-2023. Plus d'un milliard de personnes vivent dans des zones dégradées et menacées par la sécheresse, 75 % des milieux terrestres et 50% des écosystèmes d'eau douce sont altérés, 66 % des milieux marins dégradés. L'approche par les droits humains, par l'égalité femmes-hommes, les droits de la nature, fera-t-elle contrepois au modèle économique fondé sur la marchandisation du vivant ? Les analyses de l'association Adéquations qui agit depuis 20 ans en matière d'information, formation, plaidoyer et études, en croisant la transition écologique, la solidarité internationale, l'égalité femmes-hommes et les droits humains.

Ouverture de la Conférence des parties à la Convention Biodiversité

COP29 sur le Climat

COP16 de la Convention sur la lutte contre la déforestation

Documentation sur les droits de la nature et des animaux

Santé, genre et crise écologique : croiser les approches

Soutien   Paul Watson

Une pétition en soutien à l'asile politique de Paul Watson en France est en passe de recueillir 50 000 signatures sur Change.org. Elle a été lancée par un citoyen engagé, Brice Boutin, qui compte adresser une lettre à Emmanuel Macron, Jean-Noël Barrot et Agnès Pannier-Runacher. La pétition vise à montrer que les Français sont favorables à l'idée de soutenir le militant écologiste.   " g  aujourd'hui de 73 ans, Paul Watson a consacré sa vie entière à la défense des océans, et en particulier des baleines. Vous êtes les seuls, Mesdames et Messieurs les grands décisionnaires, en mesure d'empêcher son extradition vers le Japon, où il encourt une peine de 15 ans d'emprisonnement", explique Brice Boutin, pour qui il s'agit de la toute première pétition de sa vie.    

Pétition

 

REPORTAGE

Restaurer l'Indus, artère vitale du Pakistan

L'Indus et ses affluents ont nourri la civilisation du sous-continent indien depuis l'âge du bronze. Plusieurs millénaires plus tard, le Pakistan dépend encore largement du fleuve pour son eau, sa nourriture, ses emplois et même son identité. Mais l'Indus et les vastes glaciers de l'Himalaya qui l'alimentent représentent désormais une menace de plus en plus imprévisible : des inondations meurtrières, exacerbées par le changement climatique, ont frappé le bassin fluvial à plusieurs reprises ces dernières années. Ces catastrophes, ainsi que les préoccupations croissantes concernant la dégradation de l'environnement, ont rendu plus urgente l'initiative Living Indus. Les mesures de restauration sont très variées : elles vont de la culture de mangroves dans le delta du fleuve à la greffe de glaciers en altitude. L'initiative, conduite par le gouvernement pakistanais, a été reconnue en tant qu'UN World Restoration Flagship. Ce label s'inscrit dans le cadre de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes et récompense les initiatives qui contribuent à la protection et à la revitalisation du monde naturel.   ce jour, l'initiative Living Indus a permis de restaurer plus d'un million d'hectares, et il est prévu d'en restaurer 25 millions d'hectares d'ici à 2030.

Le reportage du PNUE à - images de Todd Brown

Pour en savoir plus sur la "culture" des glaciers -à Altitude News

À

PETITE VIDÉO CAUSTIQUE

Meet the super pollutants!

Ils polluent l'air, ils réchauffent la planète, ils empêchent les cultures de pousser : les super "pollutants" constituent un groupe de composés chimiques assez nombreux - et malheureusement, qui sont partout autour de nous. Une petite vidéo du Programme des Nations unies pour l'environnement présente quelques-unes de ces "créatures" les plus problématiques, parmi lesquelles le noir de carbone, responsable de 4 millions de décès par an, et le méthane, qui réchauffe la planète 86 fois plus vite que le dioxyde de carbone.

UNEP

À

Quelle musique fait le changement climatique ?

Certains scientifiques mettent des mots sur ce qu'ils constatent ; d'autres mettent des notes sur ce qu'ils projettent. Éric Sauquet, hydrologue de l'unité RiverLy a collaboré avec Ivan Horner (ihdev.fr) pour mettre en musique le changement climatique. Pour cela, ils se sont appuyés sur les données de simulations de débit de 26 rivières françaises pour le XXI^e siècle obtenues dans le cadre du projet Explore2 conduit par l'INRAE et l'Office international de l'eau.

INRAE - illustration Firefly

À

APPEL À CONTRIBUTIONS

Exposition photographique "Saisir l'eau dans la ville"

Après le succès de ses trois expositions photographiques - la première sur le cycle hydrosocial en 2014, la deuxième sur les techniques de pompage et les pratiques sociales liées à l'eau en 2017, la troisième consacrée à la diversité des pratiques de pêche en 2020 - l'association R&S-EAUX a le plaisir de lancer une nouvelle édition sous l'intitulé "Saisir l'eau dans la ville".

La ville peut être envisagée comme un environnement hybride, ni naturel ni artificiel mais produit par l'imbrication de processus biophysiques et sociaux (Gandy, 2004). Dans la majorité des cas, c'est en s'attachant à proximité de sources d'approvisionnement en eau que les communautés humaines ont constitué ces lieux particuliers où s'agglomèrent et circulent les personnes, la matière, le capital, les savoirs et le pouvoir. En effet, le processus d'urbanisation est intimement lié à la maîtrise, voire la "conquête" de l'eau (Goubert, 1986), "une composante nécessaire de l'extension et de la croissance urbaine" (Swyngedouw, 1997). La ville offre des activités, des services, des équipements qui ont pour une large part à voir avec l'eau. Elle se donne également à voir et à vivre comme paysage et lieu récréatif. Selon les périodes et les contextes géographiques, cette dimension visible de l'eau est plus ou moins affirmée. Dans les sociétés marquées par les courants hygiénistes du XIX^e siècle, les flux d'eau ont été largement canalisés et/ou enfouis pour des raisons de santé publique, modifiant radicalement le paysage urbain (Guillerme, 1983 ; Barles, 1999 ; Carré, 2011). La relation des habitants à l'eau dans l'espace extérieur et public s'est affaiblie à mesure que l'eau propre et domestiquée se diffusait dans l'espace privé (Bouleau et al., 2024). D'ordinaire, les chemins de l'eau en ville sont avant tout souterrains et contrôlés par une infrastructure technique complexe, dont la maintenance est devenue cruciale pour limiter le risque d'inondation par ruissellement. Dans les villes des Suds, la configuration infrastructurelle liée à l'eau est beaucoup plus contrastée. Dans les zones sous-dotées en équipements d'approvisionnement ou d'évacuation, l'eau est une préoccupation constante et bien visible, entraînant la mise en place de pratiques individuelles ou collectives pour l'accéder à une ressource salubre et la prévention du risque lié aux fortes pluies. Ces pratiques impriment également leur marque sur l'espace urbain (Maazaz, 2021). Tour à tour mise en scène ou cachée, parfois brusquement révoquée, indésirable, vénérable, crainte ou espérée, l'eau est omniprésente en ville. Tout comme Goethe (1810) qui voyait en "un universel non encore fixé", les organisateurs vous invitent à mettre vos regards en quête des lieux, des êtres et des objets qui nous relient à l'eau et à saisir sa présence dans le corps vivant et agissant de la ville.

Cet appel s'adresse aux chercheurs et aux étudiants qui travaillent en sciences sociales sur les thématiques en lien avec l'eau dans la ville, toutes disciplines confondues ; aux acteurs associatifs, aux gestionnaires, ou encore aux habitants. Tous sont invités à partager leur expérience et leur regard scientifique, artistique, documentaire ou sensible, aux quatre coins du globe. Les contributions sont invitées à explorer un ou plusieurs des axes suivants, sans nécessairement s'y restreindre : Axe 1. Capturer et révéler l'omniprésence discrète de l'eau en ville ; Axe 2. Le métabolisme urbain : flux et médiateurs ; Axe 3. Les pratiques liées à l'eau en ville : quelles connexions entre humains et non humains ?

Les photographies (5 maximum par candidat) doivent être accompagnées d'un texte court présentant le contexte, l'élément ou la personne représentés et explicitant les enjeux techniques, sociaux et/ou environnementaux associés.

Date limite - 20 décembre 2024

R&S-EAUX Paris Nanterre - email reseau10@gmail.com

À

Europe
top

La pr  n  t   des ressources en eau menacée

Selon une large étude consacrée à l'état des masses d'eau européennes et publiée le 15 octobre par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), l'Europe est encore loin d'atteindre les objectifs de bon état des eaux qu'elle s'est fixés en vertu de la réglementation de l'UE.

D'après le rapport de l'AEE intitulé "Europe's state of water 2024: the need for improved water resilience" (L'  tat de l'eau en Europe en   2024 : Nécessité d'une meilleure résilience de l'eau), c'est l'agriculture qui exerce la pression la plus importante, avec une incidence à la fois sur les eaux de surface et les eaux souterraines. Selon les contrôles réalisés par les   tats membres, cela s'explique par l'utilisation de l'eau et la pollution résultant de l'utilisation intensive de nutriments et de pesticides. Le rapport de l'AEE montre également que, si certains progrès ont été réalisés, les eaux et les écosystèmes aquatiques d'Europe restent gravement touchés par les produits chimiques, principalement par la pollution atmosphérique due à la production d'énergie à partir du charbon.à La dégradation des habitats est également générée.

D'après les données communiquées par les   tats membres de l'UE, 37 % seulement des masses d'eau de surface européennes sont en "bon" ou en "très bon"   tat écologique selon une mesure de la santé des écosystèmes aquatiques en vertu de la directive-cadre sur l'eau de l'UE  ; et 29 % seulement ont atteint un "bon"   tat chimique au cours de la p  riode   2015-2021. Les mesures adoptées par les   tats membres ont permis d'éviter que l'état des eaux de l'UE ne détérioré davantage en luttant contre une partie de la pollution chimique et en améliorant les perspectives de certaines espèces, telles que les moules et les crustacés. Cependant, aucune amélioration globale n'a été constatée depuis le dernier cycle de surveillance.à Les eaux souterraines se portent mieux que les eaux de surface : 77 % d'entre elles présentent un bon état chimique et, sur le plan de l'approvisionnement, 91 % seraient en bon état quantitatif. Des problèmes subsistent néanmoins en matière de pollution par les pesticides et les nutriments. Selon la directive-cadre sur l'eau   (DCE) de l'UE, le délai fixé pour parvenir à un bon état des eaux de surface et souterraines avait été établi en à    2015 et, au plus tard, à    2027. Au rythme des progrès actuels, cet objectif ne sera pas atteint.

La résilience de l'eau en Europe peut être améliorée. La réduction de la consommation d'eau et une utilisation rationnelle constituent deux   mesures essentielles pour lutter contre le stress hydrique dans l'agriculture, dans l'industrie et au niveau domestique.à La définition d'objectifs axés sur les économies d'eau ou la réduction de la demande pourrait contribuer à stimuler l'action et à faciliter le suivi des progrès accomplis en matière de résilience hydrique. L'amélioration de la gestion de l'eau requiert également des informations actualisées et plus opportunes sur la quantité et la qualité de l'eau.

Le rapport de l'AEE représente la plus grande étude consacrée à la qualité des masses d'eau européennes. En effet, celle-ci porte sur plus de 120  000   masses d'eau de surface et 3,8   millions de km   de masses d'eau souterraines dans l'UE et en Norvège. Ce rapport se fonde sur les données transmises par 19     tats membres de l'UE. Il concerne 85 % des masses d'eau de surface et 87 % des masses d'eau souterraines dans l'UE-27. L'ensemble des principaux résultats et des données transmises sur les   tats membres de l'UE et la Norvège peuvent être consultés dans le système européen d'information sur l'eau WISE. Le rapport de l'AEE vient également compléter l'évaluation à venir par la Commission européenne des 3   plans de gestion de bassins hydrographiques et des 2   plans de gestion des risques d'inondation, qui fera le point sur la progression de la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau et de la directive Inondations.

Europe's state of water 2024: the need for improved water resilience

WISE Freshwater   

À

Données sur les rivières et fleuves d'Europe

Un nouveau catalogue et une banque de données sur plus de 17 000 bassins versants de rivières et fleuves européens facilitent le travail des scientifiques dans le secteur de l'hydrologie. Nommé EStreams, ce projet réalisé à l'EAWAG fournit des données hydrologiques et météorologiques ainsi que des informations sur le paysage des régions fluviales concernées. Les enregistrements remontent jusqu'à 120 ans.

EStreams contient pour chaque région des informations sur le climat, la géologie, la topographie, l'utilisation des terres et la couverture végétale ainsi que la composition des sols et la végétation. Ces informations sont issues de diverses banques de données publiques et peuvent être téléchargées directement par les utilisatrices et utilisateurs et exploitées pour la recherche. EStreams peut principalement être utilisé pour l'élaboration de modèles hydrologiques, y compris ceux de la prochaine génération reposant sur l'apprentissage automatique qui nécessitent de grandes quantités de données. Étant donné que la banque de données s'étend sur une longue période, il est possible d'estimer par exemple le risque de crues ou de sécheresses. Dans un projet récent, les chercheurs ont utilisé EStreams pour effectuer une analyse complète des inondations historiques en Europe. Dans son travail de doctorat, Thiago Nascimento analyse pourquoi certains bassins versants fluviaux réagissent plus sensiblement que d'autres aux changements environnementaux et climatiques.

Le minutieux travail de recueil a été réalisé par Thiago Nascimento, de l'EAWAG, et Julia Rudlang, de l'Université technique de Delft.

EAWAG

À

SUISSE

Intérêt pour la REUT

Souvent qualifiée de "château d'eau" de l'Europe, la Suisse s'intéresse à la réutilisation des eaux usées traitées. Mandatée par L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et plusieurs cantons, l'EAWAG engage une étude sur la question.

EAWAG

À

FRANCE

3^eme Plan national d'adaptation au changement climatique - PNACC-3

Le Premier ministre Michel Barnier et Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques, ont présenté le troisième Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC-3).

Le nouveau plan repose, pour la première fois, sur une Trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique (TRACC), construite sur le scénario tendanciel des données du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), soit une hausse des températures moyennes de 2 °C en 2030, de 2,7 °C en 2050 et de 4 °C en 2100 par rapport à l'ère préindustrielle (à noter que ce scénario prend en compte les politiques mondiales d'atténuation en place et les engagements supplémentaires des États tels qu'exprimés dans leurs contributions nationales demandées par l'Accord de Paris).

Le plan retient 51 mesures, dont 14 mesures principales :

- (Mesure 1) Renforcer le fonds Barnier ;
- (Mesure 2) Instaurer un dispositif afin d'inciter les assureurs à maintenir une offre assurantielle abordable et disponible sur tout le territoire et à ne pas délaisser les zones les plus à risques ;
- (Mesures 3 et 7) Établir une cartographie nationale d'exposition aux risques naturels ;
- (Mesure 25) Déployer un guichet unique de l'adaptation pour accompagner les collectivités ;
- (Mesure 9) Faire évoluer les règles et programmes de rénovation énergétique afin qu'ils intègrent le confort d'été ;
- (Mesure 21) Réaliser une étude spécifique sur les vulnérabilités de l'approvisionnement en eau potable dans les départements et régions d'Outre-mer ;
- (Mesure 11) Renforcer les mesures de prévention mises en place par les employeurs pour assurer la sécurité des travailleurs en périodes de fortes chaleurs ;
- (Mesure 43) Mettre en place un panel de sites patrimoniaux qui seront accompagnés pour étudier leur vulnérabilité au changement climatique et tester des solutions d'adaptation ;
- (Mesure 23) Intégrer la TRACC dans tous les documents de planification publique ;
- (Mesure 16) Engager une étude sur les conséquences du changement climatique sur notre système de santé et les moyens pour l'adapter et assurer la continuité de l'offre de soin sur l'ensemble du territoire ;
- (Mesure 30) Adapter les transports aux effets du changement climatique ;
- (Mesure 33) Adapter les opérateurs d'importance vitale avec en première étape la réalisation d'une étude des vulnérabilités ;
- (Mesure 12) Adapter les conditions de travail des agents publics ;
- (Mesure 37) Réaliser un diagnostic d'évaluation de la résilience des exploitations agricoles.

Une plateforme de consultation en ligne (accessible à tous) est ouverte pour une durée de 2 mois, jusqu'au 25 décembre 2024. Cette consultation a pour objectif d'informer les citoyens sur les enjeux de l'adaptation au changement climatique et de recueillir leur avis sur les grandes orientations de la politique d'adaptation au changement climatique. La consultation porte sur 5 axes d'actions en 20 questions (Axe 1. Protéger la population des effets du changement climatique ; Axe 2. Assurer la résilience des territoires, des infrastructures et des services essentiels ; Axe 3. Adapter les activités humaines : assurer la souveraineté alimentaire, économique et énergétique de notre pays à +4 °C ; Axe 4. Protéger notre patrimoine naturel et culturel ; Axe 5. Mobiliser les forces vives de la Nation pour réussir l'adaptation au changement climatique). Un espace d'expression libre est laissé pour chaque question.

Dossier de presse

Plateforme de consultation

COP16 Biodiversité

Le service presse du ministère de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques transmet les ambitions défendues par Agnès Pannier-Runacher à la COP16 Biodiversité (Cali, Colombie, 21 octobre-1er novembre).

Dossier de presse

À

Toutes les régions impactées par le changement climatique

Le panorama réalisé par le Réseau Action Climat, en partenariat avec l'ADEME, offre une réflexion sur la diversité des impacts dans chacune des régions françaises, et leurs implications pour notre qualité de vie et nos manières de vivre. Il s'appuie sur des projections basées sur les scénarios du GIEC.

Réseau Action Climat

À

Métabolites de pesticides

Générations Futures révèle, dans un rapport exclusif publié le 15 octobre, une surveillance de l'eau triviale insuffisante et une sous-estimation importante de la pollution des eaux en France.

D'après les analyses officielles menées par les agences françaises, les métabolites, produits de dégradation des substances actives pesticides dans l'environnement, contaminent davantage les eaux potables que les substances elles-mêmes. Pourtant, bien que les autorités publiques soulignent fréquemment que "l'eau du robinet est l'un des aliments les plus contrôlés en France", l'ONG constate qu'en réalité peu de métabolites de pesticides sont intégrés dans la surveillance de l'eau potable au regard du nombre très importants de métabolites existants. De plus, lorsque cette surveillance est instaurée, elle intervient souvent tardivement, parfois après l'interdiction des substances actives. Générations Futures a aussi investigué pour savoir s'il existe d'autres métabolites de pesticides susceptibles de contaminer les eaux souterraines et l'eau potable mais qui ne sont pas encore recherchés.

L'étude s'est concentrée sur 88 substances pesticides autorisées ou ayant été autorisées en France depuis 2011 et à risque de générer des métabolites mobiles. En se basant sur les dossiers d'évaluation des pesticides de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) pour ces 88 substances, Générations Futures a établi une liste des métabolites à risque de contaminer les eaux souterraines et de dépasser la norme de 0,1 µg/l pour l'eau potable. Pour déterminer si ces métabolites identifiés comme à risque sont effectivement recherchés ou non, elle a listé tous les métabolites ayant été analysés au moins une fois dans les eaux souterraines et/ou potables ces deux dernières années par les agences. En résultat : des dizaines de métabolites problématiques sont passés sous silence. Sur les 88 substances actives étudiées, 39 substances ont été identifiées, générant 79 métabolites risquant de contaminer les eaux souterraines françaises à des concentrations supérieures à 0.1 µg/L d'après l'ANSES. Les ventes en France de ces 39 substances à risque s'élevaient à 8 330 tonnes en 2021. 23 métabolites sur les 79 identifiés ont fait l'objet d'un suivi dans les eaux en 2022/2023 et 56 métabolites à risque de dépasser la norme pour l'eau potable n'ont fait l'objet d'aucun suivi dans les eaux souterraines ou l'eau potable. La pollution des eaux françaises par les métabolites de pesticides est donc potentiellement très sous-estimée, en conclut Générations Futures qui précise que 12 de ces métabolites sont particulièrement à risque, parmi lesquels le TFA (métabolite commun à de nombreux pesticides fluorés présents dans la majorité de l'eau potable en Europe et considéré par l'Allemagne comme toxique pour la reproduction probable) et également le DIPA, métabolite persistant de l'herbicide tri-allate jugé potentiellement génotoxique et dont certains usages conduisent à des concentrations dans les eaux souterraines 420 fois au-dessus de la norme pour l'eau potable.

Pourquoi ces métabolites ne sont-ils pas suivis ? Pour Générations Futures il y aurait plusieurs raisons possibles : la méthodologie utilisée pour sélectionner les métabolites à suivre n'est pas pertinente.    Entre autres, les propriétés intrinsèques des métabolites concernant leur capacité à persister dans les sols et à lessiver vers les eaux souterraines ne sont pas prises en compte. S'y ajoute probablement un manque de communication entre les services de l'ANSES, qui sont au courant des risques avant même la mise sur le marché des produits, et les services de la direction générale de la santé du ministère de la Santé et des agences régionales de santé chargées du contrôle sanitaire de l'eau potable. Enfin, la non mise à disposition par les industriels d'étalons analytiques pour de nombreux métabolites freine l'élargissement nécessaire des recherches des métabolites de pesticides dans l'eau.

Face à ces résultats, Générations Futures d'agir immédiatement en améliorant drastiquement la surveillance des métabolites dans l'eau, en sélectionnant mieux les substances à suivre et en obligeant les industriels à fournir tous les étalons analytiques nécessaires. Afin de préserver la ressource, l'usage des pesticides dans les aires d'alimentation de captages doit être interdit rapidement. Il est nécessaire de soutenir financièrement les agriculteurs dans leur conversion vers des systèmes moins dépendants des pesticides.

Communiqué (avec tous les liens) - à Rapport

  

Planification marine

Les principales orientations suite au débat public "La mer en débat"

Les ministres Agnès Pannier-Runacher, Fabrice Loher et Olga Givernet ont présenté le 18 octobre les suites données par l'état au débat public "La mer en débat". Cette réponse prend la forme d'une décision ministérielle et d'un rapport d  tail   de réponse adressé par le gouvernement et RTE (Réseau de Transport d'électricité)    la Commission nationale débat public (CNDP), qui répond aux recommandations et questions et détaille les enseignements que l'état et RTE tirer du débat. Ces documents sont accessibles sur le site internet du Ministère chargé de la mer et de la pêche. Les liens et les données géographiques issues de la décision sont disponibles sur le portail GéoLittoral.

GéoLittoral

  

RECHERCHE & ÉTUDES

  lien en mer :   tudes d'impact

Cinq nouveaux lauréats pour la seconde relève de l'appel à projets de recherche lancé par l'OFB dans le cadre de l'Observatoire national de l'  lien en mer. Ces projets, déployés sur toutes les fa  sades maritimes de métropole, vont permettre de poursuivre le travail sur l'approfondissement de la connaissance et de la réduction des impacts de l'  lien en mer sur la biodiversité, que ce soit les mammifères, les oiseaux marins, les écosystèmes pélagiques ou encore l'impact sur les fonds marins.

Depuis sa mise en place en 2022, l'Observatoire a permis le financement de projets comme le lancement d'une expertise scientifique collective sur les impacts des éoliennes en mer sur la biodiversité et les écosystèmes marins et côtiers (ESCo pilotée par IFREMER-CNRS). Celle-ci livrera une analyse critique de la littérature scientifique internationale avec plus de 1 500 références fin 2025. Une synthèse des retours d'expérience des impacts de l'  lien en mer à l'étranger, lancée par l'OFB, et pilotée par Biotope, devrait également être bientôt disponible.

OFB

Artificialisation des sols : Les déterminants de la consommation d'espace de 2009 à 2023

Dans le cadre de l'observatoire de l'artificialisation, le CEREMA a produit un rapport analysant les chiffres de l'artificialisation des sols à un niveau national et local, en mettant en avant plusieurs éléments permettant de mieux comprendre ce phénomène pour mieux le limiter. Les données et analyses pour la période 2009-2022 sont disponibles.

CEREMA

Ombrage et la désimperméabilisation des parkings

Le CEREMA met à disposition un questionnaire pour identifier les pratiques

Dans le cadre d'un benchmark sur les pratiques alternatives en matière de stationnement en extérieur, le CEREMA propose aux collectivités et aux autres acteurs concernés de répondre à un rapide questionnaire sur leurs pratiques en matière d'ombrage et de gestion des eaux pluviales.

CEREMA

Le biomimétisme : Une approche innovante pour des territoires résilients

Le CEREMA a engagé en 2020 une démarche axée sur la mise en œuvre de l'intelligence collective, à travers un projet de recherche-action collaboratif consacré au biomimétisme territorial. L'ambition : faire de ce courant qui s'inspire du Vivant un nouvel art de concevoir les projets pour des territoires résilients. Cette recherche-action s'inscrit dans un moment historique où les enjeux liés au dérèglement climatique et à l'effondrement de la biodiversité nous font prendre conscience de l'atteinte des limites physiques, naturelles et biologiques, avec la dégradation irréversible des ressources. Le séminaire de clôture du projet a eu lieu le 23 mai 2023 et les livrables sont disponibles.

CEREMA

À

PUBLICATIONS

Économie et partage des ressources en eau : Série de fiches du CEREMA

Les quatre premières fiches de cette série sont parues. Elles portent sur la réutilisation des eaux usées traitées en agriculture pour préserver le milieu récepteur, avec une expérience menée à Château-Renault par deux agriculteurs, sur des économies de l'eau dans les espaces verts et les bâtiments communaux à Mœglin et sur l'optimisation de l'arrosage des espaces verts.

Six autres fiches sont à paraître : L'essentiel sur les économies et le partage des ressources en eau ; Optimiser la gestion de l'eau dans les jardins collectifs ; L'expérience de Perpignan pour économiser l'eau dans son patrimoine ; Arroser les espaces verts avec des eaux usées traitées : le cas du SIVOM des Maures ; Irriguer des cultures avec les eaux usées traitées : le cas de Clermont-Ferrand ; Réutiliser les eaux usées traitées : le panorama français.

CEREMA

Guide pour la rationalisation du diagnostic territorial sur l'accès à l'eau

La Coalition Eau publie un guide méthodologique pour accompagner la rationalisation de diagnostics territoriaux sur l'accès à l'eau, désormais obligatoires pour identifier les personnes en situation de non accès - ou de mal accès - à l'eau sur un territoire. Ce guide s'adresse aux collectivités compétentes en matière de distribution d'eau potable, aux élus locaux et aux associations de collectivités et d'élus et à tout acteur impliqué dans la mise en œuvre de l'ordonnance du 22 décembre 2022 (n° 2022-1611 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine) et du décret d'application du 29 décembre 2022 (n° 2022-1721 relatif à l'amélioration des conditions d'accès de tous à l'eau destinée à la consommation humaine). Ces deux textes ont modifié le Code général des collectivités territoriales qui prévoit désormais la rationalisation obligatoire d'un diagnostic territorial sur l'accès à l'eau par les collectivités compétentes sur la distribution d'eau potable.

Ce guide a pour objectifs de : faire connaître les nouvelles réglementations issues de l'ordonnance et du décret relatifs à l'accès à l'eau destinée à la consommation humaine et la nouvelle responsabilité des collectivités au titre de la compétence eau potable ; identifier les publics concernés par la réglementation et le diagnostic territorial ; accompagner méthodologiquement les collectivités et les acteurs mobilisés dans la mise en œuvre de ces réglementations et les mesures à prendre. La méthodologie proposée met à disposition des premiers outils de travail.

Coalition Eau - Guide

À

OUTILS

Nouvelles données sur la surchauffe urbaine

Le CEREMA et le ministère de la Transition écologique, de l'énergie, du Climat et de la Prévention des risques publient une cartographie nationale des zones climatiques locales (LCZ) pour aider les collectivités dans leur diagnostic de la surchauffe urbaine. Ces données sont mises à disposition gratuitement du public et des territoires pour les aires urbaines de plus de 50 000 habitants de l'Hexagone.

CEREMA

Niveaux d'eau extrêmes sur le littoral métropolitain

Mieux les connaître pour mieux caractériser et anticiper le risque de submersion marine

Le CEREMA et le SHOM ont effectué une analyse statistique des valeurs extrêmes de niveau d'eau le long du littoral métropolitain jusqu'à la période de retour de 1 000 ans. Ces données permettent aux collectivités de préparer la gestion des risques dans un contexte de changement climatique et de rationaliser des cartes de submersions.

Au cours de l'hiver 2023-2024, ces événements ont entraîné plus de 50 demandes de reconnaissance en état de catastrophe naturelle.

CEREMA

AgiRisk du CEREMA

Au service du diagnostic de vulnérabilité du territoire aux inondations

Lancé par le CEREMA en 2022, l'outil AgiRisk qui permet aux acteurs locaux de réaliser facilement un premier diagnostic territorial de vulnérabilité aux inondations est régulièrement amélioré pour répondre aux besoins des utilisateurs. Le plug-in Qgis est disponible en ligne sur le site AgiRisk, que ce soit en autonomie ou en partenariat avec le CEREMA.

CEREMA

À

OUVRAGE

L'écologie est-elle rentrée dans le quotidien des Français ?

Dans l'ouvrage La Conversion écologique des Français. Contradictions et clivages, Ivaylo Petev, Philippe Coulangeon, Yoan Demoli et Maël Ginsburger analysent le rapport des Français au dérèglement climatique, leur conscience des enjeux écologiques et leurs pratiques quotidiennes. Le but étant de comprendre si les Français sont prêts à agir et les actions mises en place pour protéger l'environnement.

Polytechnique Insights

À

ACTEURS

Estelle Grelier, directrice générale de FP2E

Estelle Grelier, directrice de Saur France, a été désignée directrice de la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E). Elle succède à Arnaud Bazire, au terme de son mandat. Elle a rejoint le Groupe Saur en 2018, en qualité de directrice Stratégie, Développement et Marketing, avant d'être nommée directrice de Saur France en 2024. Diplômée de l'IEP de Grenoble et titulaire d'un DESS en relations franco-allemandes de l'Université de Strasbourg III, Estelle Grelier est membre du bureau de la FP2E depuis 2019.

Contribution des ONG à la coopération internationale pour l'eau et l'assainissement

La Coalition Eau publie une nouvelle étude sur la contribution des ONG françaises à la coopération internationale pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Cette étude dresse un panorama global de l'action des ONG françaises dans le secteur Eau-Assainissement-Hygiène (EAH) sur la période 2020-2022. Cet état des lieux présente la diversité des ONG composant le secteur, leurs domaines d'expertise, les projets qu'elles mènent, leurs terrains d'intervention, ou encore, leurs sources de financements. Compte tenu de la période couverte par cette édition, l'étude revient également sur les effets de la pandémie du COVID-19 et la crise diplomatique au Sahel.

Coalition Eau - principaux constats et actions à l'étude

À

INTERVIEW

Mégabassines, barrages... Le prix à payer, c'est un effondrement de nos écosystèmes

Pour Julie Trottier, directrice de recherche au CNRS et spécialiste de l'irrigation, les infrastructures d'irrigation sont une "maladaptation" au changement climatique : « Il faut sortir de cet imaginaire sociotechnique qui est porteur de sa propre perte. »

Reporterre

À

OCCITANIE

Sécheresse : Carole Delga et les agriculteurs lancent l'Appel de Bages

À l'initiative de Carole Delga, présidente de la Région Occitanie, une réunion consacrée à l'eau était organisée à Bages (Aude) le 23 octobre. La présidente de Région a pu échanger avec les 150 participants présents - élus, représentants des filières viticoles, arboricoles, des entreprises, acteurs de l'eau de l'Aude et des Pyrénées-Orientales - autour de la question de l'accès à la ressource, au cœur des préoccupations de la population de ces territoires et de toute une profession. Depuis Bages, Carole Delga, les présidentes des départements de l'Aude, Hélène Sandragnon, et des Pyrénées-Orientales, Hermeline Malherbe, et les présidents des intercommunalités ont lancé un appel collectif à l'adresse du gouvernement et à la Commission européenne pour que des décisions réglementaires et financières soient prises en urgence afin de répondre à la sécheresse subie par ces territoires.

Nous lançons aujourd'hui collectivement l'Appel de Bages, depuis ce territoire rural de l'Aude touché, tout comme les Pyrénées-Orientales, par une sécheresse inédite depuis plus de trois ans. Réunis aujourd'hui avec l'ensemble des acteurs concernés par la gestion de l'eau, représentants de la profession agricole, élus locaux et chefs d'entreprises, nous demandons au Président de la République, au Premier ministre et à la Commission européenne, de prendre des décisions réglementaires et budgétaires en urgence pour faire face à une sécheresse inédite et durable.

Pour développer et sécuriser la ressource et malgré les contraintes budgétaires, nous, collectivités locales, avons pris nos responsabilités. C'est pourquoi, nous travaillons quotidiennement pour déployer des solutions diverses et complémentaires, à court terme, incluant la réutilisation des eaux usées, un maillage efficace du réseau d'approvisionnement la création de petites retenues collinaires, des forages quand c'est possible. Les études sont lancées pour un transfert de l'eau du Rhône via le projet Aqua Domitia 2.

Cependant, certains projets n'ont pu aboutir faute de dispositions réglementaires adaptées et de financements suffisants. L'État doit aujourd'hui nous aider à agir. Nous n'avons pas de temps à perdre pour trouver des solutions face au dérèglement climatique, préserver notre terre nourricière, nos activités économiques et permettre à nos agriculteurs, plongés dans une détresse morale et financière, de vivre dignement. J'ai donc aujourd'hui proposé de rédiger un cahier de doléances collectif, à l'attention du gouvernement, recueillant tous les projets réalisés et ceux qui n'ont pu aboutir en raison de contraintes réglementaires.

LOIRE-BRETAGNE

RETEX sur les Analyses Hydrologie, milieux, usages, climat dans le bassin

Un appel à manifestations d'intérêt pour la réalisation d'analyses Hydrologie, milieux, usages, climat (HMUC), a été lancé en avril 2022 par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne dans le cadre du plan de relance. Les analyses HMUC réalisées ou en cours de réalisation couvrent ainsi près de 85 % de la superficie du bassin. La conduite de ces analyses soulève de nombreuses questions et interrogations.

Les analyses HMUC ont pour principal objectif de définir les volumes prélevables en période de basses eaux. Cette notion de volume prélevable existe depuis près de vingt ans. Les analyses HMUC du bassin Loire-Bretagne sont similaires aux études de volumes prélevables qui ont pu être conduites dans d'autres bassins (Rhône-Méditerranée et Adour-Garonne). La réalisation d'une analyse HMUC met souvent en lumière l'écart entre la ressource disponible et les usages. Les difficultés rencontrées pour mener à bien une analyse HMUC sont en partie liées à l'effet de surprise qu'entraînent les conclusions relatives aux volumes prélevables. La mission conduite par l'IGEDD et le CGAAER a identifié des facteurs favorables à l'émergence d'un consensus concernant la détermination des volumes prélevables et leur répartition entre usages. Il convient d'accorder une grande attention à la qualité de la concertation entre toutes les parties prenantes, avant, pendant et après l'analyse HMUC. Il est nécessaire de clarifier dès le départ ce qui est attendu d'une démarche HMUC - ce que l'analyse HMUC fera et ce qu'elle ne fera pas - et les décisions qui seront prises à partir de ses résultats. Un accord préalable sur la nature des décisions à prendre, sur la manière dont elles seront prises et sur la manière dont elles pourront, si nécessaire, être amendées au fil du temps est un gage de réussite. Par ailleurs, une analyse HMUC ne doit pas rester sans suite. Étant donné les enjeux, tant environnementaux qu'économiques, sa réalisation doit être inscrite, dès le départ, dans une démarche plus globale devant aboutir à des actions concrètes. Il revient dès lors aux acteurs locaux de s'en emparer, de travailler ensemble, de prendre conscience du caractère limité de la ressource en eau et de l'impérieuse nécessité de convenir de son partage.

Rapport IGEDD-CGAAER

ÎLE-DE-FRANCE

La Ville de Paris s'associe à l'action contre le projet de forages pétroliers

La Ville de Paris a formé une intervention volontaire devant le tribunal administratif de Melun, au soutien du recours engagé par Eau de Paris visant à annuler l'autorisation de créer deux nouveaux forages de pétrole sur la concession de Nonville (Val-de-Marne), accordée par l'État. Ces forages représentent une menace grave pour la qualité et la sécurité des captages d'eau qui alimentent en eau potable 180 000 habitants de Paris et de plusieurs communes de Seine-et-Marne. Le projet, autorisé par le Gouvernement et la Préfecture de Seine-et-Marne, prévoit l'extension d'une exploitation pétrolière à proximité immédiate des captages d'Eau de Paris de Villeron et de Villemer, essentiels pour l'approvisionnement en eau de près de 180 000 habitants. La Ville de Paris a déposé un mémoire en intervention volontaire en pointant notamment les lacunes graves de l'étude d'impact environnemental sur la base de laquelle ces autorisations ont été accordées. Elle relève que les risques de pollution aux hydrocarbures des ressources en eau y sont clairement sous-estimés. Une contamination des nappes phréatiques et de la rivière du Lunain, qui s'écoule à proximité du site pétrolier, pourrait entraîner des conséquences irréversibles sur la qualité de l'eau captée dans cette zone.

La Ville de Paris se joint à la mobilisation conjointe des collectivités (Nonville, La Genevraye, Villemer, Moret-Loing-et-Orvanne, Lorrez Le Bocage Preaux), des syndicats des eaux (SIAAEP du Bocage et SIDAEP Moret Seine et Loing), et d'importantes associations environnementales (Notre Affaire à Tous, Les Amis de la Terre, France Nature Environnement, Réseau Action Climat et Reclaim Finance) qui ont également déposé des interventions volontaires pour demander l'annulation des autorisations de forage.

Antony : La station de pompage refaite à neuf

Le SEDIF a inauguré ce 17 octobre la nouvelle station de pompage d'Antony (Hauts-de-Seine). Celle-ci a été entièrement reconstruite, pour un investissement de 10 millions d'euros, afin de sécuriser l'approvisionnement en eau potable du plateau de Clamart et répondre aux nouveaux besoins. La station d'Antony joue un rôle particulièrement

stratégique dans la gestion de l'eau potable en Île-de-France : elle appartient à un ensemble hydraulique qui dessert le plateau de Clamart et représente près d'un quart de la demande en eau du secteur Seine. Directement alimentée depuis l'usine de production de Choisy-le-Roi, elle permet de relever l'eau vers le réservoir de Clamart La Plaine (10 000 m³), distribuant près de 50 000 habitants. Ce territoire fait l'objet de nombreuses opérations de requalification et d'aménagements d'envergure, qui ont conduit le SEDIF à mettre en oeuvre ce projet de remplacement de l'ancienne station, qui datait de 1965. Il a ainsi investi près de 10 millions d'euros pour la construction d'une nouvelle station de pompage et bénéficié d'une subvention de plus de 2 millions d'euros de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

D'une capacité de pompage moyenne de 20 000 m³ par jour, la nouvelle station permet un fonctionnement optimisé, au plus près de la demande en eau. Elle est pour le SEDIF la deuxième en termes de puissance de relèvement, après celle de Montreuil. Cet investissement a permis au SEDIF de mettre en oeuvre une sécurisation hydraulique, avec l'installation de deux ballons de protection anti-bouilleurs pour préserver le réseau de refoulement des fortes variations de pression et des risques de casse. Il garantit aussi une sécurisation électrique, grâce à la possibilité de raccorder un groupe électrogène pour assurer le fonctionnement des équipements en cas d'arrêt programmé et/ou prolongé de l'alimentation électrique. Le SEDIF a également intégré dans la station de pompage un poste de chloration. Il permet d'ajuster le résiduel de chlore de façon homogène jusqu'à l'extrémité du réseau.

À

ARTOIS-PICARDIE

Concours Raconte-moi une agriculture durable

L'Agence de l'eau Artois-Picardie lance le concours "Raconte-moi une agriculture durable" en collaboration avec la DRAAF à destination des lycéens et étudiants de l'enseignement agricole et issus d'écoles d'ingénieur en lien avec le domaine agricole.

Départ des candidatures - 29 novembre 2024

À

APPELS À PROJETS DES AGENCES

Rhin-Meuse

La Moselle en commun

La Région Grand Est et l'Agence de l'eau Rhin-Meuse lancent un nouvel appel à projets "La Moselle en commun", en partenariat avec les Conseils départementaux de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Plan Moselle visant dans un premier temps l'émergence d'une gouvernance partagée sur

l'ensemble du bassin versant de la Moselle française (hors Sarre). L'objectif est de mettre en cohérence, via la mise en commun, l'échange et la concertation, les grands enjeux identifiés autour de la rivière Moselle et ses milieux connexes : enjeux de restauration écologique, d'atténuation du risque inondation, de partage de la ressource en eau mais aussi d'amélioration du cadre de vie pour les habitants du bassin versant ou de développement économique et touristique. Les projets pourront relever d'au moins une des 4 catégories suivantes : écotourisme, culture et patrimoine, économie, cadre de vie, avec pour principaux objectifs la promotion du bassin versant de la Moselle comme élément d'amélioration du cadre de vie, générateur d'opportunités culturelles, touristiques ou ludiques, outil de sensibilisation et d'éducation des publics à la préservation et la restauration des milieux aquatiques ou facteur de développement de nouvelles économies respectueuses de la ressource en eau.

Départ des dossiers - 30 novembre 2024

À

À

Afrique
top

MAROC

70 opérations d'ensemencement des nuages réalisées cette année

Quelque 70 opérations d'ensemencement artificiel des nuages ont été réalisées au cours de cette année, dont 30 terrestres et 40 aériennes, a indiqué le ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka.

Dans sa réponse à une question orale à la Chambre des conseillers, M. Baraka a souligné que l'année 2024 a connu une intensification des opérations d'ensemencement artificiel par rapport aux années précédentes, faisant état de 21 opérations réalisées en 2021, 27 en 2022 et 22 en 2023. Le ministre a précisé que les années à venir verront une utilisation plus large de cette technique pour inclure d'autres régions, notant que les opérations d'ensemencement artificiel dans le Royaume sont réparties dans des régions spécifiques, notamment celles d'Azilal, Béni Mellal et El Hajeb et ce, en raison de la disponibilité des infrastructures et d'une flotte dédiée à cet effet. De même, le ministre a fait savoir que l'utilisation de cette méthode nécessite la réunion de certaines conditions, notamment l'utilisation d'équipements spécifiques, l'examen de la charge adéquate des nuages, outre le choix du timing de l'intervention, eu égard au coût élevé de ces opérations. Par ailleurs, M. Baraka a rappelé que le Maroc fait partie des rares pays qui disposent des capacités nécessaires pour procéder à l'ensemencement artificiel et qui possèdent une vaste expérience dans ce domaine, qui a bénéficié de nombreux pays africains amis.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - À l'Africa

À

Inauguration À Agadir de l'Institut national de recherche en eau

L'Institut national thématique de recherche en eau (INTR-Eau) a été inauguré à Agadir lors d'une cérémonie présidée par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, Abdellatif Miraoui. Cet Institut est le premier d'une série d'Instituts nationaux thématiques conçus dans le but de fédérer les talents et les ressources, afin d'aligner la recherche scientifique sur les grandes priorités nationales. La mise en place de l'INTR-Eau dans la région de Souss-Massa vient enrichir l'écosystème régional marqué par un réseau dense de scientifiques de l'Université Ibn Zohr dans le domaine de l'eau et d'acteurs professionnels locaux, et ce dans le sillage de la mise en service d'une série d'infrastructures techniques de premier plan, telles que la station de dessalement d'eau de mer à Chtouka et les stations de traitement des eaux usées. Le noyau scientifique de l'INTR-Eau est composé de plusieurs structures de recherche universitaires et non universitaires, au regard de leurs productions et leurs réseaux scientifiques. Il compte dans cette phase près de 150 enseignants chercheurs et plus de 250 doctorants. L'INTR a le statut d'un groupement d'intérêt Public (GIP), permettant ainsi une fédération des structures de recherche performante dans le domaine, implantées au sein de leurs institutions, tout en offrant une meilleure gestion administrative et financière.

Le Plan national d'accélération de la transformation de l'écosystème de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation (PACTE ESRI 2030), prévoit la restructuration de la recherche scientifique notamment autour d'Instituts nationaux thématiques de recherche, alignés sur les priorités nationales et ouverts à l'international, avec une focalisation sur les domaines répondant aux enjeux de souveraineté.

La cérémonie d'inauguration de l'INTR-Eau s'est déroulée en présence notamment du directeur des aménagements hydrauliques à la direction générale de l'hydraulique du ministère de l'Équipement et de l'Eau, Abdelkebir El Alouaoui, du directeur général de l'Office national de l'Électricité et de l'eau potable (ONEE), Tarik Hamane, de la directrice générale adjointe en charge du pôle Gouvernance & RSE Groupe chez Bank of Africa, Houda Sbihi et des présidents des 12 universités publiques, ainsi que de nombreuses personnalités représentant notamment les institutions partenaires.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - À AllAfrica

À

Marrakech : Une exposition collective sur la thématique de l'eau à la gare ferroviaire

La 4^{ème} édition des Rencontres de la Photographie de Marrakech a pris fin avec l'organisation d'une exposition artistique collective à la gare ferroviaire de la cité Ocre, axée sur la thématique de la préservation de l'environnement et de la pénurie des ressources en eau. L'exposition présente plus de 150 œuvres photographiques, qui ont été exposées jusqu'à la fin du mois. Dans une déclaration à la MAP, le fondateur et directeur des Rencontres, Abdellah Oustad, a souligné que l'un des objectifs de ce festival consiste à ouvrir les horizons au public marocain pour qu'il découvre différentes œuvres créées par les artistes participant à cette manifestation artistique d'envergure.

Organisée en partenariat avec le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, l'Organisation du monde islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ICESCO) et la commune de Marrakech, cette 4^{ème} édition des Rencontres de la Photographie de Marrakech a été riche en découvertes, échanges et débats, avec un accent particulier mis sur la jeunesse et la créativité. Lancée en 2016 par l'association Voix Plurielles, en partenariat avec Cultures Nomades Production (France), le Conseil régional du tourisme (CRT), ainsi que de nombreux acteurs culturels et économiques de Marrakech, cet événement s'est imposé comme l'un des rendez-vous incontournables de la photographie contemporaine. Cette année, une place spéciale a été accordée aux femmes photographes, avec deux moments forts : des Cartes Blanches dédiées aux femmes afghanes et à la diaspora africaine, mettant en avant leur résilience et leurs espoirs, ainsi que l'exposition "Regard de Femmes" qui présentait le travail de trois photographes de renommée internationale, à savoir Angèle Etoundi Essamba, Cynthia Benjamin, Copper et Mina Kawachy.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - À AllAfrica

À

ALGÉRIE

Le ministre de l'Hydraulique dénonce les pratiques marocaines sur les eaux transfrontalières

Présent à la 10^{ème} session de la Réunion des Parties de la Convention des Nations unies sur l'Eau, s'étant tenue à Ljubljana (Slovénie) du 23 au 25 octobre, le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a affirmé que les eaux de surface transfrontalières dans l'ouest de l'Algérie étaient négativement impactées par les pratiques destructrices du Maroc, ayant provoqué plusieurs catastrophes environnementales. Derbal a précisé que "les régions ouest et sud-ouest de l'Algérie subissent des effets négatifs résultant des pratiques de l'état voisin, le Maroc, obstruant et détruisant les eaux de surface transfrontalières". Le ministre a pris pour exemple la détérioration de la qualité des eaux du barrage Hammam Boughrara dans la wilaya de Tlemcen, à cause de la contamination des eaux entrantes des territoires marocains, et de la forte réduction des eaux de l'oued Ghir, alimentant la retenue du barrage Djorf-Torba, du fait des barrages construits côté marocain de la frontière. Ces mauvaises pratiques, sont à l'origine de l'impact négatif subi par la région de la Saoura dans le sud-ouest de l'Algérie, à savoir l'effondrement des écosystèmes et de la biodiversité dans la région, affectant notamment la faune et la flore, outre les répercussions économiques et sociales graves sur les habitants des régions frontalières algériennes affectées, selon le ministre. En sus de l'aggravation de la sécheresse et la dégradation du couvert végétal du côté algérien, ces dommages ont également entraîné la disparition de 43 espèces d'oiseaux d'animaux rares, ainsi qu'une perturbation des routes migratoires des oiseaux migrateurs. En dépit de l'énorme effort financier consenti par l'Algérie pour parvenir à des solutions alternatives en vue d'approvisionner les habitants de la région en eau potable, elle reste dans un besoin impérieux d'un soutien international pour établir les écosystèmes affectés, affirme M. Derbal.

Face à cette situation, l'Algérie s'efforce de "tenir compte des besoins hydriques des pays voisins et vite, dans l'élaboration de ses politiques, les pratiques d'exploitation qui nuisent aux pays limitrophes, telles que la construction de barrages dans des régions proches des frontières ou encore la déviation des cours d'eaux superficielles". Dans ce cadre, le ministre a rappelé que c'est l'Algérie qui a par ailleurs initié l'accord tripartite entre l'Algérie, la Tunisie et la Libye portant création d'un mécanisme de concertation sur la gestion des eaux souterraines communes dans le Sahara septentrional, signé le 24 avril dernier à Alger, affirmant que cette démarche "est un exemple à suivre en matière de solutions basées sur la coordination entre les états".

La 10^{ème} Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eaux transfrontalières et des lacs internationaux était organisée sous le slogan "Nos eaux, notre avenir : la coopération dans le domaine des eaux transfrontalières pour renforcer la résilience face aux changements climatiques". Bien que l'Algérie ne soit pas partie à la convention mentionnée, elle a tout de même participé à cette réunion de haut niveau pour discuter de la question des transfrontalières, au vu de leur impact majeur sur les écosystèmes et les changements climatiques auxquels est confronté le monde.

Algérie Presse Service (Alger) - À AllAfrica

À

La SEAAL prend part à une initiative de sensibilisation des citoyens

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a pris part à une initiative sociale novatrice visant à inculquer la culture de la rationalisation de la consommation d'eau aux citoyens des écoles primaires. Lancée par les associations Chabab el-Kheir et Kouba United, cette initiative a permis l'installation de robinets à boutons pressoirs à l'école primaire Ferhat Daghmoum dans la commune de Magharia (Alger). À travers l'installation de ces robinets, la société veut inculquer à la jeune génération la culture de la rationalisation de la consommation d'eau.

Algérie Presse Service (Alger) - À AllAfrica

À

TUNISIE

Une belle reconnaissance pour la piscine du Belvédère

Une piscine qui a marqué l'histoire de la natation tunisienne. Inaugurée en 1933, la piscine a été la première piscine du pays. Fermée depuis 2004, elle a été rénovée toute cette année en respectant son architecture et ses caractéristiques historiques. En dépit de son fonctionnement quatre à cinq mois par an, une pléiade de jeunes s'y sont formés, certains devenant champions olympiques. Mal entretenue par la municipalité, avec le temps elle était devenue piscine un royaume pour les batraciens pullulant dans le bois voisin. Quasiment entièrement détruite dans les années de plomb, des émirats fortunés du Golfe ont souhaité en faire un hôtel de luxe. La réhabilitation, souhaitée par le Président Kaïs Saïed, a été rendue possible à la faveur d'un partenariat inédit entre le public (notamment le soutien du génie militaire) le privé, en l'occurrence de la Banque internationale arabe de Tunisie (BIAT) ayant assuré son financement (18 millions de dinars).

Doté d'un court de tennis et d'un salon de thé, l'espace a été ouvert le 1er novembre pour abriter des spectacles culturels et artistiques et autres cérémonies. Le bassin de 33 mètres sera lui ouvert à la baignade du 1er mai au 31 octobre.

Kamel Ghattas, La Presse (Tunis) - À l'Afrique

Photo Webdo

À

SÉNÉGAL

Un projet de Grand Transfert d'eau

Le projet de "Grand Transfert d'eau" à partir du lac de Guiers a été lancé et l'entreprise en charge des travaux a été sélectionnée, en vue de résoudre définitivement le problème d'approvisionnement en eau du triangle formé par Dakar, Mbour et Thiès, a assuré le leader de la liste de la coalition au pouvoir, Ousmane Sonko. En campagne pour les législatives anticipées du 17 novembre, M. Sonko, président des Patriotes du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (PASTEF) et par ailleurs Premier ministre, a assuré que le grand transfert d'eau sera réalisé au cours du mandat du président Bassirou Diomaye Faye.

Agence de Presse Sénégalaise (Dakar) - À l'Afrique

À

TOGO

Vigilance et résilience

Entre janvier et mai 2024, 14 180 personnes et 2 836 foyers du pays ont été directement touchés par les inondations, a indiqué le PNUD, Programme des Nations unies pour le développement. Les inondations n'ont pas touché uniquement le Togo mais également de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest. La représentante du PNUD à Lomé, Seynabou Diaw Ba, a précisé que le bilan était encore plus lourd en Guinée, au Tchad et au Nigeria avec 900 décès enregistrés.

Togonews (Lomé) - à AllAfrica

à

CONGO-BRAZZAVILLE

Vers une assistance technique du PNUD en matière d'eaux continentales

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) envisage une assistance technique dans la mise en œuvre du plan d'actions du Secrétariat permanent du Comité interministériel de l'action de l'État en mer et dans les eaux continentales avec l'appui de l'Ambassade de la Turquie. Il est notamment question d'un plan d'action englobant les problèmes de la préservation des écosystèmes et de la biodiversité, de la sécurité face aux catastrophes naturelles et de l'économie.

Dominique Makaya, Les Délégués de Brazzaville (Brazzaville) - à AllAfrica

à

CONGO-KINSHASA

La REGIDESO va mettre en chantier une nouvelle usine de traitement d'eau

Le directeur général de la REGIDESO, David Tshilumba, a annoncé, pour l'année prochaine, le début des travaux de construction d'une nouvelle usine de traitement d'eau potable à Kananga sur la rive Lulua. Les travaux bénéficieront de l'appui financier de la Banque mondiale.

Radio Okapi (Kinshasa) - à AllAfrica

à

AFRIQUE DU SUD

La crise de l'eau amplifiée par le délabrement des infrastructures

En Afrique du Sud, la ville de Johannesburg et sa région connaissent régulièrement de sérieuses coupures d'eau. À l'approche de l'été austral, les températures estivales et l'augmentation de la population dans certains quartiers font monter la pression. Mais surtout, les infrastructures n'ont pas été suffisamment modernisées, ces dernières années. Selon Anja du Plessis, professeure de l'Université d'Afrique du Sud (UNISA), "la crise de l'eau actuellement, dans la région du Gauteng est due à une mauvaise gestion humaine. Les infrastructures ont été négligées et environ 47 % de l'eau est perdue, pour diverses raisons. Dans la ville de Johannesburg, on estime que 26 % des pertes sont dues à des fuites ou à des ruptures de canalisations."

En prévision de l'été austral qui approche, la municipalité a déclenché son niveau un de restrictions.

Claire Bargel, Radio France Internationale - AllAfrica

À

MADAGASCAR

Vétusté des infrastructures : Des pertes évaluées à 40 000 m³

Les infrastructures de distribution d'eau de la JIRAMA sont vétustes. Des projets de remplacement des conduites d'eau sont néanmoins en vue.

Les pertes en eau à Antananarivo sont importantes : 20 % des 200 000 m³ d'eau produite par la centrale de Mandrozeza s'évaporent chaque jour, estime le représentant résident de la Banque mondiale à Madagascar, Atou Seck. La grande majorité des tuyaux date de la société Eau et Électricité de Madagascar. Enfouis sous terre, ils sont rouillés et cassés. Le chef de l'État, Andry Rajoelina. Aussi le gouvernement vient-il de décider de couper la distribution pour transporter directement ces 40 000 m³ d'eau potable par camions-citernes jusqu'aux bonbonnes installées dans les quartiers où l'accès à l'eau est difficile en cette période d'été.

Les besoins d'Antananarivo s'élèvent à 300 000 m³/jour alors que la centrale de Mandrozeza ne produit que 200 000 m³. Les 40 000 m³ de pertes ne font qu'aggraver le problème. À terme, le remplacement de 78 kilomètres de conduites est prévu, sur un financement de la Banque mondiale. Dans le cadre du Projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable de Madagascar (PAAEP) et du projet Tana Water III, dont le début des travaux est prévu pour novembre 2025, plusieurs réalisations sont en vue : notamment l'ouverture de nouveaux forages et la construction d'une station de traitement. "Nous allons travailler jour et nuit pour la réalisation de ces projets. Je promets à la population que la construction de ces stations commencera avant la fin de cette année, pour qu'à l'année prochaine, Antananarivo ne soit plus confrontée à ce problème d'eau", s'est engagé le chef de l'État.

Miangaly Ralitera, L'Express de Madagascar (Antananarivo) - AllAfrica

Crise d'eau à Antananarivo

La Banque mondiale prête main-forte

Garry Fabrice Ranaivoson, L'Express de Madagascar (Antananarivo) - AllAfrica

Mise en place d'un Centre de commandement opérationnel

Mis en place le 9 octobre, sur ordre du président de la République Andry Rajoelina, ce Centre de commandement opérationnel regroupe plusieurs ministères clés : le ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, le ministère du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications, le ministère de la Communication et de la Culture, ainsi que des ministères en charge de la sécurité et de la défense. Cette coopération intergouvernementale mobilise des ressources techniques, humaines et matérielles pour offrir une réponse rapide à la situation critique à laquelle la capitale est confrontée. Une toute première mesure est l'interdiction des utilisations non

vitales de l'eau.

Antsa R., Midi Madagasikara (Antananarivo) -Â AllAfrica

Les utilisations non vitales de l'eau interdites Â Antananarivo

Le gouvernement malgache vient de prendre un arrêté interministériel pour interdire le gaspillage de l'eau dans la capitale et ses environs. Une décision en forme de "mesure d'urgence" alors que la région des Hauts-Plateaux connaît une grave pénurie d'eau. Il s'agit, précise-t-on, de provoquer un changement des mentalités et pousser les plus aisés, en particulier, à restreindre leurs besoins non vitaux pour une répartition plus équitable de la ressource.

Dans la capitale malgache, des habitants qui ne dorment plus la nuit, trop occupés à chercher des bornes-fontaines qui fonctionnent encore pour y remplir quelques bidons d'une eau devenue rare, c'étaient des milliers de 4x4 rutilants malgré la poussière rouge qui recouvre la ville. "Quand des personnes vulnérables sont touchées par le manque d'eau et que d'autres l'utilisent encore pour arroser leur pelouse, remplir leurs piscines ou pour laver leur voiture à gros jet, il y a une forme d'iniquité manifeste", expose Lalaina Andrianamelasoa, ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène. Depuis le 9 octobre, date d'entrée en vigueur de l'arrêté, des agents du ministère de l'Eau parcourent donc les quartiers nantis de la capitale pour sensibiliser leurs habitants aux utilisations "non vitales de l'eau" et faire respecter la nouvelle réglementation. "Nos agents peuvent appeler les forces de l'ordre pour faire respecter la loi et verbaliser si besoin", précise le ministre.

Sarah Taud, Radio France Internationale -Â AllAfrica

Â

Â

AsieÂ
top

Réapparition du Fantôme du Mékong

Après plus de 15 ans sans le moindre signe, l'énigmatique saumon-carpe géant du Mékong, surnommé "le fantôme du Mékong", refait surface, mettant fin au débat sur son extinction. Une équipe internationale de scientifiques, impliquant Sébastien Brosse, enseignant-chercheur à l'Université Toulouse III - Paul Sabatier au sein du Centre de recherche sur la biodiversité et l'environnement (CRBE - CNRS/IRD/Toulouse INP/UT3), vient de révéler que trois nouveaux individus de cette espèce ont été capturés entre 2020 et 2023. Ces résultats ont été publiés dans Biological Conservation le 10 octobre et soulignent la nécessité de s'appuyer sur des méthodes innovantes d'inventaire de biodiversité pour

développer des plans de conservation ambitieux.

Comme l'esturgeon, le silure ou l'arapaïma, le saumon-carpe géant (*Aptosyax grypus*) fait partie des plus grands poissons d'eau douce du globe, que l'on regroupe sous le terme de mégapoissons. Pourtant, malgré sa grande taille (jusqu'à 1 m 30 et 30 kg) ce poisson, qui n'habite que le fleuve Mékong et ses affluents, est particulièrement rare et insaisissable. Il n'a été scientifiquement nommé qu'en 1991, et en tout et pour tout, moins de 30 individus ont été recensés. De plus, aucun spécimen n'ayant été rencontré depuis 2005, l'espèce était considérée comme probablement éteinte. Cette hypothèse s'est récemment révélée fautive suite à la capture de trois individus adultes entre 2020 et 2022 confirmant donc que ce poisson peuple toujours les eaux du Mékong. Fait surprenant, ces trois spécimens ont été capturés au Cambodge, loin de la zone où l'on pensait que l'espèce se trouvait. Cela laisse penser que l'aire de distribution de ce poisson est plus large que ce que l'on croyait auparavant. estime Sébastien Brosse, qui reste prudent quant au potentiel de survie de l'espèce. Pour mieux connaître cette espèce, les scientifiques proposent de s'appuyer sur des méthodes non-invasives d'inventaires de biodiversité, comme la collecte de l'ADN que libèrent ces animaux dans l'environnement en renouvelant leurs cellules, ainsi que dans leurs excréments, urine ou mucus. Cet ADN environnemental peut être collecté par une simple filtration de quelques dizaines de litres de l'eau du fleuve, permettant ainsi de détecter les organismes vivant dans le milieu. La méthode permettrait de mieux cibler la distribution actuelle du saumon-carpe géant sans nécessiter d'observer ou de capturer des spécimens.

En photo, l'un des trois individus de saumon-carpe géant capturés dans le Mékong cambodgien en 2022. Ce poisson, probablement un jeune adulte (88 cm et 6 kg) a été capturé par des pêcheurs locaux qui ont informé les scientifiques de cette capture exceptionnelle. Photo Chheana Chhut.

À

CHINE

Ouverture du Mois franco-chinois de l'environnement

La cérémonie d'ouverture de la 11^{ème} édition du Mois franco-chinois de l'environnement a eu lieu le 10 octobre à Beijing. Le thème de cette édition, "Tous sous le même ciel", vise à souligner l'interconnexion des êtres humains et la nécessité de protéger ensemble la planète.

Dans son discours, Bertrand Lortholary, l'ambassadeur de France en Chine, a rappelé que les deux pays coopèrent dans le domaine de l'environnement depuis plusieurs décennies, et que le Mois franco-chinois de l'environnement est l'un des résultats emblématiques de cette coopération. Dans son intervention, Cui Dandan, la directrice générale adjointe du département de coopération internationale du Ministère chinois de l'Écologie et de l'Environnement, a pour sa part souligné que la France et la Chine ont mené de nombreuses coopérations pragmatiques dans les domaines de l'environnement et du climat. Ces dernières années, elles ont notamment réussi à organiser une série d'événements dans le cadre de l'Année franco-chinoise de l'environnement et ont œuvré à la mise en œuvre de l'Appel de Beijing sur la conservation de la biodiversité et le changement climatique, renforçant ainsi la coopération dans ces domaines stratégiques.

Le Mois franco-chinois de l'environnement propose une riche programmation d'expositions, de conférences et d'ateliers dans tout le pays. Créée en 2014, l'événement vise à sensibiliser le grand public à la protection de l'environnement tout en renforçant et en promouvant la coopération entre la Chine et la France dans ce domaine.

People Daily

À

Xinjiang : Des déserts désolés transformés en fermes intelligentes

Dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang (nord-ouest de la Chine), la Société de production et de construction du Xinjiang (organisation gouvernementale économique et semi-militaire spécifique à la région autonome, plus couramment désignée sous l'appellation Bingtuan) œuvre à transformer le désert de Gobi et les sols salins et alcalins pour les convertir en terres agricoles productives.

People Daily

À

Amériques
top

AMAZONIE

Un G9 des peuples autochtones pour défendre leur biodiversité

Des peuples du Brésil, de la Colombie, du Pérou, de la Bolivie, de l'Équateur, du Venezuela, du Guyana, de la Guyane française et du Suriname ont lancé ce G9 de l'Amazonie autochtone dans la ville colombienne de Cali, à l'occasion de la 16^{ème} Conférence des Nations unies sur la biodiversité. La coalition régionale entend préparer un programme commun de mesures pour la nature et le climat à présenter à la COP30 sur le climat qui se déroulera au Brésil fin 2025, ont-ils expliqué dans un communiqué. Les peuples d'Amazonie demandent la conservation de la biodiversité, le respect de leurs droits territoriaux et un financement direct en reconnaissance de leur rôle de gardiens de la nature.

Radio-Canada

À

COLOMBIE

23 ans après la contamination de leur rivière, les communautés attendent réparation

Victimes d'un déversement illégal qui a bouleversé leur mode de vie, des communautés afro-colombiennes espèrent trouver des alliés à la COP16 sur la biodiversité.

"Ses eaux ne grondent plus, ne chantent plus, ne pleurent plus. Cette rivière, autrefois si vigoureuse, est aujourd'hui comme morte." C'est ce que répète Silvano Caicedo, leader communautaire d'Anchicaya, à ceux qui lui demandent comment la rivière aux abords de laquelle il s'est établi a changé depuis l'accident de 2001.

Il y a 23 ans, les habitants afro-descendants des rives de l'Anchicaya ont constaté que la rivière semblait plus trouble qu'à l'habitude. De la boue se mêlait à ses eaux. Consternés, ils ont observé le cours d'eau charrier cette fange des mois durant, racontent-ils. En reprenant par la suite leurs activités quotidiennes, qui gravitent autour de cette même rivière, les signes d'une contamination ont commencé à se manifester. Les enfants, après s'être baignés, revenaient avec des problèmes de peau. Ceux qui naviguaient ou pêchaient à même l'Anchicaya depuis des années développaient soudainement des maladies. Ce n'est que plus tard qu'ils ont appris qu'en amont de la rivière, une compagnie hydroélectrique avait ouvert les vannes de son barrage pour évacuer les sédiments qui s'étaient accumulés. Au total, 50 000 mètres cubes de boue contaminée se sont déversés dans l'Anchicaya. Les eaux polluées ont provoqué la disparition d'espèces de poissons et de crustacés que les communautés avaient coutume de consommer. Les fortes pluies ont apporté le coup de grâce en faisant sortir l'Anchicaya de son lit. Les champs inondés, à leur tour contaminés, ont cessé de produire les cultures dont dépendaient les habitants de cette région éloignée. Les déplacements ont quant à eux été compliqués par la boue, dans laquelle les embarcations s'enlisent désormais. Les membres des communautés n'ont souvent d'autre choix que de poursuivre leur chemin à pied.

Après avoir entamé un recours collectif, les communautés afro-descendantes touchées par le déversement ont obtenu en 2009 un premier jugement en leur faveur. L'entreprise, qui a fait appel de cette décision, a de nouveau été reconnue coupable. Mais le processus de réparation s'est par la suite embourbé. Dans une autre sentence, la Cour constitutionnelle de Colombie a exigé que le propriétaire de la centrale hydroélectrique, l'entreprise Celsia, se soumette à une série de mesures pour réparer les dommages causés à la rivière. Des 14 actions, qui comprennent notamment le rétablissement d'espèces disparues et l'introduction de nouvelles cultures, aucune n'a été réalisée à grande échelle.

Le reportage de Valérie Boisclair, photo Celsia - Radio-Canada

À

À

FLEUVE AMAZONE

Un important affluent du fleuve atteint son niveau le plus bas jamais enregistré

Un des principaux affluents de l'Amazonie a atteint son niveau le plus bas jamais enregistré, a déclaré le service géologique du Brésil, un effet de la grave sécheresse qui a frappé amazonienne et d'autres régions du pays. Le niveau du fleuve Negro dans le port de Manaus était de 12,66 mètres début octobre, alors que le niveau normal est d'environ 21 mètres. Le précédent record a été enregistré l'année dernière, mais vers la fin du mois d'octobre.

Les niveaux d'eau de l'Amazonie brésilien montent et descendent toujours en fonction des saisons des pluies et des saisons sèches, mais la saison sèche de cette année a été pire que d'habitude. Ainsi, tous les grands fleuves du bassin de l'Amazonie sont à des niveaux critiques, y compris le fleuve Madeira, le plus long affluent de l'Amazonie. Le fleuve Negro draine quant à lui environ 10 % du bassin de l'Amazonie ; il est le sixième plus grand fleuve du monde en matière de volume d'eau. Manaus, la plus grande ville de la forêt tropicale, se situe à l'endroit où le Negro rejoint l'Amazonie.

Les images d'Edmar Barros, Associated Press -Â Radio-Canada

Â

Â

Â

Â%conomie

Â
top

Maroc - Suez renforce sa prÃ©sence avec quatre nouveaux accords

Â€ l'occasion de la visite du PrÃ©sident Macron Â Rabat Â l'invitation de SM le Roi Mohammed VI, Suez annonce quatre nouveaux accords pour l'optimisation de la ressource en eau et la gestion durable des dÃ©chets.

Dans le domaine de l'eau, le groupe a signÃ© un protocole d'accord avec le groupe marocain Safari, en vue de crÃ©er une entreprise commune. Cette entreprise fournira aux sociÃ©tÃ©s rÃ©gionales multiservices des solutions innovantes et digitales d'optimisation de la gestion des rÃ©seaux d'eau. Le groupe rÃ©alisera Âgalement, en partenariat avec la Fondation MAScIR, relevant de l'UniversitÃ© Mohammed VI Polytechnique (UM6P), un programme de recherche portant sur le traitement et la valorisation des matiÃ©res organiques.Â Cela s'inscrit dans la continuitÃ© de la convention signÃ©e par la Fondation MAScIR et SUEZ en mars 2024 afin d'identifier des solutions innovantes dans le traitement et la valorisation des dÃ©chets. Le groupe Âtendra par ailleurs cette convention au domaine de la gestion de l'eau, et plus particuliÃ¨rement Â celui du dessalement d'eau de mer.

Â

Portugal - Aquapor (Groupe Saur) et GS Inima signent la première usine de désalinisation

Un contrat a été signé entre águas do Algarve et le consortium composé de GS Inima, Aquapor et Lus gua pour la conception, la construction et l'exploitation de l'usine de désalinisation de l'Algarve, située dans le district de Faro,   Albufeira. Ce projet, d'une grande importance stratégique, garantira l'approvisionnement en eau potable pour des milliers d'habitants et permettra de poursuivre des activités économiques cruciales, favorisant ainsi le développement durable de la région.   Avec une capacité de production de 16 millions de m3 d'eau potable lors de la première phase, l'infrastructure est conçue pour atteindre 24 millions de m3 par an. Ce projet, qui utilise un système d'osmose inverse, la technique de désalinisation la plus durable, avancée et largement adoptée, garantira l'approvisionnement en eau potable pour des milliers d'habitants.  

Le projet, prévu pour être achevé d'ici la fin de 2026, utilisera des technologies innovantes afin de réduire la consommation d'énergie de l'infrastructure, la rendant ainsi plus durable sur le plan environnemental. Dans ce sens, l'utilisation de sources d'énergie renouvelables sera privilégiée, grâce à l'installation d'une centrale d'autoconsommation équipée de panneaux photovoltaïques occupant environ 4,5 hectares. Avec ces mesures, le consortium vise à réduire les coûts d'exploitation tout en minimisant les impacts environnementaux, en accord avec les objectifs mondiaux de lutte contre le changement climatique.

 

Valenton, France - Veolia et le SIAAP inaugurent une unité de biométhane hors-norme

Le SIAAP (Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne) et Veolia ont inauguré la plus importante unité fran saise de production de biométhane issu de l'assainissement des eaux usées, en présence de François-Marie Didier, président du SIAAP, d'Antoine Frérot, président du Groupe Veolia, d'Anne Le Guennec, directrice de la division Technologies de l'eau mondiales Veolia, de Laurence Poirier-Dietz, directrice générale de GrDF, de Metin Yavuz, maire de Valenton et de Bachir Bakhti, sous-préfet de Nogent-sur-Marne et d'élus locaux.

Fruit de deux ans d'études et de travaux, et implantée sur l'usine de Seine Valenton (Val-de-Marne), cette installation permettra chaque année, à compter de 2025, d'injecter 45 GWh d'énergie d carbonante dans le réseau GrDF, soit l'équivalent de la consommation annuelle de plus de 10 000 foyers. Cette unité est la première en France à atteindre une telle capacité de traitement, avec une capacité maximale d'injection de 1 300 Nm3/h de biométhane ( quivalent au traitement d'un maximum de 1 800 Nm3/h de biogaz), soit une puissance installée de l'unité de 11,5 MW. La solution permettant de purifier le biogaz et de produire du biométhane a été développée par Biothane, filiale de Veolia. Une solution numérique Hubgrade optimise en outre la gestion intelligente des flux de biogaz sur le site. S'appuyant sur un investissement de 18,5 millions d'euros sur le site exploité par SIVAL, société d'économie mixte dont Veolia est actionnaire, cette unité de production "hors-norme" a été réalisée par le groupement d'entreprises mené par OTV, filiale de Veolia spécialisée dans la construction d'usines de traitement des eaux et des boues.

Mise en service en 1987, l'usine de Seine Valenton est l'une des six stations d'épuration du SIAAP. Deuxième plus importante usine de traitement en France et en Europe, elle traite les eaux usées d'une grande partie du bassin de l'est et du sud-est parisien, soit l'équivalent de 2,2 millions d'habitants.

 

Métropole de Lille, France - Le conseil métropolitain signe l'extension-reconstruction de sa STEP

L'extension-reconstruction de la station d'épuration de Wattrelos est l'un des plus grands chantiers de modernisation d'une station d'épuration en France pour la prochaine décennie. Les travaux seront réalisés par le groupement Saur pour

un montant d'investissement de 200 millions d'euros qui permettront d'augmenter la capacité de la station d'épuration en mettant en œuvre des technologies novatrices pour atteindre des hauts niveaux de performance. Actuellement, la station d'épuration transfrontalière de Wattrelos traite les eaux usées et pluviales de 417 000 équivalents-habitants répartis sur 15 communes de la Métropole européenne de Lille (MEL) et sur la commune de Mouscron en Belgique. Après travaux, la capacité de la station sera portée à 511 500 équivalents-habitants (+20 %), représentant la moitié de la population du territoire métropolitain. Les performances de traitement de la nouvelle station passeront de 3,3 m3/s à 10,3 m3/s et un bassin permettra de stocker 30 000 m3 d'eaux usées lors des fortes pluies pour pouvoir ensuite les restituer en vue de les traiter.

Le marché représente un montant total de 293 millions d'euros, dont 200 millions d'euros d'investissement et 93 millions d'euros au titre de l'exploitation de la station pendant 13 années. La participation prévisionnelle de l'agence de l'eau au projet est attendue à hauteur de 45 millions d'euros de subvention et 30 millions d'euros d'avance remboursable à taux zéro. Une subvention prévisionnelle de 6 millions d'euros est également attendue du FEDER sur le volet énergétique.

À

Danemark - Suez va renforcer la station d'épuration de Hillerød Centralrenseanlæg Syd

Suez annonce l'attribution par Hillerød Forsyning d'un important contrat pour moderniser la station d'épuration HCR Syd, en y améliorant le traitement des résidus pharmaceutiques. Le projet contribuera à la préservation des ressources en eau de la région grâce à l'amélioration de la qualité des eaux usées.

Située dans la ville de Hillerød au nord de Copenhague, la station d'épuration, d'une capacité de 100 000 équivalents-habitants, est le premier projet au Danemark visant à mettre en œuvre un traitement quaternaire dédié au traitement des micropolluants sur une station d'épuration municipale. Il s'agira d'un site de référence dans le pays pour la future mise en œuvre de la nouvelle directive européenne sur le traitement des eaux urbaines résiduaires. Elle requiert un traitement complémentaire des micropolluants pour toutes les stations d'épuration de plus de 150 000 équivalents-habitants d'ici à 2045. Cette modernisation s'effectuera en prévision du raccordement du New Hospital North Zealand (Nyt Hospital Nordsjælland) à la station d'épuration existante. L'hôpital, actuellement en construction, entraînera une augmentation du volume d'eaux usées traitées par la station d'épuration. La région compte par ailleurs d'importantes activités industrielles qui contribuent à la charge globale d'eaux usées industrielles. Le projet, d'une valeur de 4,5 millions d'euros, doit commencer début 2025. Il devrait être achevé et opérationnel mi-2026.

À

Brno, République tchèque - Suez entame l'agrandissement de la STEP à travers une joint-venture

Brno Waterworks and Sewerage Company (BVK), une joint-venture entre la ville de Brno et Suez dans laquelle Suez détient une participation de 46 %, vient de démarrer la construction d'une nouvelle ligne de traitement des boues dans la station d'épuration de Brno-Modřice. Cette station d'épuration, détenue et opérée par BVK, dessert plus de 400 000 habitants de la ville de Brno et des environs. Elle traite 35 millions de m3 d'eaux usées par an. Le projet comprend de nouveaux bâtiments et de nouvelles technologies liées à l'ensemble du processus d'épassement des boues, de digestion anaérobie, de déshydratation et de séchage. Ce nouveau processus de traitement permettra d'exploiter pleinement le potentiel énergétique des boues pour produire du biogaz et le convertir en chaleur et en électricité. Il permettra de couvrir 65 % des besoins énergétiques de l'usine. Des panneaux solaires seront également installés pour couvrir 5 % de la consommation d'énergie de l'usine. Pour améliorer la valorisation des boues issues du traitement des eaux usées, un nouveau processus de séchage sera mis en œuvre. Il permettra de réduire significativement le volume des boues, jusqu'à 60 %. Les boues séchées seront valorisées en énergie pour la production de ciment par les industries locales. Ce traitement des boues sur place permettra par ailleurs, de réduire de 60 % le nombre de trajets en camion nécessaires pour transporter les boues depuis la station d'épuration.

Le coût total du projet est de 3,5 milliards de couronnes tchèques, soit 140 millions d'euros. Son financement est assuré par des prêts bancaires à long terme de la Banque européenne d'investissement, de la Banque de développement du Conseil de l'Europe et de la Komerční Banka AS. Ces ressources sont complétées par une

subvention du Fonds d'État pour la protection de l'environnement et de Suez.

À

H2O Innovation acquiert NextEra Distributed Water

H2O Innovation Inc. a annoncé l'acquisition de NextEra Distributed Water au moyen d'une convention concernant les biens restreints. À l'avenir, NextEra et son portefeuille de projets de traitement et de réutilisation durables des eaux usées seront gérés sous le nom de H2O Innovation en tant que nouveau secteur d'activité Infrastructure et Développement de l'eau.

H2O Innovation fournit et exploite des actifs WaterHub dans le cadre d'un partenariat commercial existant avec l'entreprise depuis plusieurs années. Les WaterHubs sont des installations de traitement et de réutilisation des eaux usées installées dans une grande variété de sites, dont des hôpitaux, des universités et d'autres emplacements commerciaux et industriels. Elles sont livrées sans coûts d'investissement en amont pour la clientèle et exploitées en vertu de contrats à long terme. L'acquisition permet à H2O Innovation de fournir cette capacité de développement et de propriété d'actifs à grande échelle, accélérant ainsi considérablement son projet de bâtir une entreprise de solutions premier plan en matière d'infrastructures hydrauliques offrant un nouvel ensemble de solutions à sa clientèle sur tout le territoire nord-américain. L'équipe qui se joint à H2O Innovation possède une vaste expérience de la mise en œuvre de stratégies de gestion de l'eau et de l'énergie éprouvées, y compris le traitement des produits biologiques et le traitement de l'eau, le transfert de chaleur par l'eau et l'exploitation de centrales électriques.

L'équipe continuera d'être dirigée par Casey Allen, qui agira à titre de vice-président de groupe et directeur général d'Infrastructure et Développement de l'eau. Il sera soutenu par la même équipe de direction.